

발간등록번호

33-9750040-000198-01

2018

국가별 법령집



프랑스 헌법 · 헌법재판소법



헌법재판소
헌법재판연구원
Constitutional Research Institute

Contents

- 01** | 프랑스 헌법 1
| 국 문
| 원 문
- 02** | 1789년 인간과 시민의 권리선언 ... 113
| 국 문
| 원 문
- 03** | 1946년 헌법전문 123
| 국 문
| 원 문
- 04** | 2004년 환경헌장 129
| 국 문
| 원 문
- 05** | 헌법재판소에 대한 조직법률을 규정
하는 1958년 11월 7일의 법률명령
(n° 58-1067) 135
| 국 문
| 원 문

전문

제1장 주권

제2장 대통령

제3장 정부

제4장 의회

제5장 의회와 정부의 관계

제6장 국제조약 및 국제협정

제7장 헌법재판소

제8장 사법적 권한

제9장 고등법원

제10장 정부구성원의 형사책임

제11장 경제·사회 및 환경위원회

제11의 2장 권리수호자

제12장 지방자치단체

제13장 뉴벨칼레도니아 관련 과도적 조항

제14장 프랑스 공용어권과 연합협정

제15장 유럽연합

제16장 헌법개정

PREAMBULE

Titre premier: De la souveraineté

Titre II: Le Président de la République

Titre III: Le Gouvernement

Titre IV: Le Parlement

Titre V: Des rapports entre le Parlement et le Gouvernement

Titre VI: Des traités et accords internationaux

Titre VII: Le Conseil constitutionnel

Titre VIII: De l'autorité judiciaire

Titre IX: La Haute Cour

Titre X: De la responsabilité pénale des membres du Gouvernement

Titre XI: Le Conseil économique, social et environnemental

Titre XI bis: Le Défenseur des droits

Titre XII: Des collectivités territoriales

Titre XIII: Dispositions transitoires relatives à la Nouvelle-Calédonie

Titre XIV: De la francophonie et des accords d'association

Titre XV: De l'Union européenne

Titre XVI: De la révision

전 문

프랑스 국민은 1789년 인간과 시민의 권리선언에서 규정되고 1946년 헌법 전문에서 확인·보완된 인권과 국민주권의 원리, 그리고 2004년 환경헌장에 규정된 권리와 의무에 대한 애착을 엄숙히 선언한다. 프랑스 공화국은 이와 같은 원리들 및 국민들의 자유로운 결정의 원리에 의거하여 공화국에 결합하는 의사를 표명한 해외영토에 대하여 자유, 평등 및 박애라는 공통적 이상에 기초를 두고 그 민주적 발전을 위하여 구상된 새로운 제도를 제공한다.

제1조

- ① 프랑스는 불가분적·정교분리적·민주적·사회적 공화국이다. 프랑스는 출신·인종·종교에 따른 차별 없이 모든 시민이 법률 앞의 평등을 보장한다. 프랑스는 모든 신념을 존중한다. 프랑스의 조직은 지방분권이다.
- ② 법률은 여성과 남성간의 선거와 관련된 직무와 선거에 의한 지위 그리고 직업적·사회적 책임에 대한 동등한 접근을 촉진한다.



제1장 주 권

제2조

- ① 프랑스 공화국의 국어는 프랑스어이다.
- ② 국가상징은 청·백·적의 삼색기이다.

PREAMBULE

Le Peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'Homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils sont définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946, ainsi qu'aux droits et devoirs définis dans la Charte de l'environnement de 2004.

En vertu de ces principes et de celui de la libre détermination des peuples, la République offre aux territoires d'outre-mer qui manifestent la volonté d'y adhérer des institutions nouvelles fondées sur l'idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité et conçues en vue de leur évolution démocratique.

Article 1

- ① La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée.
- ② La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales.



Titre premier: De la souveraineté

Article 2

- ① La langue de la République est le français.
- ② L'emblème national est le drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge.

- ③ 국가(國歌)는 라마르세이예즈(La Marseillaise)이다.
- ④ 프랑스 공화국은 자유·평등·박애를 국시로 한다.

- ⑤ 프랑스 공화국은 국민의, 국민에 의한, 국민을 위한 정부를 원칙으로 한다.

제3조

- ① 국민주권은 인민에게 있고, 인민은 그 대표자와 국민투표를 통하여 그 주권을 행사한다.
- ② 어떠한 인민의 일부나 어떤 개인도 주권을 배타적으로 보유·행사할 수 없다.
- ③ 선거는 헌법에서 정하는 조건에 따라 직접 또는 간접 선거로 할 수 있다. 선거는 항상 보통·평등·비밀 선거로 시행된다.
- ④ 시민적·정치적 권리를 향유하는 성년의 남녀 프랑스 국민은 법률에서 정하는 바에 따라 선거권을 가진다.

제4조

- ① 정당 및 정치단체는 선거에 협력한다. 정당 및 정치단체는 자유롭게 결성되고 활동한다. 정당 및 정치단체는 주권 및 민주주의의 원리를 준수해야 한다.
- ② 정당 및 정치단체는 법률이 정하는 바에 따라 제1조 제2항에서 정한 원칙의 실현에 기여하여야 한다.
- ③ 법률은 사상의 다원적 표현과 정당과 정치단체의 국민의 민주생활에 대한 공평한 참여를 보장한다.

- ③ L'hymne national est la “Marseillaise”.
- ④ La devise de la République est “Liberté, Egalité, Fraternité”.
- ⑤ Son principe est: gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Article 3

- ① La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.
- ② Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.
- ③ Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret.
- ④ Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques.

Article 4

- ① Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie.
- ② Ils contribuent à la mise en oeuvre du principe énoncé au second alinéa de l'article 1er dans les conditions déterminées par la loi.
- ③ La loi garantit les expressions pluralistes des opinions et la participation équitable des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation.



제2장 대통령

제5조

- ① 대통령은 헌법의 준수를 감시한다. 대통령은 그의 중재를 통하여 공권력의 정상적 기능과 국가의 영속성을 보장한다.
- ② 대통령은 국가의 독립, 영토의 보전 및 각종 조약의 준수를 보장한다.

제6조

- ① 대통령은 직접·보통 선거에 의해 5년 임기로 선출된다.
- ② 어느 누구도 2회 이상 연임할 수 없다.
- ③ 본조의 시행방법은 조직법률로 정한다.

제7조

- ① 대통령은 유효투표의 절대 과반수 획득의 의하여 선출된다. 제1차 투표에서 절대 과반수를 획득한 후보자가 없을 경우에는 그로부터 14일후 제2차 투표를 실시한다. 제1차 투표에서 선순위로 득표한 후보가 사퇴한 경우에는 후순위로 득표한 후보를 포함하여 최다 득표한 2인의 후보자만 제2차 투표에 참가할 수 있다.
- ② 선거는 정부의 공고에 의해 시작된다.
- ③ 신임 대통령 선거는 현 대통령의 임기 만료 35일 내지 20일에 실시된다.



Titre II: Le Président de la République

Article 5

- ① Le Président de la République veille au respect de la Constitution. Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat.
- ② Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités.

Article 6

- ① Le Président de la République est élu pour cinq ans au suffrage universel direct.
- ② Nul ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs.
- ③ Les modalités d'application du présent article sont fixées par une loi organique.

Article 7

- ① Le Président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si celle-ci n'est pas obtenue au premier tour du scrutin, il est procédé, le quatorzième jour suivant, à un second tour. Seuls peuvent s'y présenter les deux candidats qui, le cas échéant après retrait de candidats plus favorisés, se trouvent avoir recueilli le plus grand nombre de suffrages au premier tour.
- ② Le scrutin est ouvert sur convocation du Gouvernement.
- ③ L'élection du nouveau Président a lieu vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus avant l'expiration des pouvoirs du Président en exercice.

- ④ 어떠한 이유로 대통령이 궐위되거나 정부의 제소에 의해 헌법재판소가 재적위원 절대 과반수로 대통령이 직무를 수행할 수 없다고 확인한 경우에는, 제11조 및 제12조에서 정한 직무를 제외하고 상원의장이 대통령의 직무를 임시로 대행하며, 상원의장도 그 직무를 수행할 수 없는 경우에는 정부가 대행한다.

- ⑤ 대통령이 궐위되거나 헌법재판소가 대통령이 직무를 수행할 수 없다고 최종적으로 선언한 경우에는, 그 후임자를 선출하기 위한 선거를 헌법재판소가 불가항력적인 사유를 인정한 경우를 제외하고 궐위가 시작되거나 직무수행불능이 최종적으로 선언된 날로부터 20일 내지 35일 이내에 실시한다.

- ⑥ 입후보등록 마감 전 30일 내에 입후보를 공개선언했던 후보자가 입후보등록 마감 전 7일 이내에 사망하거나 장애가 발생한 경우에 헌법재판소는 선거의 연기를 결정할 수 있다.

- ⑦ 제1차 투표 전에 후보자중 1인이 사망하거나 장애가 발생한 경우 헌법재판소는 선거의 연기를 선언한다.

- ⑧ 제1차 투표의 최다득표자 2인중 1인이 사퇴한 경우는 제외하고, 그 2인중 1인이 사망하거나 장애가 발생한 경우에 헌법재판소는 재선거를 선언한다. 제2차 투표의 후보자로 새로 정해진 2인중 1인이 사망하거나 장애가 발생한 경우에도 같다.

- ④ En cas de vacance de la Présidence de la République pour quelque cause que ce soit, ou d'empêchement constaté par le Conseil constitutionnel saisi par le Gouvernement et statuant à la majorité absolue de ses membres, les fonctions du Président de la République, à l'exception de celles prévues aux articles 11 et 12 ci-dessous, sont provisoirement exercées par le Président du Sénat et, si celui-ci est à son tour empêché d'exercer ses fonctions, par le Gouvernement.
- ⑤ En cas de vacance ou lorsque l'empêchement est déclaré définitif par le Conseil constitutionnel, le scrutin pour l'élection du nouveau Président a lieu, sauf cas de force majeure constaté par le Conseil constitutionnel, vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus, après l'ouverture de la vacance ou la déclaration du caractère définitif de l'empêchement.
- ⑥ Si, dans les sept jours précédant la date limite du dépôt des présentations de candidatures, une des personnes ayant, moins de trente jours avant cette date, annoncé publiquement sa décision d'être candidate décède ou se trouve empêchée, le Conseil constitutionnel peut décider de reporter l'élection.
- ⑦ Si, avant le premier tour, un des candidats décède ou se trouve empêché, le Conseil constitutionnel prononce le report de l'élection.
- ⑧ En cas de décès ou d'empêchement de l'un des deux candidats les plus favorisés au premier tour avant les retraits éventuels, le Conseil constitutionnel déclare qu'il doit être procédé de nouveau à l'ensemble des opérations électorales; il en est de même en cas de décès ou d'empêchement de l'un des deux candidats restés en présence en vue du second tour.

- ⑨ 이 모든 경우 제6조의 조직법률의 후보자 출마에 관한 조항 또는 제61조 제2항에 따라 헌법재판소에 회부된다.
- ⑩ 헌법재판소는 선거가 헌법재판소의 결정이 있는 날로부터 35일 이내에 실시되는 범위 내에서 제3항 및 제5항에서 정한 기한을 연장할 수 있다. 본 항의 적용으로 인해 선거가 현 대통령의 임기만료 이후에 실시되는 경우에는 현 대통령이 그 후임자가 공포될 때까지 직무를 수행한다.
- ⑪ 대통령이 궐위상태인 동안이나 장애가 최종적으로 선언되고 그 후임자를 선출하는 기간 동안에는 제49조·제50조·제89조가 적용되지 아니한다.

제8조

- ① 대통령은 수상을 임명한다. 정부에 의하여 수상의 해임원이 제출되면, 대통령은 수상을 해임한다.
- ② 대통령은 수상의 제청에 따라 다른 정부구성원을 임명한다.

제9조

대통령은 국무회의를 주재한다.

- ⑨ Dans tous les cas, le Conseil constitutionnel est saisi dans les conditions fixées au deuxième alinéa de l'article 61 ci-dessous ou dans celles déterminées pour la présentation d'un candidat par la loi organique prévue à l'article 6 ci-dessus.
- ⑩ Le Conseil constitutionnel peut proroger les délais prévus aux troisième et cinquième alinéas sans que le scrutin puisse avoir lieu plus de trente-cinq jours après la date de la décision du Conseil constitutionnel. Si l'application des dispositions du présent alinéa a eu pour effet de reporter l'élection à une date postérieure à l'expiration des pouvoirs du Président en exercice, celui-ci demeure en fonctions jusqu'à la proclamation de son successeur.
- ⑪ Il ne peut être fait application ni des articles 49 et 50 ni de l'article 89 de la Constitution durant la vacance de la Présidence de la République ou durant la période qui s'écoule entre la déclaration du caractère définitif de l'empêchement du Président de la République et l'élection de son successeur.

Article 8

- ① Le Président de la République nomme le Premier Ministre. Il met fin à ses fonctions sur la présentation par celui-ci de la démission du Gouvernement.
- ② Sur la proposition du Premier ministre, il nomme les autres membres du Gouvernement et met fin à leurs fonctions.

Article 9

Le Président de la République préside le conseil des ministres.

제10조

- ① 대통령은 최종적으로 가결되어 정부에 이송된 법률안을 이송일로부터 15일 이내에 공포한다.
- ② 대통령은 이 기한이 만료되기 전에 의회에 대하여 당해 법률 또는 일부 조항을 재의를 요구할 수 있다. 이 재의 요구는 거부될 수 없다.

제11조

- ① 대통령은 의회 회기 중에 공화국 관보에 공포된 정부의 제안 또는 양원의 공동제안에 따라, 공권력의 조직, 국가의 경제·사회 또는 환경정책에 관한 개혁과 이에 기여하는 공역무에 대한 개혁, 또는 헌법에 위반되지는 않으나 제도의 기능에 영향을 미칠 조약의 비준동의를 목적으로 하는 모든 법률안을 국민투표에 붙일 수 있다.
- ② 정부의 제안에 대한 국민투표가 조직되는 경우, 정부는 하원과 상원에 대하여 토론이 수반되는 선언을 한다.
- ③ 제1항에서 언급한 사항에 대한 국민투표는 선거인명부상에 등록된 유권자의 1/10의 지지를 받는 의회구성원 1/5의 발의로 조직될 수 있다. 이러한 발의는 의원발의 법률안의 형식을 띠며, 최소 1년 전에 공포된 법률규정의 폐지를 목적으로 할 수는 없다.

Article 10

- ① Le Président de la République promulgue les lois dans les quinze jours qui suivent la transmission au Gouvernement de la loi définitivement adoptée.
- ② Il peut, avant l'expiration de ce délai, demander au Parlement une nouvelle délibération de la loi ou de certains de ses articles. Cette nouvelle délibération ne peut être refusée.

Article 11

- ① Le Président de la République, sur proposition du Gouvernement pendant la durée des sessions ou sur proposition conjointe des deux assemblées, publiées au Journal officiel, peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, sur des réformes relatives à la politique économique, sociale ou environnementale de la nation et aux services publics qui y concourent, ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions.
- ② Lorsque le référendum est organisé sur proposition du Gouvernement, celui-ci fait, devant chaque assemblée, une déclaration qui est suivie d'un débat.
- ③ Un référendum portant sur un objet mentionné au premier alinéa peut être organisé à l'initiative d'un cinquième des membres du Parlement, soutenue par un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales. Cette initiative prend la forme d'une proposition de loi et ne peut avoir pour objet l'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an.

- ④ 국민투표발의의 제출조건과 헌법재판소가 전항의 규정의 준수를 통제하는 조건은 조직법률에 의해 규정된다.
- ⑤ 위의 의원발의법률안이 조직법률에서 정한 기간 내에 하원과 상원에서 심사되지 않을 경우, 대통령은 동법률안을 국민투표에 붙인다.
- ⑥ 위의 의원발의법률안이 프랑스국민에 의해 채택되지 않을 경우, 국민투표일 후 2년이 경과되기 전에 동일한 주제의 어떤 새로운 국민투표제안은 제출될 수 없다.
- ⑦ 국민투표를 통해 정부의 제안이나 양원의 공동제안에 따른 법률안이 채택되면, 대통령은 국민투표결과가 공포된 날로부터 15일 이내에 법률을 공포한다.

제12조

- ① 대통령은 수상, 양원의 의장과 협의한 후 하원의 해산을 선포할 수 있다.
- ② 총선거는 하원해산 후 20일 내지 40일 이내에 실시된다.
- ③ 하원은 선거 후 두 번째 목요일에 자동으로 소집된다. 정기회 기간 외에 소집되는 경우에는 15일간의 회기가 자동으로 개최된다.
- ④ 선거가 실시된 후 1년이 지나기 전에는 다시 하원을 해산할 수 없다.

- ④ Les conditions de sa présentation et celles dans lesquelles le Conseil constitutionnel contrôle le respect des dispositions de l'alinéa précédent sont déterminées par une loi organique.
- ⑤ Si la proposition de loi n'a pas été examinée par les deux assemblées dans un délai fixé par la loi organique, le Président de la République la soumet au référendum.
- ⑥ Lorsque la proposition de loi n'est pas adoptée par le peuple français, aucune nouvelle proposition de référendum portant sur le même sujet ne peut être présentée avant l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date du scrutin.
- ⑦ Lorsque le référendum a conclu à l'adoption du projet ou de la proposition de loi, le Président de la République promulgue la loi dans les quinze jours qui suivent la proclamation des résultats de la consultation.

Article 12

- ① Le Président de la République peut, après consultation du Premier ministre et des Présidents des Assemblées, prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale.
- ② Les élections générales ont lieu vingt jours au moins et quarante jours au plus après la dissolution.
- ③ L'Assemblée nationale se réunit de plein droit le deuxième jeudi qui suit son élection. Si cette réunion a lieu en dehors de la période prévue pour la session ordinaire, une session est ouverte de droit pour une durée de quinze jours.
- ④ Il ne peut être procédé à une nouvelle dissolution dans l'année qui suit ces élections.

제13조

- ① 대통령은 국무회의에서 심의된 법률명령과 데크레에 서명한다.
- ② 대통령은 국가의 일반공무원 및 군공무원을 임명한다.
- ③ 국사원 위원·레지옹도뇌르 상훈국 총재·대사·특사·회계감사원 감사관·지사·제74조에서 규정한 해외영토 및 뉴칼레도니 파견정부대표·군 장성·지역별 대학총괄회의 장·중앙행정조직의 장은 국무회의에서 임명한다.

- ④ 국무회의에서 임명하는 여타 직위 및 대통령이 임명권을 위임할 수 있는 요건에 대해서는 조직법률로 정한다.

- ⑤ 조직법률은 제3항에서 언급한 직책 이외에, 국민의 권리와 자유의 보장 또는 사회·경제적 삶과 관련된 중요성을 고려하여 각 원의 관계상임위원회의 공개적 의견 제시 후에 대통령이 임명권을 행사하는 직위와 직무를 정한다. 대통령은 각 위원회에서의 반대표의 합계가 2개의 위원회에서 표현된 투표의 최소 3/5일 경우 지명할 수 없다. 법률은 관련되는 직위와 직무에 따라 관계상임위원회를 정한다.

Article 13

- ① Le Président de la République signe les ordonnances et les décrets délibérés en Conseil des ministres.
- ② Il nomme aux emplois civils et militaires de l'Etat.
- ③ Les conseillers d'Etat, le grand chancelier de la Légion d'honneur, les ambassadeurs et envoyés extraordinaires, les conseillers maîtres à la Cour des comptes, les préfets, les représentants de l'Etat dans les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 et en Nouvelle-Calédonie, les officiers généraux, les recteurs des académies, les directeurs des administrations centrales, sont nommés en Conseil des ministres.
- ④ Une loi organique détermine les autres emplois auxquels il est pourvu en conseil des ministres ainsi que les conditions dans lesquelles le pouvoir de nomination du Président de la République peut être par lui délégué pour être exercé en son nom.
- ⑤ Une loi organique détermine les emplois ou fonctions, autres que ceux mentionnés au troisième alinéa, pour lesquels, en raison de leur importance pour la garantie des droits et libertés ou la vie économique et sociale de la Nation, le pouvoir de nomination du Président de la République s'exerce après avis public de la commission permanente compétente de chaque assemblée. Le Président de la République ne peut procéder à une nomination lorsque l'addition des votes négatifs dans chaque commission représente au moins trois cinquièmes des suffrages exprimés au sein des deux commissions. La loi détermine les commissions permanentes compétentes selon les emplois ou fonctions concernés.

제14조

대통령은 외국에 파견하는 대사·특사에게 신임장을 수여하고, 외국의 대사·특사의 신임장을 접수한다.

제15조

대통령은 군의 통수권자이다. 대통령은 국방최고회의 및 국방최고위원회를 주재한다.

제16조

① 공화국의 제도·국가의 독립·영토의 보전·국제협약의 집행이 심각하고 직접적으로 위협받고, 헌법에 의한 공권력의 정상적인 기능이 정지되는 경우에 대통령은 수상·양원의 의장·헌법재판소장과 공식협의를 거친 후 필요한 조치를 취한다.

② 대통령은 교서를 통해 국민에게 이를 알린다.

③ 이러한 조치는 헌법에 기초한 공권력이 그 직무를 완수할 수 있는 수단을 최단기에 확보하는 것을 목적으로 하여야 한다. 이와 관련하여 헌법재판소와 협의한다.

④ 의회는 자동으로 소집된다.

⑤ 하원은 비상권한의 발동기간 중에는 해산될 수 없다.

Article 14

Le Président de la République accrédite les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires auprès des puissances étrangères; les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires étrangers sont accrédités auprès de lui.

Article 15

Le Président de la République est le chef des armées. Il préside les conseils et comités supérieurs de la Défense nationale.

Article 16

- ① Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacés d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu, le Président de la République prend les mesures exigées par ces circonstances, après consultation officielle du Premier ministre, des Présidents des Assemblées ainsi que du Conseil constitutionnel.
- ② Il en informe la Nation par un message.
- ③ Ces mesures doivent être inspirées par la volonté d'assurer aux pouvoirs publics constitutionnels, dans les moindres délais, les moyens d'accomplir leur mission. Le Conseil constitutionnel est consulté à leur sujet.
- ④ Le Parlement se réunit de plein droit.
- ⑤ L'Assemblée nationale ne peut être dissoute pendant l'exercice des pouvoirs exceptionnels.

- ⑥ 비상권한 발동기간이 30일이 지나면 하원의장이나 상원의장 또는 60인의 하원의원이나 60인의 상원의원은 제 1항에서 명시된 조건들이 충족되었는지에 대한 심사를 헌법재판소에 청구할 수 있다. 헌법재판소는 최단 기간 내에 의견을 공표한다. 헌법재판소는 비상권한이 발동된 후 60일이 되면 당연히 이와 같은 검토에 착수하며 동일한 조건으로 의견을 제시하며, 60일이 지나면 언제든지 할 수 있다.

제17조

대통령은 특별 사면권을 가진다.

제18조

- ① 대통령은 양원에 교서를 전달하여 낭독하게 함으로써 의회와 연락하고, 당해 교서는 어떠한 토론의 대상도 되지 아니한다.
- ② 대통령은 이와 같은 목적으로 양원합동회의로 소집된 국회에서 연설할 수 있다. 이 연설은 대통령의 불참 하에 토론될 수 있으나, 표결로 이어지지 않는다.
- ③ 회기 중이 아닌 경우에는, 의회는 특별히 소집된다.

제19조

제8조(제1항)·제11조·제12조·제16조·제18조·제54조·제56조·제61조에서 정한 대통령의 (통치)행위 이외에 대해서는 총리가 부서하고, 경우에 따라 관계 장관도 부서한다.

- ⑥ Après trente jours d'exercice des pouvoirs exceptionnels, le Conseil constitutionnel peut être saisi par le Président de l'Assemblée nationale, le Président du Sénat, soixante députés ou soixante sénateurs, aux fins d'examiner si les conditions énoncées au premier alinéa demeurent réunies. Il se prononce dans les délais les plus brefs par un avis public. Il procède de plein droit à cet examen et se prononce dans les mêmes conditions au terme de soixante jours d'exercice des pouvoirs exceptionnels et à tout moment au-delà de cette durée.

Article 17

Le Président de la République a le droit de faire grâce à titre individuel.

Article 18

- ① Le Président de la République communique avec les deux Assemblées du Parlement par des messages qu'il fait lire et qui ne donnent lieu à aucun débat.
- ② Il peut prendre la parole devant le Parlement réuni à cet effet en Congrès. Sa déclaration peut donner lieu, hors sa présence, à un débat qui ne fait l'objet d'aucun vote.
- ③ Hors session, les assemblées parlementaires sont réunies spécialement à cet effet.

Article 19

Les actes du Président de la République autres que ceux prévus aux articles 8 (1er alinéa), 11, 12, 16, 18, 54, 56 et 61 sont contresignés par le Premier ministre et, le cas échéant, par les ministres responsables.



제3장 정부

제20조

- ① 정부는 국가의 정책을 결정하고, 추진한다.
- ② 정부는 행정조직과 군 조직으로 구성된다.
- ③ 정부는 제49조·제50조에서 정한 요건 및 절차에 따라 의회에 대하여 책임을 진다.

제21조

- ① 수상은 정부의 활동을 지휘한다. 수상은 국방에 대한 책임을 진다. 수상은 법률의 집행을 보장한다. 제13조에 따라 수상은 행정입법 제정권을 행사하며, 일반공무원 및 군공무원을 임명한다.
- ② 수상은 그 권한의 일부를 장관에게 위임할 수 있다.
- ③ 수상은 대통령을 대리하여 제15조에서 규정된 국방최고회의와 국방최고위원회를 주재할 수 있다.
- ④ 수상은 명시적인 위임을 받아 특정한 의사일정에 한하여 대통령을 대리해서 예외적으로 국무회의를 주재할 수 있다.

제22조

필요한 경우에, 수상의 행위에 대해 그 집행을 담당하는 장관이 부서한다.

제23조

- ① 국무위원은 의원직·전국적인 직능 대표·공직·직업 활동을 겸할 수 없다.



Titre III: Le Gouvernement

Article 20

- ① Le Gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation.
- ② Il dispose de l'administration et de la force armée.
- ③ Il est responsable devant le Parlement dans les conditions et suivant les procédures prévues aux articles 49 et 50.

Article 21

- ① Le Premier ministre dirige l'action du Gouvernement. Il est responsable de la Défense nationale. Il assure l'exécution des lois. Sous réserve des dispositions de l'article 13, il exerce le pouvoir réglementaire et nomme aux emplois civils et militaires.
- ② Il peut déléguer certains de ses pouvoirs aux ministres.
- ③ Il supplée, le cas échéant, le Président de la République dans la présidence des conseils et comités prévus à l'article 15.
- ④ Il peut, à titre exceptionnel, le suppléer pour la présidence d'un Conseil des ministres en vertu d'une délégation expresse et pour un ordre du jour déterminé.

Article 22

Les actes du Premier ministre sont contresignés, le cas échéant, par les ministres chargés de leur exécution.

Article 23

- ① Les fonctions de membre du Gouvernement sont incompatibles avec l'exercice de tout mandat parlementaire, de toute fonction de représentation professionnelle à caractère national et de tout emploi public ou de toute activité professionnelle.

- ② 이러한 직무·기능·직위의 대리에 대한 요건은 조직법률로 정한다.
- ③ 의원직의 대리는 제25조에서 정하는 바에 따른다.



제4장 의회

제24조

- ① 의회는 법률을 가결한다. 의회는 정부의 행위를 통제한다. 의회는 공공정책을 평가한다.
- ② 의회는 하원과 상원으로 구성된다.
- ③ 하원의원의 수는 577인을 넘을 수 없으며, 직접선거에 의해 선출된다.
- ④ 상원의원의 수는 348인을 넘을 수 없으며, 간접선거로 선출된다. 상원은 공화국의 지방자치단체의 대표성을 보장한다.
- ⑤ 재외 프랑스인들은 하원과 상원에서 대표된다.

제25조

- ① 각 원의 임기·의원의 정수·세비·피선거 자격요건·피선거권 상실·겸직금지에 대하여서는 조직법률로 정한다.
- ② 상원 또는 하원에 결원이 발생할 경우 해당 의원이 소속된 원의 재·보궐선거나 총선거가 실시될 때까지 그 직을 대리할 의원이나, 의원들이 정부직책을 수락할

- ② Une loi organique fixe les conditions dans lesquelles il est pourvu au remplacement des titulaires de tels mandats, fonctions ou emplois.
- ③ Le remplacement des membres du Parlement a lieu conformément aux dispositions de l'article 25.



Titre IV: Le Parlement

Article 24

- ① Le Parlement vote la loi. Il contrôle l'action du Gouvernement. Il évalue les politiques publiques.
- ② Il comprend l'Assemblée nationale et le Sénat.
- ③ Les députés à l'Assemblée nationale, dont le nombre ne peut excéder cinq cent soixante-dix-sept, sont élus au suffrage direct.
- ④ Le Sénat, dont le nombre de membres ne peut excéder trois cent quarante-huit, est élu au suffrage indirect. Il assure la représentation des collectivités territoriales de la République.
- ⑤ Les Français établis hors de France sont représentés à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Article 25

- ① Une loi organique fixe la durée des pouvoirs de chaque assemblée, le nombre de ses membres, leur indemnité, les conditions d'éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités.
- ② Elle fixe également les conditions dans lesquelles sont élues les personnes appelées à assurer, en cas de vacance du siège, le remplacement des députés ou des sénateurs

경우 임시로 그 직을 보충할 의원을 선출하는 요건에 대하여서는 조직법률로 정한다.

- ③ 법률이 그 구성과 조직 및 기능의 규칙을 정하는 독립 위원회는 하원의원선거의 선거구의 범위를 정하거나, 상원의원과 하원의원의 의석수의 배분을 변경하는 정부 제출법률안 및 의원제출법률안에 대해 공개적 의견을 공표한다.

제26조

- ① 의회의 의원은 직무 수행중의 견해의 표명이나 표결과 관련하여 소추·수색·구금·체포 또는 재판을 받지 아니한다.
- ② 해당의원이 소속된 원의 사무국의 동의 없이는 범죄 또는 위법행위와 관련하여 체포되거나 자유를 박탈 또는 제한받지 아니한다. 단, 현행범이나 최종판결이 선고된 경우는 예외로 한다.
- ③ 해당의원이 소속된 원의 요구에 따라 회기 중에는 의원에 대한 구금·자유박탈 또는 제한·소추가 중단된다.
- ④ 해당 원은 전항의 적용을 위해 임시회를 자동으로 소집한다.

jusqu'au renouvellement général ou partiel de l'assemblée à laquelle ils appartaient ou leur remplacement temporaire en cas d'acceptation par eux de fonctions gouvernementales.

- ③ Une commission indépendante, dont la loi fixe la composition et les règles d'organisation et de fonctionnement, se prononce par un avis public sur les projets de texte et propositions de loi délimitant les circonscriptions pour l'élection des députés ou modifiant la répartition des sièges de députés ou de sénateurs.

Article 26

- ① Aucun membre du Parlement ne peut être poursuivi, recherché arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.
- ② Aucun membre du Parlement ne peut faire l'objet, en matière criminelle ou correctionnelle, d'une arrestation ou de toute autre mesure privative ou restrictive de liberté qu'avec l'autorisation du Bureau de l'assemblée dont il fait partie. Cette autorisation n'est pas requise en cas de crime ou délit flagrant ou de condamnation définitive.
- ③ La détention, les mesures privatives ou restrictives de liberté ou la poursuite d'un membre du Parlement sont suspendues pour la durée de la session si l'assemblée dont il fait partie le requiert.
- ④ L'assemblée intéressée est réunie de plein droit pour des séances supplémentaires pour permettre, le cas échéant, l'application de l'alinéa ci-dessus.

제27조

- ① 모든 강제위임은 무효이다.
- ② 투표권은 각 의원에게 있다.
- ③ 조직법률에 따라 예외적으로 위임에 대한 대리투표를 할 수 있다. 이 경우에 어느 의원도 1인 이상의 의원의 위임을 받아 대리투표를 할 수 없다.

제28조

- ① 의회의 정기회는 10월 첫 번째 평일에 개최하고, 6월 마지막 평일에 폐회한다.
- ② 각 원의 정기회기중 개의 일수는 각각 120일을 초과할 수 없다.
- ③ 수상은 해당 원의 의장 또는 각 원의 구성원의 다수와 협의한 후 추가회의를 소집할 수 있다.
- ④ 개의일수 및 개의시간은 각 원의 의사규칙으로 정한다.

제29조

- ① 수상 또는 하원 재적의원 과반수의 요구에 따라 특정한 의사일정을 처리하기 위한 의회의 임시회가 소집된다.
- ② 하원의 요구에 의해 임시회가 소집된 경우 당해 회의를 소집한 의사일정이 종료하면 개최일로부터 최대 12일 이내에 폐회명령을 발한다.

Article 27

- ① Tout mandat impératif est nul.
- ② Le droit de vote des membres du Parlement est personnel.
- ③ La loi organique peut autoriser exceptionnellement la délégation de vote. Dans ce cas, nul ne peut recevoir délégation de plus d'un mandat.

Article 28

- ① Le Parlement se réunit de plein droit en une session ordinaire qui commence le premier jour ouvrable d'octobre et prend fin le dernier jour ouvrable de juin.
- ② Le nombre de jours de séance que chaque assemblée peut tenir au cours de la session ordinaire ne peut excéder cent vingt. Les semaines de séance sont fixées par chaque assemblée.
- ③ Le Premier ministre, après consultation du président de l'assemblée concernée, ou la majorité des membres de chaque assemblée peut décider la tenue de jours supplémentaires de séance.
- ④ Les jours et les horaires des séances sont déterminés par le règlement de chaque assemblée.

Article 29

- ① Le Parlement est réuni en session extraordinaire à la demande du Premier ministre ou de la majorité des membres composant l'Assemblée nationale, sur un ordre du jour déterminé.
- ② Lorsque la session extraordinaire est tenue à la demande des membres de l'Assemblée nationale, le décret de clôture intervient dès que le Parlement a épuisé l'ordre du jour pour lequel il a été convoqué et au plus tard

- ③ 폐회명령이 발하여진 후 수상만이 1개월이 지나기 전에 새로운 임시회의 소집을 요구할 수 있다.

제30조

의회가 당연 소집되는 경우 이외의 임시회는 대통령의 DECRE에 의해 개최 및 폐회된다.

제31조

- ① 국무위원은 양원에 출석할 수 있다. 의회에서 요구하면 발언할 수 있다.
- ② 국무위원은 정부위원의 보좌를 받을 수 있다.

제32조

하원의장은 당해 입법회기의 기간을 임기로 하여 선출된다. 상원의장은 개선이 이루어질 때마다 선출된다.

제33조

- ① 양원의 회의는 공개한다. 전문(全文)회의록은 관보에 게재된다.
- ② 각 원은 수상 또는 소속의원의 10분의 1의 요구에 따라 회의를 공개하지 아니할 수 없다.

douze jours à compter de sa réunion.

- ③ Le Premier ministre peut seul demander une nouvelle session avant l'expiration du mois qui suit le décret de clôture.

Article 30

Hors les cas dans lesquels le Parlement se réunit de plein droit, les sessions extraordinaires sont ouvertes et closes par décret du Président de la République.

Article 31

- ① Les membres du Gouvernement ont accès aux deux Assemblées. Ils sont entendus quand ils le demandent.
- ② Ils peuvent se faire assister par des commissaires du Gouvernement.

Article 32

Le Président de l'Assemblée nationale est élu pour la durée de la législature. Le Président du Sénat est élu après chaque renouvellement partiel.

Article 33

- ① Les séances des deux Assemblées sont publiques. Le compte-rendu intégral des débats est publié au Journal officiel.
- ② Chaque Assemblée peut siéger en comité secret à la demande du Premier ministre ou d'un dixième de ses membres.



제5장 의회와 정부의 관계

제34조

① 법률은 다음 사항을 규정한다.

- 시민적 권리 및 공적 자유의 행사를 위해 시민에게 부여된 기본적 보장, 자유, 다원주의 미디어의 독립; 국방을 위해 시민에게 과하여진 신체 및 재산상 의무;
- 국적, 개인의 신분 및 법적 능력, 부부재산제, 상속 및 증여;
- 중죄 및 경죄의 결정과 중죄 및 경죄에 적용될 형벌; 형사소송절차; 사면; 새로운 심급의 법원 설치와 사법관의 지위에 관한 규정;
- 모든 주세의 과세기준, 세율, 징수방식; 화폐발행제도.

② 법률은 다음 사항에 대해서도 규정한다.

- 의회, 지방의회, 재외프랑스인의 대표부, 지방자치단체의 심의회 구성원의 선거위임과 선거기능의 행사 조건;
- 공공기관의 설립;
- 국가의 일반공무원 및 군공무원의 신분보장;



Titre V: Des rapports entre le Parlement et le Gouvernement

Article 34

- ① La loi fixe les règles concernant:
- les droits civiques et les garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques; la liberté, le pluralisme et l'indépendance des médias; les sujétions imposées par la Défense nationale aux citoyens en leur personne et en leurs biens;
 - la nationalité, l'état et la capacité des personnes, les régimes matrimoniaux, les successions et libéralités;
 - la détermination des crimes et délits ainsi que les peines qui leur sont applicables; la procédure pénale; l'amnistie; la création de nouveaux ordres de juridiction et le statut des magistrats;
 - l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toutes natures; le régime d'émission de la monnaie.
- ② La loi fixe également les règles concernant:
- le régime électoral des assemblées parlementaires, des assemblées locales et des instances représentatives des Français établis hors de France ainsi que les conditions d'exercice des mandats électoraux et des fonctions électives des membres des assemblées délibérantes des collectivités territoriales;
 - la création de catégories d'établissements publics;
 - les garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires civils et militaires de l'Etat;

- 기업의 국유화 및 공기업의 민영화;
- ③ 법률은 다음사항의 기본원칙을 정한다.
- 국방조직;
 - 지방자치단체의 자유로운 행정, 권한, 재원;

 - 교육;
 - 환경보존;
 - 재산권, 물권, 민간채권, 상업채권;

 - 노동권, 노동조합권, 사회보장권.
- ④ 재정법률은 조직법률에서 정한 요건과 그 유보조항에 따라 국가의 재원과 및 부담을 정한다.
- ⑤ 사회보장 자금조달법률은 조직법률에서 정한 요건과 그 유보조항에 따라 균형재정에 대한 일반적인 요건을 정하고, 예상수입을 감안하여 지출의 용도를 정한다.
- ⑥ 프로그램적 법률은 국가활동의 목적을 정한다.
- ⑦ 공공재정의 다년간의 방향설정은 프로그램적 법률에 의해 정해진다. 공공재정의 다년간의 방향설정은 공공행정의 회계균형이라는 목적에 포함된다.
- ⑧ 본조항은 조직법률로 구체화되고 보완될 수 있다.

- les nationalisations d'entreprises et les transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé.
- ③ La loi détermine les principes fondamentaux:
- de l'organisation générale de la Défense nationale;
 - de la libre administration des collectivités territoriales, de leurs compétences et de leurs ressources;
 - de l'enseignement;
 - de la préservation de l'environnement;
 - du régime de la propriété, des droits réels et des obligations civiles et commerciales;
 - du droit du travail, du droit syndical et de la sécurité sociale.
- ④ Les lois de finances déterminent les ressources et les charges de l'Etat dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique.
- ⑤ Les lois de financement de la sécurité sociale déterminent les conditions générales de son équilibre financier et, compte tenu de leurs prévisions de recettes, fixent ses objectifs de dépenses, dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique.
- ⑥ Des lois de programmation déterminent les objectifs de l'action de l'État.
- ⑦ Les orientations pluriannuelles des finances publiques sont définies par des lois de programmation. Elles s'inscrivent dans l'objectif d'équilibre des comptes des administrations publiques.
- ⑧ Les dispositions du présent article pourront être précisées et complétées par une loi organique.

제34조-1조

- ① 의회는 의회규칙이 정하는 조건에 따라 결의를 의결할 수 있다.
- ② 정부가 결의의 채택이나 거부가 정부의 책임을 문제삼거나 그와 같은 명령이 포함되어 있다고 판단하는 경우에는 그 결의의 안은 수리될 수 없거나, 의사일정에 등록될 수 없다.

제35조

- ① 전쟁선포는 의회에서 승인되어야 한다.
- ② 정부는 해외에서 군대를 개입시키는 결정을 늦어도 개입 개시 후 3일 내에 의회에 통지한다. 정부는 군대개입의 목적을 분명히 한다. 정부의 통지는 토론의 대상이 될 수 있지만, 표결로 이어지지 않는다.
- ③ 군대 개입의 기간이 4개월을 초과할 때, 정부는 의회에 군대개입연장의 승인을 구한다. 정부는 하원에 최종결정을 요구할 수 있다.
- ④ 만약 4개월의 기한이 만료 시에 의회가 회기 중이 아닐 경우, 결정은 다음 회기에 행하여진다.

제36조

- ① 계엄선포는 국무회의 심의를 거친 테크레로 행하여진다.
- ② 계엄기간이 12일을 초과하는 경우 의회에서만 그 연장을 승인할 수 있다.

Article 34-1

- ① Les assemblées peuvent voter des résolutions dans les conditions fixées par la loi organique.
- ② Sont irrecevables et ne peuvent être inscrites à l'ordre du jour les propositions de résolution dont le Gouvernement estime que leur adoption ou leur rejet serait de nature à mettre en cause sa responsabilité ou qu'elles contiennent des injonctions à son égard.

Article 35

- ① La déclaration de guerre est autorisée par le Parlement.
- ② Le Gouvernement informe le Parlement de sa décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger, au plus tard trois jours après le début de l'intervention. Il précise les objectifs poursuivis. Cette information peut donner lieu à un débat qui n'est suivi d'aucun vote.
- ③ Lorsque la durée de l'intervention excède quatre mois, le Gouvernement soumet sa prolongation à l'autorisation du Parlement. Il peut demander à l'Assemblée nationale de décider en dernier ressort.
- ④ Si le Parlement n'est pas en session à l'expiration du délai de quatre mois, il se prononce à l'ouverture de la session suivante.

Article 36

- ① L'Etat de siège est décrété en Conseil des ministres.
- ② Sa prorogation au-delà de douze jours ne peut être autorisée que par le Parlement.

제37조

- ① 법률의 소관사항 이외의 사항은 행정입법의 성격을 가진다.
- ② 행정입법에 속하는 사항을 규율하는 법률은 국사원의 의견청취 후 명령을 발하여 개정할 수 있다. 헌법재판소가 본 헌법의 발효 이후에 제정된 법률이 전항의 규정에 의해 행정입법의 소관사항에 속한다고 선언하는 경우에 한해 명령으로써 개정할 수 있다.

제37-1조

법률과 행정입법은 제한된 목적과 기간에 한하여 실험적 성격을 가지는 조항을 포함할 수 있다.

제38조

- ① 정부는 국정수행을 위하여 법률의 소관사항에 속하는 조치를 일정한 기간 동안 법률명령으로써 행할 수 있도록 승인해줄 것을 의회에 요구할 수 있다.
- ② 법률명령은 국사원의 의견청취 후 국무회의에서 발한다. 법률명령은 공포 즉시 발효된다. 그러나 수권법률에서 정한 기한 내에 이를 승인하는 법안이 의회에 제출되지 아니하면 폐기된다.
- ③ 본조 제1항의 기한이 만료되면 법률명령의 법률 소관사항은 법률에 의해서만 개정될 수 있다. 법률명령은 명시적인 방법으로만 비준될 수 있다.

Article 37

- ① Les matières autres que celles qui sont du domaine de la loi ont un caractère réglementaire.
- ② Les textes de forme législative intervenus en ces matières peuvent être modifiés par décrets pris après avis du Conseil d'Etat. Ceux de ces textes qui interviendraient après l'entrée en vigueur de la présente Constitution ne pourront être modifiés par décret que si le Conseil constitutionnel a déclaré qu'ils ont un caractère réglementaire en vertu de l'alinéa précédent.

Article 37-1

La loi et le règlement peuvent comporter, pour un objet et une durée limités, des dispositions à caractère expérimental.

Article 38

- ① Le Gouvernement peut, pour l'exécution de son programme, demander au Parlement l'autorisation de prendre par ordonnances, pendant un délai limité, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi.
- ② Les ordonnances sont prises en Conseil des ministres après avis du Conseil d'Etat. Elles entrent en vigueur dès leur publication mais deviennent caduques si le projet de loi de ratification n'est pas déposé devant le Parlement avant la date fixée par la loi d'habilitation. Elles ne peuvent être ratifiées que de manière expresse.
- ③ A l'expiration du délai mentionné au premier alinéa du présent article, les ordonnances ne peuvent plus être modifiées que par la loi dans les matières qui sont du domaine législatif.

제39조

- ① 수상과 국회의원은 법률안 발의권을 가진다.

- ② 정부제출법률안은 국사원의 의견을 청취하고 국무회의 심의를 거쳐 양원 중 한 원에 제출된다. 재정법률 및 사회보장자금조달법률은 하원에 먼저 제출된다. 제44조 제1항과 별도로 지방자치단체의 구성을 주목적으로 하는 정부발의법률안은 상원에 먼저 제출된다.

- ③ 하원 또는 상원에 제출된 정부제출법률안은 조직법률에 의해 정해진 조건에 따른다.

- ④ 처음 법률안을 제출받은 원의 의장단회의가 조직법률에 의해 정해진 규칙이 지켜지지 않았다고 인정한다면, 정부제출법률안은 의사일정에 등록될 수 없다. 의장단회의와 정부 간에 의견이 일치하지 않는 경우 해당회의의 장 또는 수상은 헌법재판소에 청구할 수 있으며, 헌법재판소는 8일내에 결정을 내린다.

- ⑤ 양원의장은 법률에 정해진 조건에 따라 각 원의 구성원 중의 하나에 의해 제출된 의원발의법률안을 위원회의 검토에 앞서 각원이 반대하지 않는 한 국사원에 제출하여 의견을 구할 수 있다.

Article 39

- ① L'initiative des lois appartient concurremment au Premier ministre et aux membres du Parlement.
- ② Les projets de loi sont délibérés en conseil des ministres après avis du Conseil d'Etat et déposés sur le bureau de l'une des deux Assemblées. Les projets de loi de finances et de loi de financement de la sécurité sociale sont soumis en premier lieu à l'Assemblée nationale. Sans préjudice du premier alinéa de l'article 44, les projets de loi ayant pour principal objet l'organisation des collectivités territoriales sont soumis en premier lieu au Sénat.
- ③ La présentation des projets de loi déposés devant l'Assemblée nationale ou le Sénat répond aux conditions fixées par une loi organique.
- ④ Les projets de loi ne peuvent être inscrits à l'ordre du jour si la Conférence des présidents de la première assemblée saisie constate que les règles fixées par la loi organique sont méconnues. En cas de désaccord entre la Conférence des présidents et le Gouvernement, le président de l'assemblée intéressée ou le Premier ministre peut saisir le Conseil constitutionnel qui statue dans un délai de huit jours.
- ⑤ Dans les conditions prévues par la loi, le président d'une assemblée peut soumettre pour avis au Conseil d'État, avant son examen en commission, une proposition de loi déposée par l'un des membres de cette assemblée, sauf si ce dernier s'y oppose.

제40조

공공 자원의 감소 또는 공공부담의 신설 내지 증가를 수반하는 의원발의법률안·개정안은 접수될 수 없다.

제41조

- ① 정부 또는 법률안을 제출받은 의회의 의장은 입법절차 중에 법안 또는 개정안이 법률의 소관사항이 아니거나, 제38조에서 위임한 바에 위배된다고 판단하는 경우 그 수리를 거부할 수 있다.
- ② 정부와 해당 원의 의장 사이에 이견이 있을 경우, 어느 한 편의 청구에 따라 헌법재판소가 8일 이내에 이에 대해 결정한다.

제42조

- ① 회기 중 정부제출법률안과 의원발의법률안에 대한 토론은 제43조의 적용에 따라 지정된 위원회가 채택한 법률안을 대상으로 하고, 그렇지 않을 경우 의회에 제출된 법률안을 대상으로 한다.
- ② 그러나, 헌법개정안, 재정법률안, 사회보장제도 자금조달법률안의 경우 양원 중 처음 제출된 원의 1차 독회에서는 정부가 제출한 법률안에 대해 토론하고, 다른 독회에서는 타원에서 이송된 법률안에 대해 토론한다.

Article 40

Les propositions et amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique.

Article 41

- ① S'il apparaît au cours de la procédure législative qu'une proposition ou un amendement n'est pas du domaine de la loi ou est contraire à une délégation accordée en vertu de l'article 38, le Gouvernement ou le président de l'assemblée saisie peut opposer l'irrecevabilité.
- ② En cas de désaccord entre le Gouvernement et le Président de l'Assemblée intéressée, le Conseil constitutionnel, à la demande de l'un ou de l'autre, statue dans un délai de huit jours.

Article 42

- ① La discussion des projets et des propositions de loi porte, en séance, sur le texte adopté par la commission saisie en application de l'article 43 ou, à défaut, sur le texte dont l'assemblée a été saisie.
- ② Toutefois, la discussion en séance des projets de révision constitutionnelle, des projets de loi de finances et des projets de loi de financement de la sécurité sociale porte, en première lecture devant la première assemblée saisie, sur le texte présenté par le Gouvernement et, pour les autres lectures, sur le texte transmis par l'autre assemblée.

- ③ 회기 중 법률안에 대한 제1차 독회에서의 토론은 법률안 제출일로부터 6주의 유예기간이 지난 후에야 제출된 원에서 시작될 수 있다. 법률안을 이송받은 제2원은 이송 후 4주의 기간이 지난 후에야 토론을 개시할 수 있다.
- ④ 전항은 헌법 제45조에서 규정한 조건에 따라 가속된 절차가 시작되는 경우에는 적용되지 않는다. 또한 재정법률, 사회보장제도 자금조달법률 및 위기상황에 관한 법률에도 적용되지 않는다.

제43조

- ① 정부제출법률안과 의원발의법률안은 검토를 위하여 그 수가 각 원내에서 8개로 제한되어 있는 상임위원회 중 하나의 상임위원회에 이송된다.
- ② 정부 또는 법률안을 제출받은 의회의 요구로 정부제출 법률안 또는 의원발의법률안은 검토를 위하여 특별히 조직된 위원회로 이송된다.

제44조

- ① 의회 의원들과 수상은 수정권을 가진다. 이 권리는 조직 법률이 정하는 범위 내에서 양원구칙에 의해 정해진 조건에 따라 본회의 또는 위원회에서 행사된다.
- ② 일단 토론이 개시되면 정부는 사전에 위원회에 제출되지 아니한 모든 수정안의 심사를 거부할 수 있다.

- ③ La discussion en séance, en première lecture, d'un projet ou d'une proposition de loi ne peut intervenir, devant la première assemblée saisie, qu'à l'expiration d'un délai de six semaines après son dépôt. Elle ne peut intervenir, devant la seconde assemblée saisie, qu'à l'expiration d'un délai de quatre semaines à compter de sa transmission.
- ④ L'alinéa précédent ne s'applique pas si la procédure accélérée a été engagée dans les conditions prévues à l'article 45. Il ne s'applique pas non plus aux projets de loi de finances, aux projets de loi de financement de la sécurité sociale et aux projets relatifs aux états de crise.

Article 43

- ① Les projets et propositions de loi sont envoyés pour examen à l'une des commissions permanentes dont le nombre est limité à huit dans chaque assemblée.
- ② À la demande du Gouvernement ou de l'assemblée qui en est saisie, les projets ou propositions de loi sont envoyés pour examen à une commission spécialement désignée à cet effet.

Article 44

- ① Les membres du Parlement et le Gouvernement ont le droit d'amendement. Ce droit s'exerce en séance ou en commission selon les conditions fixées par les règlements des assemblées, dans le cadre déterminé par une loi organique.
- ② Après l'ouverture du débat, le Gouvernement peut s'opposer à l'examen de tout amendement qui n'a pas été antérieurement soumis à la commission.

- ③ 수정안을 심의중인 원은 정부의 요구에 따라 정부에서 제출하거나 수락한 수정안에 한해 그 전문 또는 일부에 대해 일괄투표한다.

제45조

- ① 동일한 법률을 채택하기 위해 모든 정부제출법률안 및 의원발의법률안은 양원에서 차례로 심의한다. 제40조와 제41조의 적용과 관계없이 모든 수정안은 비록 간접적이더라도 제출된 또는 이송된 법률과 관련성을 가지는 경우 제1독회에서 수리될 수 있다.

- ② 양원간의 이견으로 인하여 정부제출법률안 또는 의원발의법률안이 각 원에서 2차 독회를 거친 후에도 채택되지 아니하거나, 또는 각 원의 1차 독회 후 양원의장 회의가 공히 반대하지 않고 가속된 절차를 개시하기로 결정하였을 때 수상 또는 의원발의법률안의 경우 공동으로 행동하는 양원의장은 토의중인 조항에 대한 법안 제출을 담당할 양원동수위원회를 소집할 권한을 갖는다.

- ③ 정부는 각 원에 양원동수위원회에서 작성된 의안을 채택하도록 부의할 수 있다. 정부의 동의 없이 어떠한 개정안도 접수될 수 없다.

- ③ Si le Gouvernement le demande, l'Assemblée saisie se prononce par un seul vote sur tout ou partie du texte en discussion en ne retenant que les amendements proposés ou acceptés par le Gouvernement.

Article 45

- ① Tout projet ou proposition de loi est examiné successivement dans les deux Assemblées du Parlement en vue de l'adoption d'un texte identique. Sans préjudice de l'application des articles 40 et 41, tout amendement est recevable en première lecture dès lors qu'il présente un lien, même indirect, avec le texte déposé ou transmis.
- ② Lorsque, par suite d'un désaccord entre les deux Assemblées, un projet ou une proposition de loi n'a pu être adopté après deux lectures par chaque Assemblée ou, si le Gouvernement a décidé d'engager la procédure accélérée sans que les Conférences des présidents s'y soient conjointement opposées, après une seule lecture par chacune d'entre elles, le Premier ministre ou, pour une proposition de loi, les présidents des deux assemblées agissant conjointement, ont la faculté de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion.
- ③ Le texte élaboré par la commission mixte peut être soumis par le Gouvernement pour approbation aux deux Assemblées. Aucun amendement n'est recevable sauf accord du Gouvernement.

- ④ 양원동수위원회가 공동법률안을 채택하지 못하거나 그 법률안이 전항에서 정하는 바에 따라 가결되지 아니하면, 정부는 상원과 하원에서 각기 다시 독회를 한 후 하원에서 최종적으로 의결할 것을 요구할 수 있다. 이 경우에 하원은 양원동수위원회에서 작성한 법률안 또는 하원에서 가결된, 경우에 따라서는 상원에서 채택된 1개 또는 여러 개의 수정안으로 개정된 법률안을 다시 의결할 수 있다.

제46조

- ① 헌법에서 조직법률의 성격을 부여하는 법률들은 다음과 같은 조건에 따라 가결되고 개정된다.
- ② 정부제출법률안이나 의원발의법률안은 제42조 제3항에서 지정한 유예기간이 지났을 때에만 1차 독회에서 토의나 표결에 넘겨질 수 있다. 그렇지만 제45조에 정해진 조건하에 가속화된 절차가 개시된 경우에는 정부제출법률안이나 의원발의법률안은 법률안이 제출된 날부터 15일이 경과하기전 처음 제출된 원의 토의에 넘겨질 수 있다.
- ③ 제45조의 절차를 준용할 수 있다. 그렇지만 양원 간에 이견이 있을 경우에는 하원의 최종 독회에서 재적의원 절대 과반수의 찬성에 의해서만 법안이 채택될 수 있다.
- ④ 상원에 관한 조직법률은 양원에서 동일한 조문으로 의결되어야 한다.

- ④ Si la commission mixte ne parvient pas à l'adoption d'un texte commun ou si ce texte n'est pas adopté dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, le Gouvernement peut, après une nouvelle lecture par l'Assemblée nationale et par le Sénat, demander à l'Assemblée nationale de statuer définitivement. En ce cas, l'Assemblée nationale peut reprendre soit le texte élaboré par la commission mixte, soit le dernier texte voté par elle, modifié le cas échéant par un ou plusieurs des amendements adoptés par le Sénat.

Article 46

- ① Les lois auxquelles la Constitution confère le caractère de lois organiques sont votées et modifiées dans les conditions suivantes.
- ② Le projet ou la proposition ne peut, en première lecture, être soumis à la délibération et au vote des assemblées qu'à l'expiration des délais fixés au troisième alinéa de l'article 42. Toutefois, si la procédure accélérée a été engagée dans les conditions prévues à l'article 45, le projet ou la proposition ne peut être soumis à la délibération de la première assemblée saisie avant l'expiration d'un délai de quinze jours après son dépôt.
- ③ La procédure de l'article 45 est applicable. Toutefois, faute d'accord entre les deux assemblées, le texte ne peut être adopté par l'Assemblée nationale en dernière lecture qu'à la majorité absolue de ses membres.
- ④ Les lois organiques relatives au Sénat doivent être votées dans les mêmes termes par les deux assemblées.

- ⑤ 조직법률은 헌법재판소의 합헌결정이 있는 이후에만 공포할 수 있다.

제47조

- ① 의회는 조직법률에서 정하는 바에 따라 재정법률안을 의결한다.
- ② 하원에 정부제출법률안이 제출된 날로부터 40일 이내에 제1차 독회를 통해 의결하지 아니하면 정부는 이를 상원에 회부하고, 상원은 이를 15일 이내에 의결하여야 한다. 그 다음은 제45조에서 정한 조건에 따른다.
- ③ 의회가 70일 이내에 의결하지 않으면, 정부제출법률안은 법률명령으로써 발효될 수 있다.
- ④ 한 회계연도의 세입 및 세출을 정하는 재정법률이 당해 회계연도가 개시되기 전에 공포될 수 있는 기한 내에 제출되지 아니한 경우에 정부는 의회에 대하여 조세징수의 승인을 긴급요구하고, 명령으로써 의결된 항목에 대한 지출을 개시한다.
- ⑤ 의회가 회기 중이 아닌 때에는 본 조에서 정하는 기간은 중단된다.

제47-1조

- ① 의회는 조직법률에서 정하는 바에 따라 사회보장 자금 조달법률을 의결한다.
- ② 하원에 정부제출법률안이 제출된 날로부터 20일 이내에 제1차 독회를 통해 의결하지 아니하면 정부를 이를 상

- ⑤ Les lois organiques ne peuvent être promulguées qu'après déclaration par le Conseil constitutionnel de leur conformité à la Constitution.

Article 47

- ① Le Parlement vote les projets de loi de finances dans les conditions prévues par une loi organique.
- ② Si l'Assemblée nationale ne s'est pas prononcée en première lecture dans le délai de quarante jours après le dépôt d'un projet, le Gouvernement saisit le Sénat qui doit statuer dans un délai de quinze jours. Il est ensuite procédé dans les conditions prévues à l'article 45.
- ③ Si le Parlement ne s'est pas prononcé dans un délai de soixante-dix jours, les dispositions du projet peuvent être mises en vigueur par ordonnance.
- ④ Si la loi de finances fixant les ressources et les charges d'un exercice n'a pas été déposée en temps utile pour être promulguée avant le début de cet exercice, le Gouvernement demande d'urgence au Parlement l'autorisation de percevoir les impôts et ouvre par décret les crédits se rapportant aux services votés.
- ⑤ Les délais prévus au présent article sont suspendus lorsque le Parlement n'est pas en session.

Article 47-1

- ① Le Parlement vote les projets de loi de financement de la sécurité sociale dans les conditions prévues par une loi organique.
- ② Si l'Assemblée nationale ne s'est pas prononcée en première lecture dans le délai de vingt jours après le

원에 부의하고, 상원은 이를 15일 이내에 의결하여야 한다. 그 다음은 제45조에 따른다.

- ③ 의회가 50일 이내에 의결하지 않으면, 정부제출법률안은 법률명령으로써 발효될 수 있다.
- ④ 의회가 회기 중이 아니거나 제28조 제2항에 의해 각 원에서 휴회결정을 한 주간에는 본 조에서 정하는 기간이 중단된다.

제47조-2조

- ① 회계감사원은 의회의 정부활동의 통제를 보좌한다. 회계감사원은 의회와 정부가 재정법률의 실행과 사회보장 자금조달법의 적용에 대한 통제 그리고 공공정책에 대한 평가를 하는데 보좌한다. 회계감사원은 공적인 보고서를 통하여 시민들에게 정보전달을 하는데 기여한다.
- ② “공공행정의 회계는 정당하고, 성실하다. 공공행정의 회계는 그 운영, 자산, 재정적 상황으로부터 충실한 평판을 준다.

제48조

- ① 의회의 의사일정은 제28조의 마지막 3개항(제2항·제3항·제4항)의 적용과 관계없이, 양원이 각각 결정한다.

dépôt d'un projet, le Gouvernement saisit le Sénat qui doit statuer dans un délai de quinze jours. Il est ensuite procédé dans les conditions prévues à l'article 45.

- ③ Si le Parlement ne s'est pas prononcé dans un délai de cinquante jours, les dispositions du projet peuvent être mises en oeuvre par ordonnance.
- ④ Les délais prévus au présent article sont suspendus lorsque le Parlement n'est pas en session et, pour chaque assemblée, au cours des semaines où elle a décidé de ne pas tenir séance, conformément au deuxième alinéa de l'article 28.

Article 47-2

- ① La Cour des comptes assiste le Parlement dans le contrôle de l'action du Gouvernement. Elle assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et de l'application des lois de financement de la sécurité sociale ainsi que dans l'évaluation des politiques publiques. Par ses rapports publics, elle contribue à l'information des citoyens.
- ② Les comptes des administrations publiques sont réguliers et sincères. Ils donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière.

Article 48

- ① Sans préjudice de l'application des trois derniers alinéas de l'article 28, l'ordre du jour est fixé par chaque assemblée.

- ② 4주의 회기 중 2주는 정부가 정한 순서에 따라 정부가 의사일정에 등록을 요구하는 법안의 검토와 토의에 우선적으로 할애된다.
- ③ 또한, 재정법률안과 사회보장제도 자금조달법률안, 다음 항의 규정의 유보하에 다른 원에서 회부된 지 최소한 6주 이상된 법안, 위기상황과 관련된 법률안 및 제 35조에서 관련된 허가요구는 정부의 요구가 있을 시 우선적으로 의사일정에 등록된다.
- ④ 4주의 회기 중 한 주는 각각의 원에 의해 정해진 순서에 따라 정부행동의 통제와 공공정책의 평가에 우선적으로 할애된다.
- ⑤ 한 달 중의 하루의 회기는 관련된 의회의 반대그룹, 소수파그룹의 발의로 각각의 원에 의해 결정된 의사일정에 할애된다.
- ⑥ 제29조에 정해진 임시회기를 포함하여 최소한 매주 1회의 회기는 의회구성원의 질문과 정부의 답변에 우선적으로 할애된다.

제49조

- ① 수상은 국정운영계획 또는 일반정책선언과 관련하여 국무회의의 심의를 거친 후 하원에 대해 정부의 책임을 진다.

- ② Deux semaines de séance sur quatre sont réservées par priorité, et dans l'ordre que le Gouvernement a fixé, à l'examen des textes et aux débats dont il demande l'inscription à l'ordre du jour.
- ③ En outre, l'examen des projets de loi de finances, des projets de loi de financement de la sécurité sociale et, sous réserve des dispositions de l'alinéa suivant, des textes transmis par l'autre assemblée depuis six semaines au moins, des projets relatifs aux états de crise et des demandes d'autorisation visées à l'article 35 est, à la demande du Gouvernement, inscrit à l'ordre du jour par priorité.
- ④ Une semaine de séance sur quatre est réservée par priorité et dans l'ordre fixé par chaque assemblée au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques.
- ⑤ Un jour de séance par mois est réservé à un ordre du jour arrêté par chaque assemblée à l'initiative des groupes d'opposition de l'assemblée intéressée ainsi qu'à celle des groupes minoritaires.
- ⑥ Une séance par semaine au moins, y compris pendant les sessions extraordinaires prévues à l'article 29, est réservée par priorité aux questions des membres du Parlement et aux réponses du Gouvernement.

Article 49

- ① Le Premier ministre, après délibération du Conseil des ministres, engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du Gouvernement sur son programme ou éventuellement sur une déclaration de politique générale.

- ② 하원은 불신임안의 표결을 통해 정부의 책임을 묻는다. 이와 같은 불신임안은 하원의원의 최소한 10분의 1이 서명하여야만 수리될 수 있다. 불신임안의 표결은 불신임안이 제출된 후 48시간이 경과한 후에만 표결할 수 있다. 불신임안은 찬성하는 표만 집계되며, 하원을 구성하는 의원의 과반수에 의해서만 가결될 수 있다. 다음 항에서 정하는 경우를 제외하고 하원의원은 동일한 정기회기 중에 3번을 초과하여, 동일한 임시회기 중에 한 번을 초과하여 불신임안을 서명할 수 없다.
- ③ 수상은 정부제출 예산법률안 또는 사회보장제도 자금조달법률안의 표결과 관련하여 국무회의의 심의를 거친 후 하원에 대해 책임을 진다. 이 경우 24시간 이내에 제출된 불신임안이 전항에서 정하는 요건에 따라 가결되지 아니하는 한 정부제출 예산법률안 또는 사회보장제도 자금조달법률안은 채택된 것으로 간주한다. 뿐만 아니라, 수상은 회기마다 하나의 정부제출법률안 또는 의원발의법률안에 대해서도 이 절차를 사용할 수 있다.
- ④ 수상은 상원에 대하여 일반정책선언에 대한 승인을 요구할 권한을 가진다.

제50조

하원이 불신임동의안을 가결하거나 정부의 국정계획 또는 일반정책선언을 부결하는 경우에, 수상은 대통령에게 정부의 사퇴서를 제출하여야 한다.

- ② L'Assemblée nationale met en cause la responsabilité du Gouvernement par le vote d'une motion de censure. Une telle motion n'est recevable que si elle est signée par un dixième au moins des membres de l'Assemblée nationale. Le vote ne peut avoir lieu que quarante-huit heures après son dépôt. Seuls sont recensés les votes favorables à la motion de censure qui ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres composant l'Assemblée. Sauf dans le cas prévu à l'alinéa ci-dessous, un député ne peut être signataire de plus de trois motions de censure au cours d'une même session ordinaire et de plus d'une au cours d'une même session extraordinaire.
- ③ Le Premier ministre peut, après délibération du Conseil des ministres, engager la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un projet de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale. Dans ce cas, ce projet est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. Le Premier ministre peut, en outre, recourir à cette procédure pour un autre projet ou une proposition de loi par session.
- ④ Le Premier ministre a la faculté de demander au Sénat l'approbation d'une déclaration de politique générale.

Article 50

Lorsque l'Assemblée nationale adopte une motion de censure ou lorsqu'elle désapprouve le programme ou une déclaration de politique générale du Gouvernement, le Premier ministre doit remettre au Président de la République la démission du Gouvernement.

제50-1조

양원에 대하여 정부는 정부 자신의 발의 또는 제51-1조의 의미에서의 교섭단체의 요구로 정해진 문제에 대하여 토의를 야기하는 선언을 할 수 있으며, 정부가 선언을 하기로 결정한 경우 정부의 책임을 개입시키지 않고 투표를 하도록 할 수 있다.

제51조

정기회 또는 임시회의 폐회는 경우에 따라 제49조 규정의 적용을 인정하기 위하여 당연히 연기된다. 이를 위하여 추가 회의가 자동으로 개의된다.

제51-1조

양원의 규칙은 각 원내부에 구성된 교섭단체의 권리를 정한다. 양원의 규칙은 해당 의회의 제1 야당 교섭단체와 소수교섭단체에게 구체적인 권리를 인정한다.

제51-2조

- ① 제24조 제1항에 규정된 통제와 평가임무를 수행하기 위하여 조사위원회가 각각의 원내에 창설되어 법률에 의해 정해진 조건에 따라 정보자료를 수집한다.

- ② 법률은 조사위원회의 조직과 기능규칙을 정한다. 조사위원회의 창설조건은 각 원의 규칙으로 정해진다.

Article 50-1

Devant l'une ou l'autre des assemblées, le Gouvernement peut, de sa propre initiative ou à la demande d'un groupe parlementaire au sens de l'article 51-1, faire, sur un sujet déterminé, une déclaration qui donne lieu à débat et peut, s'il le décide, faire l'objet d'un vote sans engager sa responsabilité.

Article 51

La clôture des sessions ordinaires ou des sessions extraordinaires est de droit retardée pour permettre, le cas échéant, l'application de l'article 49. A cette même fin, des séances supplémentaires sont de droit.

Article 51-1

Le règlement de chaque assemblée détermine les droits des groupes parlementaires constitués en son sein. Il reconnaît des droits spécifiques aux groupes d'opposition de l'assemblée intéressée ainsi qu'aux groupes minoritaires.

Article 51-2

- ① Pour l'exercice des missions de contrôle et d'évaluation définies au premier alinéa de l'article 24, des commissions d'enquête peuvent être créées au sein de chaque assemblée pour recueillir, dans les conditions prévues par la loi, des éléments d'information.
- ② La loi détermine leurs règles d'organisation et de fonctionnement. Leurs conditions de création sont fixées par le règlement de chaque assemblée.



제6장 국제조약 및 국제협정

제52조

- ① 대통령은 조약을 협상하고, 비준한다.
- ② 대통령은 비준을 요하지 아니하는 국제협정의 체결과 관련한 일체의 협상에 대해 보고를 받는다.

제53조

- ① 평화조약, 통상조약, 국제기구와 관련한 조약 또는 협정, 국가가 재정을 부담하는 조약 또는 협정, 법률적 성격을 가지는 규정을 개정하는 조약 또는 협정, 개인의 신분과 관련된 조약 또는 협정, 영토의 할양·교환·병합을 야기하는 조약 또는 협정은 법률에 의해서만 비준 또는 승인할 수 있다.
- ② 조약 또는 협정은 비준 또는 승인되어야만 효력을 발휘한다.
- ③ 관련 국민들의 동의 없이 이루어지는 일체의 영토의 할양·교환·병합은 무효이다.

제53-1조

- ① 공화국은 망명·인권보호·기본적 자유라는 동일한 이념으로 연계된 유럽국가들과 해당국에 제출된 망명요청을 심사할 수 있는 권한에 대한 협정을 체결할 수 있다.



Titre VI: Des traités et accords internationaux

Article 52

- ① Le Président de la République négocie et ratifie les traités.
- ② Il est informé de toute négociation tendant à la conclusion d'un accord international non soumis à ratification.

Article 53

- ① Les traités de paix, les traités de commerce, les traités ou accords relatifs à l'organisation internationale, ceux qui engagent les finances de l'Etat, ceux qui modifient les dispositions de nature législative, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, ceux qui comportent cession, échange ou adjonction de territoire, ne peuvent être ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi.
- ② Ils ne prennent effet qu'après avoir été ratifiés ou approuvés.
- ③ Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire n'est valable sans le consentement des populations intéressées.

Article 53-1

- ① La République peut conclure avec les Etats européens qui sont liés par des engagements identiques aux siens en matière d'asile et de protection des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, des accords déterminant leurs compétences respectives pour l'examen des demandes d'asile qui leur sont présentées.

- ② 그렇지만, 상기의 협정에 따라 망명요청이 자국의 권한에 속하지 아니할지라도 공화국은 자유를 위한 활동을 이유로 박해받거나 그 외의 다른 이유로 공화국의 보호를 필요로 하는 모든 외국인에게 망명을 허가할 수 있다.

제53-2조

공화국은 1998년 7월 18일에 체결된 조약에 따라 국제형사재판소의 재판권을 인정할 수 있다.

제54조

대통령·수상·양원 중 한 원의 의장·60인의 하원의원·60인의 상원의원의 제소를 받은 헌법재판소가 어떤 국제협약이 헌법에 반하는 조항을 포함한다고 선언하면, 당해 국제협약의 비준 또는 승인은 헌법개정 이후에만 허가될 수 있다.

제55조

적법하게 비준 또는 승인된 국제조약이나 국제협정은, 상대국에서도 시행된다는 유보 하에, 공포하는 즉시 법률에 우선하는 효력을 가진다.

- ② Toutefois, même si la demande n'entre pas dans leur compétence en vertu de ces accords, les autorités de la République ont toujours le droit de donner asile à tout étranger persécuté en raison de son action en faveur de la liberté ou qui sollicite la protection de la France pour un autre motif.

Article 53-2

La République peut reconnaître la juridiction de la Cour pénale internationale dans les conditions prévues par le traité signé le 18 juillet 1998.

Article 54

Si le Conseil constitutionnel, saisi par le Président de la République, par le Premier ministre, par le président de l'une ou l'autre assemblée ou par soixante députés ou soixante sénateurs, a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de ratifier ou d'approuver l'engagement international en cause ne peut intervenir qu'après la révision de la Constitution.

Article 55

Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie.



제7장 헌법재판소

제56조

- ① 헌법재판소는 9명의 재판관으로 구성되고, 그 임기는 9년이며 연임할 수 없다. 헌법재판소는 3년마다 3분의 1이 갱신된다. 대통령·하원의장·상원의장이 각각 3인의 재판관을 임명한다. 제13조의 마지막 항에 규정된 절차는 헌법재판소 재판관의 임명에 적용된다. 각 원의 의장이 결정한 임명은 해당의회의 소관상임위원회의 의견에만 구속된다.

- ② 제1항에서 규정한 9인의 재판관 외에 전임 대통령들은 당연직 종신재판관이 된다.

- ③ 헌법재판소장은 대통령이 임명한다. 헌법재판소장은 가부동수인 경우 결정권을 가진다.

제57조

헌법재판소 재판관은 정부 각료직 또는 의원직을 겸할 수 없다. 기타 겸직금지에 대해서는 조직법률로 정한다.

제58조

- ① 헌법재판소는 대통령선거의 적법성을 감시한다.



Titre VII: Le Conseil constitutionnel

Article 56

- ① Le Conseil constitutionnel comprend neuf membres, dont le mandat dure neuf ans et n'est pas renouvelable. Le Conseil constitutionnel se renouvelle par tiers tous les trois ans. Trois des membres sont nommés par le Président de la République, trois par le président de l'Assemblée nationale, trois par le président du Sénat. La procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13 est applicable à ces nominations. Les nominations effectuées par le président de chaque assemblée sont soumises au seul avis de la commission permanente compétente de l'assemblée concernée.
- ② En sus des neuf membres prévus ci-dessus, font de droit partie à vie du Conseil constitutionnel les anciens Présidents de la République.
- ③ Le Président est nommé par le Président de la République. Il a voix prépondérante en cas de partage.

Article 57

Les fonctions de membre du Conseil constitutionnel sont incompatibles avec celles de ministre ou de membre du Parlement. Les autres incompatibilités sont fixées par une loi organique.

Article 58

- ① Le Conseil constitutionnel veille à la régularité de l'élection du Président de la République.

- ② 헌법재판소는 이의가 있을 경우 이를 심사하고, 투표결과를 공표한다.

제59조

헌법재판소는 이의가 있을 경우 하원의원·상원의원 선거의 적법성 여부를 결정한다.

제60조

헌법재판소는 제11조, 제89조, 그리고 제15장에서 규정하는 국민투표의 적법한 시행을 감시한다.

제61조

- ① 조직법률은 공포되기 전에, 헌법 제11조에서 언급된 법률안은 국민투표에 회부되기 전에, 의회의 의사규칙은 시행되기 전에 헌법재판소에 회부되며, 헌법재판소는 조직법률, 법률안, 의사규칙이 헌법에 합치되는지를 선고한다.
- ② 이와 같은 목적을 위해 대통령·수상·하원의장·상원의장·60인의 하원의원·60인의 상원의원은 법률이 공포되기 전에 헌법재판소에 청구할 수 있다.
- ③ 제1항과 제2항에서 규정한 경우 헌법재판소는 1개월 내에 결정하여야 한다. 단, 정부의 요구에 따라 긴급한 경우, 그 기간은 8일로 단축된다.
- ④ 제1항, 제2항, 제3항의 경우, 헌법재판소에 대한 청구는 공포기간의 진행을 중단시킨다.

- ② Il examine les réclamations et proclame les résultats du scrutin.

Article 59

Le Conseil constitutionnel statue, en cas de contestation, sur la régularité de l'élection des députés et des sénateurs.

Article 60

Le Conseil constitutionnel veille à la régularité des opérations de référendum prévues aux articles 11 et 89 et au titre XV. Il en proclame les résultats.

Article 61

- ① Les lois organiques, avant leur promulgation, les propositions de loi mentionnées à l'article 11 avant qu'elles ne soient soumises au référendum, et les règlements des assemblées parlementaires, avant leur mise en application, doivent être soumis au Conseil constitutionnel, qui se prononce sur leur conformité à la Constitution.
- ② Aux mêmes fins, les lois peuvent être déférées au Conseil constitutionnel, avant leur promulgation, par le Président de la République, le Premier ministre, le Président de l'Assemblée nationale, le Président du Sénat ou soixante députés ou soixante sénateurs.
- ③ Dans les cas prévus aux deux alinéas précédents, le Conseil constitutionnel doit statuer dans le délai d'un mois. Toutefois, à la demande du Gouvernement, s'il y a urgence, ce délai est ramené à huit jours.
- ④ Dans ces mêmes cas, la saisine du Conseil constitutionnel suspend le délai de promulgation.

제61-1조

- ① 법원에 소송이 계속 중에 법률규정이 헌법이 보장하는 권리와 자유를 침해한다는 주장이 제기될 때, 정해진 기간 내에 하도록 되어 있는 국사원 또는 파기원의 제청에 따라 헌법재판소가 이 문제를 심판한다.
- ② 조직법률은 본 조항의 적용요건을 정한다.

제62조

- ① 제61조에 따라 위헌으로 선언된 법률규정은 공포되거나, 적용될 수 없다.
- ② 제61-1조에 따라 위헌으로 선언된 법률규정은 헌법재판소의 결정의 공포시 또는 헌법재판소의 결정에 따라 정해지는 장래의 시기부터 폐지된다. 헌법재판소는 해당 법률규정이 발생시킨 영향들이 재검토될 수 있는 조건과 한계들을 정한다.
- ③ 헌법재판소의 결정은 어떠한 소송의 대상도 되지 않는다. 헌법재판소의 결정은 공권력과 모든 행정기관 및 사법기관을 기속한다.

제63조

헌법재판소의 구성 및 운영에 대한 규칙·심의절차·특히 이의를 제기하기 위한 기간은 조직법률로 정한다.

Article 61-1

- ① Lorsque, à l'occasion d'une instance en cours devant une juridiction, il est soutenu qu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit, le Conseil constitutionnel peut être saisi de cette question sur renvoi du Conseil d'État ou de la Cour de cassation qui se prononce dans un délai déterminé.
- ② Une loi organique détermine les conditions d'application du présent article.

Article 62

- ① Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61 ne peut être promulguée ni mise en application.
- ② Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61-1 est abrogée à compter de la publication de la décision du Conseil constitutionnel ou d'une date ultérieure fixée par cette décision. Le Conseil constitutionnel détermine les conditions et limites dans lesquelles les effets que la disposition a produits sont susceptibles d'être remis en cause.
- ③ Les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles.

Article 63

Une loi organique détermine les règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil constitutionnel, la procédure qui est suivie devant lui, et notamment les délais ouverts pour le saisir de contestations.



제8장 사법적 권한

제64조

- ① 대통령은 사법권의 독립을 보장한다.
- ② 대통령은 최고사법관회의의 보좌를 받는다.
- ③ 사법관의 신분은 조직법률로 정한다.
- ④ 법관은 파면되지 아니한다.

제65조

- ① 최고사법관회의는 법관분과위원회와 검사분과위원회로 구성된다.
- ② 법관분과위원회는 파기원장이 주재한다. 또한 법관분과위원회는 법관 5인, 검사 1인, 국사원에 의해 지명된 국사원 위원 1인, 변호사 1인, 그리고 의회, 사법부, 행정부에 속하지 않는 자격 있는 6인으로 구성된다. 대통령, 하원의장, 상원의장은 각각 자격 있는 2인을 지명한다. 제13조 마지막 항에서 규정된 절차는 자격 있는 인물의 지명에 적용된다. 하원과 상원의 의장에 의해 행해진 지명은 해당회의의 소관상임위원회의의 의견에만 구속된다.



Titre VIII: De l'autorité judiciaire

헌

법

Article 64

- ① Le Président de la République est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire.
- ② Il est assisté par le Conseil supérieur de la magistrature.
- ③ Une loi organique porte statut des magistrats.
- ④ Les magistrats du siège sont inamovibles.

Article 65

- ① Le Conseil supérieur de la magistrature comprend une formation compétente à l'égard des magistrats du siège et une formation compétente à l'égard des magistrats du parquet.
- ② La formation compétente à l'égard des magistrats du siège est présidée par le premier président de la Cour de cassation. Elle comprend, en outre, cinq magistrats du siège et un magistrat du parquet, un conseiller d'État désigné par le Conseil d'État, un avocat ainsi que six personnalités qualifiées qui n'appartiennent ni au Parlement, ni à l'ordre judiciaire, ni à l'ordre administratif. Le Président de la République, le Président de l'Assemblée nationale et le Président du Sénat désignent chacun deux personnalités qualifiées. La procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13 est applicable aux nominations des personnalités qualifiées. Les nominations effectuées par le président de chaque assemblée du Parlement sont soumises au seul avis de la commission permanente compétente de l'assemblée intéressée.

- ③ 검사분과위원회는 파기원소속의 검찰총장이 주재한다. 또한 검사분과위원회는 검사 5인, 법관 1인, 그리고 제2항에서 언급한 국사원 위원, 변호사, 자격 있는 6인으로 구성된다.

- ④ 최고사법관회의는 파기원 법관, 항소법원장, 지방법원의 재판장의 임명을 제청한다. 이외의 법관은 법관분과위원회의 동의로 임명된다.

- ⑤ 최고사법관회의의 검사분과위원회는 검사의 임명에 관한 의견을 제시한다.

- ⑥ 최고사법관회의의 법관분과위원회는 법관의 징계위원회로서 결정을 내린다. 최고사법관회의의 법관분과위원회는 제2항에서 정한 구성원 외에 검사분과위원회에 속하는 법관을 포함한다.

- ⑦ 최고사법관회의의 검사분과위원회는 검사의 징계조치에 대한 의견을 제시한다. 최고사법관회의의 검사분과위원회는 제3항에서 정한 구성원 외에 법관분과위원회에 속하는 검사를 포함한다.

- ③ La formation compétente à l'égard des magistrats du parquet est présidée par le procureur général près la Cour de cassation. Elle comprend, en outre, cinq magistrats du parquet et un magistrat du siège, ainsi que le conseiller d'État, l'avocat et les six personnalités qualifiées mentionnés au deuxième alinéa.
- ④ La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du siège fait des propositions pour les nominations des magistrats du siège à la Cour de cassation, pour celles de premier président de cour d'appel et pour celles de président de tribunal de grande instance. Les autres magistrats du siège sont nommés sur son avis conforme.
- ⑤ La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du parquet donne son avis sur les nominations qui concernent les magistrats du parquet.
- ⑥ La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du siège statue comme conseil de discipline des magistrats du siège. Elle comprend alors, outre les membres visés au deuxième alinéa, le magistrat du siège appartenant à la formation compétente à l'égard des magistrats du parquet.
- ⑦ La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du parquet donne son avis sur les sanctions disciplinaires qui les concernent. Elle comprend alors, outre les membres visés au troisième alinéa, le magistrat du parquet appartenant à la formation compétente à l'égard des magistrats du siège.

⑧ 최고사법관회의는 제64조에 따른 대통령의 의견요구에 답하기 위하여 전체회의가 소집된다. 최고사법관회의는 전체회의에서 사법관의 윤리에 관한 문제와 법무부장관이 제기하는 재판의 기능에 관련된 모든 문제에 대해 의견을 표명한다. 전체회의는 제2항에서 언급한 5명의 법관중 3명, 제3항에서 언급한 5명의 검사중 3명, 그리고 제2항에서 언급한 국무원 위원, 변호사, 자격 있는 6명으로 구성된다. 전체회의는 파기원장이 주재하며, 파기원의 검찰총장이 대신할 수 있다.

⑨ 징계문제를 제외하고 법무부장관은 최고사법관회의의 회의에 참석할 수 있다.

⑩ 최고사법관회의는 조직법률에 의해 정해진 조건에 따라 소송당사자에 의해 제소될 수 있다.

⑪ 조직법률은 본 조항의 적용요건을 정한다.

제66조

① 어느 누구도 임의적으로 구금될 수 없다.

② 개인적 자유를 보장자인 사법적 권한은 법률이 정하는 바에 따라 이 원칙에 대한 존중을 보장한다.

- ⑧ Le Conseil supérieur de la magistrature se réunit en formation plénière pour répondre aux demandes d'avis formulées par le Président de la République au titre de l'article 64. Il se prononce, dans la même formation, sur les questions relatives à la déontologie des magistrats ainsi que sur toute question relative au fonctionnement de la justice dont le saisit le ministre de la justice. La formation plénière comprend trois des cinq magistrats du siège mentionnés au deuxième alinéa, trois des cinq magistrats du parquet mentionnés au troisième alinéa, ainsi que le conseiller d'État, l'avocat et les six personnalités qualifiées mentionnés au deuxième alinéa. Elle est présidée par le premier président de la Cour de cassation, que peut suppléer le procureur général près cette cour.
- ⑨ Sauf en matière disciplinaire, le ministre de la justice peut participer aux séances des formations du Conseil supérieur de la magistrature.
- ⑩ Le Conseil supérieur de la magistrature peut être saisi par un justiciable dans les conditions fixées par une loi organique.
- ⑪ La loi organique détermine les conditions d'application du présent article.

Article 66

- ① Nul ne peut être arbitrairement détenu.
- ② L'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle, assure le respect de ce principe dans les conditions prévues par la loi.

제66-1조

어느 누구도 사형으로 처벌받을 수 없다.



제9장 고등법원

제67조

- ① 대통령은 제53-2조와 제68조의 유보 하에 대통령으로서 행한 행동에 대해서는 책임지지 않는다.
- ② 대통령은 임기 중 프랑스의 어떤 재판권과 행정권에 대해서도 증언하거나, 소송, 증인신문행위, 예심 또는 소추의 대상이 되지 않는다. 모든 시효기간 또는 소권상실기간은 정지된다.
- ③ 대통령에 대해 정지된 소송과 절차는 대통령의 임기만료 한 달 후부터 재개된다.

제68조

- ① 대통령의 위임의 행사와 관련하여 대통령의 의무를 명백히 위반하였을 경우에만 면직된다. 대통령의 면직은 고등법원으로 구성된 양원합동회의에서 선언된다.
- ② 의회 중 하나의 의회에서 채택된 고등법원소집을 위한 제안은 15일 내에 이에 대해 의견을 표명하는 다른 원에 곧바로 이송된다.
- ③ 고등법원은 하원의장이 주재한다. 고등법원은 한 달 내에 비밀투표로 대통령의 면직에 대해 결정한다. 고등법원의 결정은 즉시 효력을 가진다.

Article 66-1

Nul ne peut être condamné à la peine de mort.



Titre IX: La Haute Cour

Article 67

- ① Le Président de la République n'est pas responsable des actes accomplis en cette qualité, sous réserve des dispositions des articles 53-2 et 68.
- ② Il ne peut, durant son mandat et devant aucune juridiction ou autorité administrative française, être requis de témoigner non plus que faire l'objet d'une action, d'un acte d'information, d'instruction ou de poursuite. Tout délai de prescription ou de forclusion est suspendu.
- ③ Les instances et procédures auxquelles il est ainsi fait obstacle peuvent être reprises ou engagées contre lui à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la cessation des fonctions.

Article 68

- ① Le Président de la République ne peut être destitué qu'en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat. La destitution est prononcée par le Parlement constitué en Haute Cour.
- ② La proposition de réunion de la Haute Cour adoptée par une des assemblées du Parlement est aussitôt transmise à l'autre qui se prononce dans les quinze jours.
- ③ La Haute Cour est présidée par le président de l'Assemblée nationale. Elle statue dans un délai d'un mois, à bulletins secrets, sur la destitution. Sa décision est d'effet immédiat.

- ④ 본조의 적용에 따른 결정은 관련의회 또는 고등법원을 구성하는 구성원 2/3의 다수로 이루어진다. 투표권의 양도는 일체 금지된다. 고등법원의 소집제안 또는 면직에 찬성하는 투표만이 집계된다.

- ⑤ 조직법률은 본 조항의 적용조건을 정한다.



제10장 정부구성원의 형사책임

제68-1조

- ① 정부구성원은 자신의 직무수행 중에 완료되고, 행하여지는 순간에 중죄 또는 경죄로 규정된 행위에 대해 형사적 책임을 진다.

- ② 정부구성원은 공화국 법원에서 재판을 받는다.

- ③ 공화국 법원은 법률이 정한 중죄 및 경죄의 정의와 형벌의 결정에 구속된다.

제68-2조

- ① 공화국 법원은 15인의 재판관으로 구성된다. 하원·상원의 총선·개선 후 동수로 선출된 의원 12인·파기원 법관 3인으로 구성되며, 그 파기원 법관 중 1인이 주재한다.

- ④ Les décisions prises en application du présent article le sont à la majorité des deux tiers des membres composant l'assemblée concernée ou la Haute Cour. Toute délégation de vote est interdite. Seuls sont recensés les votes favorables à la proposition de réunion de la Haute Cour ou à la destitution.
- ⑤ Une loi organique fixe les conditions d'application du présent article.



Titre X: De la responsabilité pénale des membres du Gouvernement

Article 68-1

- ① Les membres du Gouvernement sont pénalement responsables des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions et qualifiés crimes ou délits au moment où ils ont été commis.
- ② Ils sont jugés par la Cour de justice de la République.
- ③ La Cour de justice de la République est liée par la définition des crimes et délits ainsi que par la détermination des peines telles qu'elles résultent de la loi.

Article 68-2

- ① La Cour de justice de la République comprend quinze juges: douze parlementaires élus, en leur sein et en nombre égal, par l'Assemblée nationale et par le Sénat après chaque renouvellement général ou partiel de ces assemblées et trois magistrats du siège à la Cour de cassation, dont l'un préside la Cour de justice de la République.

- ② 정부구성원이 직무수행과 관련하여 범한 중죄·경죄로 인해 침해받았다고 주장하는 자는 심리위원회에 제소할 수 있다.
- ③ 심리위원회는 공소기각을 명하거나 파기원 검찰총장에게 이송하여 공화국 법원에의 제소를 명한다.
- ④ 파기원 검찰총장도 심리위원회의 동의 하에 공화국 법원에 직권으로 제소할 수 있다.
- ⑤ 본 조의 시행방법은 조직법률로 정한다.

제68-3조

본장의 조항들은 그 발효 이전에 범하여진 사안에 대해 소급 적용될 수 있다.



제11장 경제·사회 및 환경위원회

제69조

- ① 정부의 요구에 따라 경제·사회 및 환경위원회는 정부제출법률안·법률명령안·명령안 및 경제·사회 및 환경위원회에 회부된 의원발의법률안에 대한 의견을 개진한다.
- ② 경제·사회 및 환경위원회는 그 구성원 1인을 지명하여 의회에서 이사회에 회부된 정부제출법률안·의원발의법률안에 대한 의견을 개진할 수 있다.

- ② Toute personne qui se prétend lésée par un crime ou un délit commis par un membre du Gouvernement dans l'exercice de ses fonctions peut porter plainte auprès d'une commission des requêtes.
- ③ Cette commission ordonne soit le classement de la procédure, soit sa transmission au procureur général près la Cour de cassation aux fins de saisine de la Cour de justice de la République.
- ④ Le procureur général près la Cour de cassation peut aussi saisir d'office la Cour de justice de la République sur avis conforme de la commission des requêtes.
- ⑤ Une loi organique détermine les conditions d'application du présent article.

Article 68-3

Les dispositions du présent titre sont applicables aux faits commis avant son entrée en vigueur.



Titre XI: Le Conseil économique, social et environnemental

Article 69

- ① Le Conseil économique, social et environnemental, saisi par le Gouvernement, donne son avis sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret ainsi que sur les propositions de loi qui lui sont soumis.
- ② Un membre du Conseil économique, social et environnemental peut être désigné par celui-ci pour exposer devant les assemblées parlementaires l'avis du Conseil sur les projets ou propositions qui lui ont été soumis.

- ③ 조직법률이 정하는 조건하에서 청원의 방법으로 경제·사회 및 환경위원회에 제소할 수 있다. 동 위원회는 청원을 검토한 다음 정부와 의회에 동 위원회가 제안하는 후속조치를 통고한다.

제70조

정부와 의회는 경제, 사회 또는 환경과 관련된 모든 문제에 대해 경제·사회 및 환경위원회에 자문을 구할 수 있다. 또한 정부는 공공재정의 다년간의 방향을 정하는 프로그램적 법률안에 대해 경제·사회 및 환경위원회에 자문을 구할 수 있다. 경제, 사회 또는 환경과 관련된 모든 계획 또는 모든 프로그램적 법률안은 경제·사회 및 환경위원회에 회부하여 의견을 얻는다.

제71조

경제·사회 및 환경위원회의 구성인원의 수는 233명을 넘지 않으며, 그 구성 및 운영규칙은 조직법률로 정한다.



제11의 2장 권리 수호자

제71-1조

- ① 권리수호자는 국가의 행정기관, 지방자치단체, 공공시설과 공공서비스의 임무를 가지거나 조직법률이 권한을 부여하는 모든 조직체의 권리와 자유의 존중을 감시한다.

- ③ Le Conseil économique, social et environnemental peut être saisi par voie de pétition dans les conditions fixées par une loi organique. Après examen de la pétition, il fait connaître au Gouvernement et au Parlement les suites qu'il propose d'y donner.

Article 70

Le Conseil économique, social et environnemental peut être consulté par le Gouvernement et le Parlement sur tout problème de caractère économique, social ou environnemental. Le Gouvernement peut également le consulter sur les projets de loi de programmation définissant les orientations pluriannuelles des finances publiques. Tout plan ou tout projet de loi de programmation à caractère économique, social ou environnemental lui est soumis pour avis.

Article 71

La composition du Conseil économique, social et environnemental, dont le nombre de membres ne peut excéder deux cent trente-trois, et ses règles de fonctionnement sont fixées par une loi organique.



Titre XI bis: Le Défenseur des droits

Article 71-1

- ① Le Défenseur des droits veille au respect des droits et libertés par les administrations de l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics, ainsi que par tout organisme investi d'une mission de service public, ou à l'égard duquel la loi organique lui attribue des compétences.

- ② 조직법률에 의해 규정된 조건에 따라 공공서비스의 기능 또는 전항에서 정한 조직체에 의해 침해를 받았다고 생각하는 모든 사람들은 권리수호자에게 청구할 수 있다. 권리수호자는 직권으로 청구될 수 있다.
- ③ 조직법률은 권리수호자의 권한과 절차 방식을 규정한다. 조직법률은 권리수호자의 어떤 권한의 행사를 위해 어떤 하나의 기관으로부터 권리수호자가 도움을 받는 조건을 정한다.
- ④ 권리수호자는 제13조의 마지막 항에 규정된 절차의 적용에 따라 대통령에 의해 연임이 불가능한 6년의 임기로 임명된다. 권리수호자의 직무는 정부와 의회의 구성원의 직무와 겹칠 수 없다. 그 외의 겹침금지에 대해서는 조직법률로 정한다.
- ⑤ 권리수호자는 대통령과 의회에 자신의 활동에 대해 보고한다.



제12장 지방자치단체

제72조

- ① 공화국의 지방자치단체는 꼬민, 도, 레지옹, 특별지방자치단체, 제74조의 해외 자치단체로 구성된다. 이 외의 지방자치단체는 필요한 경우에 본 항에서 명시한 1개 또는 수개의 지방자치단체들의 장소 또는 위치에 법률로써 설치된다.
- ② 지방자치단체는 그 차원에서 가장 잘 시행될 수 있는 소관사항에 대한 권한 전반에 대해 결정을 할 자격이 있다.

- ② Il peut être saisi, dans les conditions prévues par la loi organique, par toute personne s'estimant lésée par le fonctionnement d'un service public ou d'un organisme visé au premier alinéa. Il peut se saisir d'office.
- ③ La loi organique définit les attributions et les modalités d'intervention du Défenseur des droits. Elle détermine les conditions dans lesquelles il peut être assisté par un collège pour l'exercice de certaines de ses attributions.
- ④ Le Défenseur des droits est nommé par le Président de la République pour un mandat de six ans non renouvelable, après application de la procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13. Ses fonctions sont incompatibles avec celles de membre du Gouvernement et de membre du Parlement. Les autres incompatibilités sont fixées par la loi organique.
- ⑤ Le Défenseur des droits rend compte de son activité au Président de la République et au Parlement.



Titre XII: Des collectivités territoriales

Article 72

- ① Les collectivités territoriales de la République sont les communes, les départements, les régions, les collectivités à statut particulier et les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74. Toute autre collectivité territoriale est créée par la loi, le cas échéant en lieu et place d'une ou de plusieurs collectivités mentionnées au présent alinéa.
- ② Les collectivités territoriales ont vocation à prendre les décisions pour l'ensemble des compétences qui peuvent le mieux être mises en oeuvre à leur échelon.

- ③ 법률에서 정하는 바에 따라 지방자치단체는 지방의회를 통해 자율적으로 행정권을 행사하며, 그 권한을 행사하기 위한 행정입법권을 가진다.
- ④ 조직법률에서 정한 조건에 따라, 공적 자유의 행사를 위한 기본 요건 또는 헌법에서 보장하는 권리에 반하는 경우를 제외하고, 지방자치단체·지방자치단체연합은 경우에 따라 법률 또는 규칙에서 정하는 바에 따라 제한된 목적과 기간에 한하여 실험적으로 그 권한에 대한 법률·행정입법의 조항을 위반할 수 있다.
- ⑤ 어떠한 지방자치단체도 다른 지방자치단체를 감독할 수 없다. 그렇지만, 어떤 권한의 행사가 여러 지방자치단체의 협조를 필요로 하는 경우에, 법률은 그 중 1개의 지방자치단체 또는 지방자치단체 연합이 공동의 행동방법을 정하도록 허용할 수 있다.
- ⑥ 공화국의 지방자치단체에서 정부의 각 구성원을 대표하는 정부대표는 국의, 행정적 통제 및 법률의 준수에 대한 책임을 진다.

제72-1조

- ① 법률은 각 지방자치단체의 유권자들이 청원권의 행사를 통하여 해당 지방의회에 그 소관에 속하는 사항을 의사일정에 포함시킬 것을 요구하는 조건을 정한다.

- ③ Dans les conditions prévues par la loi, ces collectivités s'administrent librement par des conseils élus et disposent d'un pouvoir réglementaire pour l'exercice de leurs compétences.
- ④ Dans les conditions prévues par la loi organique, et sauf lorsque sont en cause les conditions essentielles d'exercice d'une liberté publique ou d'un droit constitutionnellement garanti, les collectivités territoriales ou leurs groupements peuvent, lorsque, selon le cas, la loi ou le règlement l'a prévu, déroger, à titre expérimental et pour un objet et une durée limités, aux dispositions législatives ou réglementaires qui régissent l'exercice de leurs compétences.
- ⑤ Aucune collectivité territoriale ne peut exercer une tutelle sur une autre. Cependant, lorsque l'exercice d'une compétence nécessite le concours de plusieurs collectivités territoriales, la loi peut autoriser l'une d'entre elles ou un de leurs groupements à organiser les modalités de leur action commune.
- ⑥ Dans les collectivités territoriales de la République, le représentant de l'Etat, représentant de chacun des membres du Gouvernement, a la charge des intérêts nationaux, du contrôle administratif et du respect des lois.

Article 72-1

- ① La loi fixe les conditions dans lesquelles les électeurs de chaque collectivité territoriale peuvent, par l'exercice du droit de pétition, demander l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de cette collectivité d'une question relevant de sa compétence.

- ② 조직법률이 정하는 조건에 따라, 어떤 지방자치단체의 권한에 속하는 결정안, 계획안은 해당 지방자치단체의 발의에 따라 주민투표라는 방법을 통해 해당 지방자치단체 유권자의 결정에 종속된다.
- ③ 특별한 지위를 가지는 지방자치단체를 창설하고자 하는 경우 또는 이와 같은 특별한 지위를 가지는 지방자치단체의 조직을 변경하고자 하는 경우에, 법률을 통해 해당 지방자치단체에 등록된 유권자에게 자문을 구하는 것이 법률에 의해 결정될 수 있다. 지방자치단체들의 경계를 변경하는 경우에도 법률에서 정하는 바에 따라 주민투표를 시행할 수 있다.

제72-2조

- ① 지방자치단체들은 법률에서 정하는 바에 따라 자유롭게 지출할 수 있는 재원을 가진다.
- ② 지방자치단체들은 각종 세금의 전부 또는 일부를 징수할 수 있다. 지방자치단체들은 법률이 정하는 범위 내에서 그 과세기준과 세율을 정할 수 있다.
- ③ 지방자치단체들의 세입 및 기타 고유의 재원은 각 지방자치단체의 재원의 결정적 부분을 형성한다. 이러한 규칙의 시행방법은 조직법률로 정한다.
- ④ 국가와 지방자치단체간의 모든 권한이양은 그 권한이 행사에 조달되었던 재원의 이양을 수반한다. 지방자치단체의 지출을 증가시키는 모든 권한의 신설 또는 확대는 법률에서 정하는 재원을 수반한다.

- ② Dans les conditions prévues par la loi organique, les projets de délibération ou d'acte relevant de la compétence d'une collectivité territoriale peuvent, à son initiative, être soumis, par la voie du référendum, à la décision des électeurs de cette collectivité.
- ③ Lorsqu'il est envisagé de créer une collectivité territoriale dotée d'un statut particulier ou de modifier son organisation, il peut être décidé par la loi de consulter les électeurs inscrits dans les collectivités intéressées. La modification des limites des collectivités territoriales peut également donner lieu à la consultation des électeurs dans les conditions prévues par la loi.

Article 72-2

- ① Les collectivités territoriales bénéficient de ressources dont elles peuvent disposer librement dans les conditions fixées par la loi.
- ② Elles peuvent recevoir tout ou partie du produit des impositions de toutes natures. La loi peut les autoriser à en fixer l'assiette et le taux dans les limites qu'elle détermine.
- ③ Les recettes fiscales et les autres ressources propres des collectivités territoriales représentent, pour chaque catégorie de collectivités, une part déterminante de l'ensemble de leurs ressources. La loi organique fixe les conditions dans lesquelles cette règle est mise en oeuvre.
- ④ Tout transfert de compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice. Toute création ou extension de compétences ayant pour conséquence d'augmenter les dépenses des

- ⑤ 법률에 지방자치단체간 평등을 촉진하기 위한 조정조항을 둔다.

제72-3조

- ① 공화국은 자유·평등·박애의 공통적 이상에 입각하여 해외영토 주민을 프랑스 국민으로 인정한다.
- ② 과테루프, 기안, 마르티니끄, 레유니옹, 마이요트, 생바르텔레미, 생마르탱, 생피에르-에-미끄롱, 알리스 후투나, 프랑스령 폴리네시아는 도, 해외레지옹 및 제73조 마지막 항의 적용에 따라 창설된 지방자치단체를 위한 제73조를 통해 적용되며, 다른 지방자치단체의 경우 제74조의 적용을 받는다.
- ③ 뉴벨칼레도니아의 지위는 제13장에서 규정한다.
- ④ 프랑스 남방남극령 및 끌리페르통의 법제와 특수한 조직은 법률로써 정한다.

제72-4조

- ① 제72-3조 제2항의 지방자치단체들 중 한 지방자치단체 또는 그 일부는 다음 항에 따라 사전에 그 지방자치단체의 유권자 또는 상대 지방자치단체의 동의가 없는 한 제73조·제74조에서 정한 지위를 변경할 수 없다. 이와 같은 지위의 변화는 조직법률을 통해 규정된다.

collectivités territoriales est accompagnée de ressources déterminées par la loi.

- ⑤ La loi prévoit des dispositifs de péréquation destinés à favoriser l'égalité entre les collectivités territoriales.

Article 72-3

- ① La République reconnaît, au sein du peuple français, les populations d'outre-mer, dans un idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité.
- ② La Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, les îles Wallis et Futuna et la Polynésie française sont régis par l'article 73 pour les départements et les régions d'outre-mer et pour les collectivités territoriales créées en application du dernier alinéa de l'article 73, et par l'article 74 pour les autres collectivités.
- ③ Le statut de la Nouvelle-Calédonie est régi par le titre XIII.
- ④ La loi détermine le régime législatif et l'organisation particulière des Terres australes et antarctiques françaises et de Clipperton.

Article 72-4

- ① Aucun changement, pour tout ou partie de l'une des collectivités mentionnées au deuxième alinéa de l'article 72-3, de l'un vers l'autre des régimes prévus par les articles 73 et 74, ne peut intervenir sans que le consentement des électeurs de la collectivité ou de la partie de collectivité intéressée ait été préalablement recueilli dans les conditions prévues à l'alinéa suivant. Ce changement de régime est décidé par une loi organique.

- ② 의회의 회기 중에 정부가 요청하거나 양원이 합동으로 요청하며, 관보에 게재되는 제안에 대해 대통령은 해외 지방자치단체의 조직·권한·입법제도에 관한 문제에 대해 해외에 있는 지방자치단체의 주민에게 의견을 구할 수 있다. 주민투표가 전항에 규정되고, 정부의 제안에 따라 조직된 어떤 변화에 대해 실시되는 경우, 정부는 각 원에서 토론이 수반되는 선언을 한다.

제73조

- ① 해외 도 및 레지옹에서 법률과 규칙은 적법하게 적용된다. 법률과 행정규칙은 해외 도 및 레지옹의 특성과 특별한 제약에 따라 수정될 수 있다.
- ② 이와 같은 수정은 해외 도 및 레지옹의 권한이 행사되는 영역에서 해외 도 및 레지옹에게 수정의 권한이 부여된 경우에 법률 또는 규칙에 의해 결정될 수 있다.
- ③ 제1항의 규정에도 불구하고, 해외지방자치단체의 특성을 고려하기 위해, 본조에서 규정하는 지방자치단체들은 경우에 따라 법률 또는 규칙에 의해 정하는 바에 의해 법률 또는 규칙의 소관사항 중 일정한 사항에 대해 해당지역 내에서 적용되는 규칙을 스스로 정할 수 있다.

- ② Le Président de la République, sur proposition du Gouvernement pendant la durée des sessions ou sur proposition conjointe des deux assemblées, publiées au Journal officiel, peut décider de consulter les électeurs d'une collectivité territoriale située outre-mer sur une question relative à son organisation, à ses compétences ou à son régime législatif. Lorsque la consultation porte sur un changement prévu à l'alinéa précédent et est organisée sur proposition du Gouvernement, celui-ci fait, devant chaque assemblée, une déclaration qui est suivie d'un débat.

Article 73

- ① Dans les départements et les régions d'outre-mer, les lois et règlements sont applicables de plein droit. Ils peuvent faire l'objet d'adaptations tenant aux caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités.
- ② Ces adaptations peuvent être décidées par ces collectivités dans les matières où s'exercent leurs compétences et si elles y ont été habilitées selon le cas, par la loi ou par le règlement.
- ③ Par dérogation au premier alinéa et pour tenir compte de leurs spécificités, les collectivités régies par le présent article peuvent être habilitées, selon le cas, par la loi ou par le règlement, à fixer elles-mêmes les règles applicables sur leur territoire, dans un nombre limité de matières pouvant relever du domaine de la loi ou du règlement.

- ④ 이와 같은 기본원칙은 국적, 시민적 권리, 공적 자유의 보장, 개인의 신분 및 능력, 사법조직, 형법, 형사소송절차, 외교정책, 국방, 안전, 공적 질서, 화폐, 예산, 외환 및 선거법에 대해서는 적용되지 않는다.

- ⑤ 상기의 2개 항은 레유니옹의 도와 레지옹에는 적용되지 아니한다.

- ⑥ 제2항과 제3항에서 규정된 권한부여는 해당 지방자치단체의 요구에 따라 조직법률이 정하는 조건과 그 유보에 따라 정해진다. 이와 같은 권한부여는 공적 자유 또는 헌법적으로 보장되는 권리의 행사의 본질적 조건을 침해하는 경우에는 이루어지지 않는다.

- ⑦ 제72-4조에서 정하는 바에 따라 해당지역 유권자들의 사전 동의 없이 법률로써 해외 도 및 레지옹을 창설하거나, 해외 도 및 레지옹을 위한 단일한 지방의회를 설립할 수 없다.

제74조

- ① 본조에서 규정하는 해외 지방자치단체들은 공화국내에서 각각의 고유한 이익을 고려한 지위를 가진다.

- ④ Ces règles ne peuvent porter sur la nationalité, les droits civiques, les garanties des libertés publiques, l'état et la capacité des personnes, l'organisation de la justice, le droit pénal, la procédure pénale, la politique étrangère, la défense, la sécurité et l'ordre publics, la monnaie, le crédit et les changes, ainsi que le droit électoral. Cette énumération pourra être précisée et complétée par une loi organique.
- ⑤ La disposition prévue aux deux précédents alinéas n'est pas applicable au département et à la région de La Réunion.
- ⑥ Les habilitations prévues aux deuxième et troisième alinéas sont décidées, à la demande de la collectivité concernée, dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique. Elles ne peuvent intervenir lorsque sont en cause les conditions essentielles d'exercice d'une liberté publique ou d'un droit constitutionnellement garanti.
- ⑦ La création par la loi d'une collectivité se substituant à un département et une région d'outre-mer ou l'institution d'une assemblée délibérante unique pour ces deux collectivités ne peut intervenir sans qu'ait été recueilli, selon les formes prévues au second alinéa de l'article 72-4, le consentement des électeurs inscrits dans le ressort de ces collectivités.

Article 74

- ① Les collectivités d'outre-mer régies par le présent article ont un statut qui tient compte des intérêts propres de chacune d'elles au sein de la République.

② 본조에서 규정하는 해외 지방자치단체들의 지위는 지방 의회의 의견개진 후 채택된 조직법률에 의해 정해진다. 즉, 조직법률은

- 법률·행정입법의 적용 조건;
- 본조에서 규정하는 해외 지방자치단체들의 권한, 이미 해외 지방자치단체에 이양된 권한 외에, 국가는 필요한 경우 조직법률로 구체화되고 보완되는 제73조 제4항에 열거된 권한을 이양할 수 없다;
- 지방자치단체들의 조직, 제도운영에 관한 규칙, 지방의회 선거제도;
- 지방자치단체 관련 조항을 포함한 정부제출법률안, 의원발의법률안, 법률명령안 명령안과 지방자치단체의 소관사항과 관련 있는 국제협약의 비준·승인과 관련하여 지방자치단체의 기관이 의견을 제시하는 조건을 정한다.

③ 조직법률은 자치권을 가진 지방자치단체의 기관에 대해서 다음 사항의 조건도 규정할 수 있다.

- 국사원은 지방의회가 법률의 영역에 자신의 권한을 행사하여 개입하는 일정한 부류의 행위에 대해서 특별한 사법적 통제권을 행사한다.
- 특히 지방자치단체의 제소를 받은 헌법재판소가 법률이 해당 지방자치단체의 권한 영역을 개입하였음을 확인한 경우, 지방의회는 해당 지방자치단체의 지위의 발효이후 공포된 법률을 변경할 수 있다.

- ② Ce statut est défini par une loi organique, adoptée après avis de l'assemblée délibérante, qui fixe:
- les conditions dans lesquelles les lois et règlements y sont applicables;
 - les compétences de cette collectivité; sous réserve de celles déjà exercées par elle, le transfert de compétences de l'Etat ne peut porter sur les matières énumérées au quatrième alinéa de l'article 73, précisées et complétées, le cas échéant, par la loi organique;
 - les règles d'organisation et de fonctionnement des institutions de la collectivité et le régime électoral de son assemblée délibérante;
 - les conditions dans lesquelles ses institutions sont consultées sur les projets et propositions de loi et les projets d'ordonnance ou de décret comportant des dispositions particulières à la collectivité, ainsi que sur la ratification ou l'approbation d'engagements internationaux conclus dans les matières relevant de sa compétence.
- ③ La loi organique peut également déterminer, pour celles de ces collectivités qui sont dotées de l'autonomie, les conditions dans lesquelles:
- le Conseil d'Etat exerce un contrôle juridictionnel spécifique sur certaines catégories d'actes de l'assemblée délibérante intervenant au titre des compétences qu'elle exerce dans le domaine de la loi;
 - l'assemblée délibérante peut modifier une loi promulguée postérieurement à l'entrée en vigueur du statut de la collectivité, lorsque le Conseil constitutionnel, saisi notamment par les autorités de la collectivité, a constaté que la loi était intervenue dans le domaine de compétence de cette collectivité;

- 지역적 필요에 의해 정당화된 조치들은 취업, 직업적 활동의 실시를 위한 거주권 및 토지재산의 보호의 영역에서 그 주민의 이익을 위해 지방자치단체에 의해 실시될 수 있다.
 - 지방자치단체는 국가의 감독 하에 공적 자유의 행사를 위해 국토 전체에 부여된 보장을 준수하면서 자신이 가지는 권한을 행사할 수 있다.
- ④ 본조에 속하는 지방자치단체의 특별한 다른 구성방식은 해당 지방의회의 의견을 구한 후에 법률에 의해 규정되고, 변경된다.

제74-1조

- ① 제74조에서 정한 해외지방자치단체와 누벨칼레도니아에서 정부는 법률명령을 통해 국가의 권한에 속하는 분야에서 반드시 적합하게 프랑스 본토에서 발효 중인 법률적 성격의 조항을 확대하거나, 해당 지방자치단체의 특별한 조직에서 발효 중인 법률적 성격의 조항을 적합하게 변경할 수 있다.
- ② 법률명령은 관련 지방의회 및 국사원의 의견청취 후 국무회의에서 내려진다. 법률명령은 공포후 즉시 발효된다. 법률명령은 공포 후 18개월 이내에 의회에서 비준되지 아니하면 폐기된다.

- des mesures justifiées par les nécessités locales peuvent être prises par la collectivité en faveur de sa population, en matière d'accès à l'emploi, de droit d'établissement pour l'exercice d'une activité professionnelle ou de protection du patrimoine foncier;
 - la collectivité peut participer, sous le contrôle de l'Etat, à l'exercice des compétences qu'il conserve, dans le respect des garanties accordées sur l'ensemble du territoire national pour l'exercice des libertés publiques.
- ④ Les autres modalités de l'organisation particulière des collectivités relevant du présent article sont définies et modifiées par la loi après consultation de leur assemblée délibérante.

Article 74-1

- ① Dans les collectivités d'outre-mer visées à l'article 74 et en Nouvelle-Calédonie, le Gouvernement peut, par ordonnances, dans les matières qui demeurent de la compétence de l'État, étendre, avec les adaptations nécessaires, les dispositions de nature législative en vigueur en métropole ou adapter les dispositions de nature législative en vigueur à l'organisation particulière de la collectivité concernée, sous réserve que la loi n'ait pas expressément exclu, pour les dispositions en cause, le recours à cette procédure.
- ② Les ordonnances sont prises en conseil des ministres après avis des assemblées délibérantes intéressées et du Conseil d'Etat. Elles entrent en vigueur dès leur publication. Elles deviennent caduques en l'absence de ratification par le Parlement dans le délai de dix-huit mois suivant cette publication.

제75조

제34조에서 규정한 일반법상의 시민의 지위를 가지지 아니한 공화국의 시민은 그가 포기하지 않는 한 개인적 지위를 가진다.

제75-1조

지역 언어는 프랑스의 유산이다.



제13장 뉴벨칼레도니아 관련 과도적 조항

제76조

- ① 뉴벨칼레도니아 주민들은 1998년 5월 5일 뉴메아(Nouméa)에서 체결되고, 1998년 5월 27일에 프랑스 공화국 관보에 게재된 협정에 대해 1998년 12월 31일 이전에 의견을 표명해야 한다.
- ② 1998년 11월 9일 법률 제88-1028호 제2조의 조건을 충족시키는 자는 투표에 참가할 수 있다.
- ③ 투표조직과 관련한 조치들은 국무회의에서 심의된 후 국사원의 테크레로 발한다.

제77조

- ① 제76조의 투표에서 협정이 승인되면, 뉴벨칼레도니아가 본 협정에서 정하는 방침을 준수하며 그 시행에 필요한 방식에 의거하여 발전할 수 있도록 해당 지방의회의 의견을 청취한 후 조직법률로써 다음 사항을 정한다.

Article 75

Les citoyens de la République qui n'ont pas le statut civil de droit commun, seul visé à l'article 34, conservent leur statut personnel tant qu'ils n'y ont pas renoncé.

Article 75-1

Les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France.



Titre XIII: Dispositions transitoires relatives à la Nouvelle-Calédonie

Article 76

- ① Les populations de la Nouvelle-Calédonie sont appelées à se prononcer avant le 31 décembre 1998 sur les dispositions de l'accord signé à Nouméa le 5 mai 1998 et publié le 27 mai 1998 au Journal officiel de la République française.
- ② Sont admises à participer au scrutin les personnes remplissant les conditions fixées à l'article 2 de la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988.
- ③ Les mesures nécessaires à l'organisation du scrutin sont prises par décret en Conseil d'Etat délibéré en conseil des ministres.

Article 77

- ① Après approbation de l'accord lors de la consultation prévue à l'article 76, la loi organique, prise après avis de l'assemblée délibérante de la Nouvelle-Calédonie, détermine, pour assurer l'évolution de la Nouvelle-Calédonie dans le respect des orientations définies par

- 국가로부터 뉴벨칼레도니아에 완전 이양될 권한, 이양의 시기 및 방식, 비용분담;

 - 뉴벨칼레도니아의 조직 및 제도운영에 관한 규칙, 특히 지방의회에서 가결된 조례가 공포 전에 헌법재판소의 심의의 대상이 되는 경우의 조건;

 - 시민권, 선거제도, 고용, 관습법에 의한 시민의 지위;

 - 뉴벨칼레도니아 주민들이 완전한 주권 달성에 대한 투표를 시행하는 요건 및 기한.
- ② 제76조의 협정을 시행하기 위한 기타 요건은 법률로써 정한다.
- ③ 뉴벨칼레도니아의 지방의회의 구성원을 선출하기 위한 선거인단을 정의하기 위하여, 제76조 및 뉴벨칼레도니아에 관한 1999년 3월 19일의 조직법률 제99-209호 제188조 및 제189조에서 언급된 협정과 관련된 명부는 제76조에 규정된 투표시에 작성되고 투표에 참석하는 것이 허용되지 않은 사람을 포함하는 명부이다.

cet accord et selon les modalités nécessaires à sa mise en oeuvre:

- les compétences de l'Etat qui seront transférées, de façon définitive, aux institutions de la Nouvelle-Calédonie, l'échelonnement et les modalités de ces transferts, ainsi que la répartition des charges résultant de ceux-ci;
 - les règles d'organisation et de fonctionnement des institutions de la Nouvelle-Calédonie et notamment les conditions dans lesquelles certaines catégories d'actes de l'assemblée délibérante de la Nouvelle-Calédonie pourront être soumises avant publication au contrôle du Conseil constitutionnel;
 - les règles relatives à la citoyenneté, au régime électoral, à l'emploi et au statut civil coutumier;
 - les conditions et les délais dans lesquels les populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie seront amenées à se prononcer sur l'accession à la pleine souveraineté.
- ② Les autres mesures nécessaires à la mise en oeuvre de l'accord mentionné à l'article 76 sont définies par la loi.
- ③ Pour la définition du corps électoral appelé à élire les membres des assemblées délibérantes de la Nouvelle-Calédonie et des provinces, le tableau auquel se réfèrent l'accord mentionné à l'article 76 et les articles 188 et 189 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie est le tableau dressé à l'occasion du scrutin prévu audit article 76 et comprenant les personnes non admises à y participer.



제14장 프랑스 공용어권과 연합협정

제87조

프랑스 공화국은 프랑스어를 공유하는 국가와 국민간의 연대와 협력을 개발하는 데 참여한다.

제88조

프랑스는 그 문명을 발전시키기 위해 공화국에 제후하기를 희망하는 국가들과 협정을 체결할 수 있다.



제15장 유럽연합

제88-1조

공화국은 2007년 12월 31일에 리스본에서 체결된 조약에서 비롯된 것과 같은 유럽연합에 관한 조약 및 유럽연합의 기능에 관한 조약에 근거하여 자신들의 일정한 권한을 공동으로 행사할 것을 자유롭게 선택한 국가들로 구성된 유럽연합에 참여한다.

제88-2조

법률은 유럽연합의 제도들에 의해 취해진 행위를 적용하여 체포영장에 관한 규정을 정한다.

제88-3조

상호주의 원칙과 1992년 2월 7일에 체결된 유럽연합조약에서 정한 방식에 따라, 지방선거의 투표권 및 피선거권은 프랑스에 거주하는 유럽연합의 시민에게만 부여될 수 있



Titre XIV: De la francophonie et des accords d'association

Article 87

La République participe au développement de la solidarité et de la coopération entre les États et les peuples ayant le français en partage.

Article 88

La République peut conclure des accords avec des États qui désirent s'associer à elle pour développer leurs civilisations.



Titre XV: De l'Union européenne

Article 88-1

La République participe à l'Union européenne constituée d'États qui ont choisi librement d'exercer en commun certaines de leurs compétences en vertu du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, tels qu'ils résultent du traité signé à Lisbonne le 13 décembre 2007.

Article 88-2

La loi fixe les règles relatives au mandat d'arrêt européen en application des actes pris par les institutions de l'Union européenne.

Article 88-3

Sous réserve de réciprocité et selon les modalités prévues par le Traité sur l'Union européenne signé le 7 février 1992, le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales peut

다. 이와 같은 시민들은 시장 또는 부시장의 직을 행사할 수 없으며, 상원의원의 유권자의 지명 및 상원의원선거에 참여할 수 없다. 양원에 의해 동일한 표현으로 가결된 조직 법률이 본조의 적용조건을 정한다.

제88-4조

- ① 정부는 유럽연합이사회에 정부제출 및 의원발의의 유럽 공동체 법령안 및 유럽연합 법령안을 이송하는 즉시 하원과 상원에 이를 제출한다.
- ② 각 원의 규칙이 정하는 바에 따라, 유럽연합결의는 필요한 경우 회기 중이 아니라도 제1항에서 언급된 법률안과 유럽연합의 기구에서 나오는 모든 문서에 대해서 채택될 수 있다.
- ③ 상원과 하원 내에 유럽연합업무를 담당하는 위원회가 설치된다.

제88-5조

- ① 한 국가의 유럽연합 및 유럽공동체 가입에 관련된 조약의 비준을 허가하는 모든 법률안은 대통령에 의해 국민투표에 회부된다.
- ② 그렇지만, 동일한 조문에 대해 각각의 원의 3/5의 다수로 채택된 발의투표를 통해, 의회는 제89조 제3항에서 규정된 절차에 따라 법률안의 채택을 허가할 수 있다.

être accordé aux seuls citoyens de l'Union résidant en France. Ces citoyens ne peuvent exercer les fonctions de maire ou d'adjoint ni participer à la désignation des électeurs sénatoriaux et à l'élection des sénateurs. Une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées détermine les conditions d'application du présent article.

Article 88-4

- ① Le Gouvernement soumet à l'Assemblée nationale et au Sénat, dès leur transmission au Conseil de l'Union européenne, les projets d'actes législatifs européens et les autres projets ou propositions d'actes de l'Union européenne.
- ② Selon des modalités fixées par le règlement de chaque assemblée, des résolutions européennes peuvent être adoptées, le cas échéant en dehors des sessions, sur les projets ou propositions mentionnés au premier alinéa, ainsi que sur tout document émanant d'une institution de l'Union européenne.
- ③ Au sein de chaque assemblée parlementaire est instituée une commission chargée des affaires européennes.

Article 88-5

- ① Tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité relatif à l'adhésion d'un État à l'Union européenne est soumis au référendum par le Président de la République.
- ② Toutefois, par le vote d'une motion adoptée en termes identiques par chaque assemblée à la majorité des trois cinquièmes, le Parlement peut autoriser l'adoption du projet de loi selon la procédure prévue au troisième alinéa de l'article 89.

제88-6조

- ① 하원 또는 상원은 유럽연합의 법률안이 부차성의 원칙에 부합하는지에 대해 이유가 부기된 의견을 제출할 수 있다. 이와 같은 의견은 해당 의회의 의장에 의해 유럽의회, 유럽이사회 및 유럽위원회의 장에게 전달된다. 정부는 이와 같은 의견을 통보받는다.
- ② 하원과 상원은 유럽연합의 법률안이 부차성의 원칙을 침해하였음을 이유로 유럽사법재판소에 소송을 제기할 수 있다. 이와 같은 청구는 정부에 의해 유럽사법재판소에 이송된다.
- ③ 이와 같은 목적을 위해, 필요한 경우 회기 중이 아니라도, 하원과 상원의 규칙이 정하는 발의 및 토론 방법에 따라 결의가 채택될 수 있다. 60인의 하원의원 또는 60인의 상원의원의 요구에 따라 위의 청구는 정당하다.

제88-7조

하원과 상원에 의해 동일한 표현으로 가결된 발의의 표결을 통해 의회는, 2007년 12월 31일에 리스본에서 체결된 조약에서 비롯된 것과 같은 유럽연합에 관한 조약 및 유럽연합의 기능에 관한 조약을 통해 조약의 간소화된 개정 및 민사사법공조에 관한 장에서 규정한 경우에, 유럽연합의 법률안의 채택규칙의 변경에 대해 반대할 수 있다.

Article 88-6

- ① L'Assemblée nationale ou le Sénat peuvent émettre un avis motivé sur la conformité d'un projet d'acte législatif européen au principe de subsidiarité. L'avis est adressé par le président de l'assemblée concernée aux présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission européenne. Le Gouvernement en est informé.
- ② Chaque assemblée peut former un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne contre un acte législatif européen pour violation du principe de subsidiarité. Ce recours est transmis à la Cour de justice de l'Union européenne par le Gouvernement.
- ③ À cette fin, des résolutions peuvent être adoptées, le cas échéant en dehors des sessions, selon des modalités d'initiative et de discussion fixées par le règlement de chaque assemblée. À la demande de soixante députés ou de soixante sénateurs, le recours est de droit.

Article 88-7

Par le vote d'une motion adoptée en termes identiques par l'Assemblée nationale et le Sénat, le Parlement peut s'opposer à une modification des règles d'adoption d'actes de l'Union européenne dans les cas prévus, au titre de la révision simplifiée des traités ou de la coopération judiciaire civile, par le traité sur l'Union européenne et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, tels qu'ils résultent du traité signé à Lisbonne le 13 décembre 2007.



제16장 헌법 개정

제89조

- ① 헌법개정안의 발의권은 수상의 제안에 따라 대통령 및 의원들에게 공동으로 속한다.

- ② 정부제출 또는 의원발의 헌법개정안은 제42조 제3항에서 정한 기간적 조건에 따라 검토되며, 양원에서 동일한 표현으로 가결되어야 한다. 헌법개정은 국민투표에서 승인된 후 확정된다.

- ③ 그렇지만, 대통령이 헌법개정안을 양원합동회의에 제출할 것을 결정하면 헌법개정안에 대한 국민투표는 시행되지 아니한다. 이 경우 헌법개정안은 표명된 투표의 3/5의 다수를 얻는 경우에만 승인된다. 양원합동회의의 사무국은 하원의 사무국이다.

- ④ 헌법개정안이 영토의 온전한 상태를 침해할 때 헌법개정절차는 개시되거나, 계속될 수 없다.

- ⑤ 정부의 공화주의적 형태는 헌법개정의 대상이 될 수 없다.



Titre XVI: De la révision

Article 89

- ① L'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au Président de la République sur proposition du Premier ministre et aux membres du Parlement.
- ② Le projet ou la proposition de révision doit être examiné dans les conditions de délai fixées au troisième alinéa de l'article 42 et voté par les deux assemblées en termes identiques. La révision est définitive après avoir été approuvée par référendum.
- ③ Toutefois, le projet de révision n'est pas présenté au référendum lorsque le Président de la République décide de le soumettre au Parlement convoqué en Congrès; dans ce cas, le projet de révision n'est approuvé que s'il réunit la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés. Le bureau du Congrès est celui de l'Assemblée nationale.
- ④ Aucune procédure de révision ne peut être engagée ou poursuivie lorsqu'il est porté atteinte à l'intégrité du territoire.
- ⑤ La forme républicaine du Gouvernement ne peut faire l'objet d'une révision.

02

1789년 인간과 시민의 권리선언

국민의회로 구성된 프랑스 인민의 대표자들은, 인권에 대한 무지, 망각 또는 멸시가 공공의 불행과 정부의 부패를 초래하는 유일한 원인이라는 점을 고려하여, 사회의 모든 구성원에게 항상 제시되는 이 선언이 그들의 권리와 의무를 끊임없이 상기시키기 위하여, 모든 정치제도의 목적과 끊임없이 비교될 수 있는 입법권 및 집행권의 제행위가 보다 더 존중되기 위하여, 이제부터 단순하고 명백한 원칙에 입각한 시민의 요구가 항상 헌법의 유지 및 만민의 행복에 이바지하기 위하여, 인간의 자연적이고 양도불가능하고 신성불가침한 제권리를 엄숙한 선언서에 서술하기로 결정하였다. 따라서 국민의회는 신의 존재와 보호하에 다음의 인간과 시민의 제권리를 인정하고 선언한다.

제1조

인간은 자유롭고, 권리에 있어서 평등하게 태어나며 생존한다. 사회적 차별은 공익에만 근거를 둘 수 있다.

Les Représentants du Peuple Français, constitués en Assemblée Nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'Homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des Gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une Déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'Homme, afin que cette Déclaration, constamment présente à tous les Membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs; afin que les actes du pouvoir législatif, et ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés; afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la Constitution et au bonheur de tous.

En conséquence, l'Assemblée Nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être suprême, les droits suivants de l'Homme et du Citoyen.

Art. 1er.

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

제2조

모든 정치적 결사체의 목적은 인간의 자연적이며 훼손될 수 없는 권리를 보전함에 있다. 이러한 권리는 자유·재산·안전 및 압제에 대한 저항이다.

제3조

모든 주권의 원칙은 본질적으로 국민에게 있다. 어떠한 단체나, 어떠한 개인도 명백히 국민으로부터 나오지 않은 권한을 행사할 수 없다.

제4조

자유는 타인을 해하지 않는 모든 것을 할 수 있는 것이다. 따라서 인간의 자연권의 행사는 사회의 다른 구성원들에게 동일한 자연권의 향유를 보장하는 한도에서만 인정된다. 이와 같은 한계는 단지 법률을 통해서만 정해질 수 있다.

제5조

법률은 사회에 유해한 행위만을 금지할 수 있다. 법률로서 금지되지 않은 것은 방해받을 수 없으며, 어느 누구도 법률이 명하지 않은 것을 하도록 강요받을 수 없다.

제6조

법률은 일반의사의 표현이다. 모든 시민은 누구나 자신이 직접하거나 또는 그의 대표자를 통해서 법률의 제정에 참여할 권리를 가진다. 법률은 보호하든지, 처벌하든지, 만인에 대해서 동일해야 한다. 법률 앞에 평등한 모든 시민은 덕성과 재능에 의한 차별 이외에는 누구나 그의 능력에 따

Art. 2.

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.

Art. 3.

Le principe de toute Souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

Art. 4.

La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui: ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi.

Art. 5.

La Loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la Société. Tout ce qui n'est pas défendu par la Loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

Art. 6.

La Loi est l'expression de la volonté générale. Tous les Citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs Représentants, à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les Citoyens étant égaux à ses yeux sont également admissibles

라서 공적인 고위직, 지위, 직무에 동등하게 임명될 수 있다.

제7조

누구든지 법률이 정한 경우와 법률이 규정한 방식에 의하지 아니하고는 소추, 체포 또는 구금될 수 없다. 자의적인 명령을 청하거나, 발하거나, 집행하거나 또는 집행하게 하는 자는 모두 처벌받아야 한다. 다만 법률에 의해서 소환 또는 소추된 모든 시민은 누구나 지체 없이 복종하여야 하고, 이에 저항하는 것은 유죄가 된다.

제8조

법률은 완전히 그리고 명백히 필요한 형벌만을 규정하여야 하며, 어느 누구도 범죄행위 이전에 제정 및 공포되고, 합법적으로 적용된 법률에 의하지 아니하고는 처벌받지 않는다.

제9조

누구든지 유죄로 선고되기 전까지는 무죄로 추정되기 때문에, 체포하는 것이 불가피하다고 판단된 경우라도 그 신병을 확보하기 위하여 필요하지 않은 모든 가혹행위는 법률에 의해서 엄중하게 억제되어야 한다.

제10조

누구든지 자신의 견해의 표시로 인하여 법률에 의해 정해진 공공질서가 파괴되지 않는다면, 그의 견해, 심지어 종교적인 견해, 때문에 불이익을 받지 않아야만 한다.

à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

Art. 7.

Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la Loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la Loi doit obéir à l'instant: il se rend coupable par la résistance.

Art. 8.

La Loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une Loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

Art. 9.

Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

Art. 10.

Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi.

제11조

사상 및 견해의 자유로운 통신은 인간의 가장 귀중한 권리 중의 하나이다. 그러므로 모든 시민은 자유롭게 말하고, 저작하고, 출판할 수 있다. 단, 모든 시민은 법률에 규정된 경우에만 이러한 자유의 남용에 대하여 책임을 진다.

제12조

인간 및 시민의 권리를 보장하기 위하여 경찰력이 필요하다. 따라서 이 경찰력은 경찰력을 위임받은 사람의 특별한 이익을 위한 것이 아니라, 만인의 이익을 위하여 창설된다.

제13조

경찰력의 유지와 행정지출을 위하여 공공의 조세가 필요하다. 조세는 모든 시민에게 그 능력에 따라 평등하게 부과되어야 한다.

제14조

모든 시민은 그 자신 또는 그의 대표자에 의해서 공공조세의 필요성을 확인하고, 그것을 자유로이 승인하고, 그 용도를 감시하고, 그 할당액·부과기준·징수기간을 결정하는 권리를 갖고 있다.

제15조

사회는 모든 공무원에게 책임을 물을 수 있는 권리를 갖는다.

Art. 11.

La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme: tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi.

Art. 12.

La garantie des droits de l'Homme et du Citoyen nécessite une force publique: cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.

Art. 13.

Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable: elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

Art. 14.

Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Art. 15.

La Société a le droit de demander compte à tout Agent public de son administration.

제16조

권리보장이 확보되어 있지 않고, 권력분립이 규정되어 있지 아니한 모든 사회는 헌법을 가진 것이라고 할 수 없다.

제17조

신성불가침의 권리인 재산은, 합법적으로 확인된 공공필요에 근거하여 명백히 요구된다고 판단되는 경우가 아닌 이상, 그리고 사전에 정당한 보상을 정하고 있지 않은 이상, 어느 누구도 박탈당하지 않는다.

Art. 16.

Toute Société dans laquelle la garantie des Droits n'est pas assurée, ni la séparation des Pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution.

Art. 17.

La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

03

1946년 헌법전문

1. 인간을 노예로 만들고, 품격을 떨어뜨리고자 했던 체제에 대해 자유로운 인민들이 승리를 쟁취한 다음날 프랑스 인민은 인종, 종교, 믿음의 구별 없이 모든 인간은 양도할 수 없고 성스러운 권리를 가진다는 점을 새로이 선언한다. 프랑스 인민은 1789년의 권리선언과 공화국 법률에 의해 인정된 기본적 원칙에 의해 규정된 인간과 시민의 권리와 자유를 엄숙히 재천명한다.
2. 뿐만 아니라, 프랑스 인민은 우리 시대에 특히 필요한 다음과 같은 정치적·경제적·사회적 원칙을 선언한다:
3. 법률은 모든 영역에 있어서 여성에게 남성과 동등한 권리를 보장한다.
4. 자유를 옹호하는 자신의 행동 때문에 박해받는 모든 인간은 프랑스 영토에서 망명권을 가진다.
5. 모든 개개인은 근로의 의무와 일자리를 얻을 권리를 가진다. 어느 누구도 그 자신의 직업과 일자리에서 출신, 견해, 믿음을 이유로 피해를 입지 않는다.

1. Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.
2. Il proclame, en outre, comme particulièrement nécessaires à notre temps, les principes politiques, économiques et sociaux ci-après:
3. La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme.
4. Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République.
5. Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances.

6. 모든 인간은 노동조합활동을 통해 자신의 권리와 이익을 보호하고, 자신의 선택에 따라 노동조합에 가입할 수 있다.
7. 파업권은 파업권을 규정하는 법률의 범주에서 행사될 수 있다.
8. 모든 노동자는 자신의 대표를 통하여 근로조건의 집단적 결정과 기업운영에 참여한다.
9. 그 이용이 국가적 공역무 또는 사실상의 독점적 성격을 가지거나, 가지게 된 모든 재화, 모든 기업은 공동체의 소유가 되어야 한다.
10. 국가는 개인과 가족에게 그들의 발전에 필요한 조건을 보장한다.
11. 국가는 모든 사람들 특히, 아이, 어머니, 고령노동자에게 건강보호, 물질적 안전, 휴식과 여가를 보장한다. 나이, 신체적 또는 정신적 상태, 경제적 상황을 이유로 일을 할 수 없는 모든 인간은 공동체로부터 생존에 충분한 수단을 얻을 권리를 가진다.
12. 국가는 국가적 재난으로부터 기인하는 책임 앞에 모든 프랑스인의 연대와 평등을 선언한다.

6. Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix.
7. Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent.
8. Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises.
9. Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité.
10. La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement.
11. Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.
12. La Nation proclame la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges qui résultent des calamités nationales.

13. 국가는 교육, 직업교육과 문화에 대한 아이와 어른의 평등한 접근을 보장한다. 모든 단계의 무상 및 종교적 중립적인 공교육 조직은 국가의 의무이다.

14. 전통에 충실한 프랑스 공화국은 국제공법의 규칙에 따른다. 프랑스 공화국은 정복을 위한 전쟁을 하지 않으며, 결코 인민의 자유에 반대하여 그 힘을 사용하지 않는다.

15. 상호성의 유보하에, 프랑스는 평화의 구성과 방어에 필요한 주권의 제한에 동의한다.

16. 프랑스는 해외영토의 인민과 함께 인종과 종교의 구별 없는 권리와 의무의 평등에 근거한 연맹을 형성한다.

17. 프랑스 연맹은 각각의 문화를 발전시키고, 행복을 증진시키며, 안전을 보장하기 위해 자원과 노력을 공유하거나, 조직하는 국민과 인민으로 구성된다.

18. 전통적인 임무에 충실한 프랑스는 자신이 책임을 지는 인민들을 스스로 통치하고, 민주적으로 자신의 일을 관리하는 자유로 이끌기를 원한다. 독재에 근거한 일체의 식민지 시스템을 배제하면서, 프랑스는 모두에게 공적인 직무에 대한 평등한 접근과 위에서 선언되고 확인된 권리와 자유의 개인적 또는 집단적 행사를 보장한다.

13. La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'Etat.
14. La République française, fidèle à ses traditions, se conforme aux règles du droit public international. Elle n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.
15. Sous réserve de réciprocité, la France consent aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix.
16. La France forme avec les peuples d'outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion.
17. L'Union française est composée de nations et de peuples qui mettent en commun ou coordonnent leurs ressources et leurs efforts pour développer leurs civilisations respectives, accroître leur bien-être et assurer leur sécurité.
18. Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires; écartant tout système de colonisation fondé sur l'arbitraire, elle garantit à tous l'égal accès aux fonctions publiques et l'exercice individuel ou collectif des droits et libertés proclamés ou confirmés ci-dessus.

1. 프랑스 인민은,
자원과 자연적 균형이 인류의 출현을 결정하였다는 점을 고려하여,

인류의 미래와 생활은 인류의 자연 환경과 분리할 수 없다는 점을 고려하여,

환경은 인류의 공통의 유산이라는 점을 고려하여,

인간이 생명의 조건 및 생명 고유의 발전에 증대하는 영향력을 행사한다는 점을 고려하여,

생물적 다양성, 인간의 성숙과 인간사회의 발전은 여러 가지의 소비와 생산의 방식과 천연자원의 과도한 이용에 의해 영향을 받는다는 점을 고려하여,

환경의 보존은 국가의 다른 기본적 이익과 동일한 자격으로 추구되어야 한다는 점을 고려하여,

1. Le peuple français,

Considérant:

Que les ressources et les équilibres naturels ont conditionné l'émergence de l'humanité;

Que l'avenir et l'existence même de l'humanité sont indissociables de son milieu naturel;

Que l'environnement est le patrimoine commun des êtres humains;

Que l'homme exerce une influence croissante sur les conditions de la vie et sur sa propre évolution;

Que la diversité biologique, l'épanouissement de la personne et le progrès des sociétés humaines sont affectés par certains modes de consommation ou de production et par l'exploitation excessive des ressources naturelles;

Que la préservation de l'environnement doit être recherchée au même titre que les autres intérêts fondamentaux de la Nation;

지속가능한 발전을 보장하기 위하여, 현재의 수요에 상응하기 위한 선택은 그 자신의 수요를 만족시키기 위한 미래 세대와 다른 사람들의 능력을 위태롭게 해서는 안 된다는 점을 고려하여,

아래와 같이 선언한다.

제1조

각자는 건강을 존중하고, 균형잡힌 환경에서 생활할 권리를 가진다.

제2조

모든 사람은 환경을 보존하고, 개선하는 데 참여할 의무를 가진다.

제3조

모든 사람은 법률에 의해 정해진 조건에 따라 환경에 가해질 수 있는 피해를 예방하거나, 그렇지 않으면, 환경침해로부터 발생하는 결과를 제한해야 한다.

제4조

모든 사람은 법률에 의해 정해진 조건에 따라 환경에 야기한 손해를 회복하는데 기여해야 한다.

제5조

비록 과학적 지식의 상태에서 불확실하다 하더라도 손해의 발생이 심각하거나 회복할 수 없는 정도로 환경에 영향을 끼치는 경우, 손해발생을 대비하기 위하여 공권력은 사전 예방의 원칙을 적용하여 그 해당영역에서 위험의 평가절차

Qu'afin d'assurer un développement durable, les choix destinés à répondre aux besoins du présent ne doivent pas compromettre la capacité des générations futures et des autres peuples à satisfaire leurs propres besoins,

PROCLAME:

Article 1er.

Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.

Article 2.

Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement.

Article 3.

Toute personne doit, dans les conditions définies par la loi, prévenir les atteintes qu'elle est susceptible de porter à l'environnement ou, à défaut, en limiter les conséquences.

Article 4.

Toute personne doit contribuer à la réparation des dommages qu'elle cause à l'environnement, dans les conditions définies par la loi.

Article 5.

Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par application du principe de précaution

의 실시와 임시적이고 비례적인 조치를 채택하는 것을 유의해야 한다.

제6조

공공정책은 지속가능한 발전을 촉진해야 한다. 이를 위하여 공공정책은 환경의 보호와 이용, 경제적 발전과 사회의 진보를 조화시켜야 한다.

제7조

모든 사람은 법률에 의해 정해진 조건과 제한에 따라 공권력이 보유하는 환경에 관한 정보에 접근하고, 환경에 영향을 미치는 공적 결정의 구상에 참여할 권리를 가진다.

제8조

환경에 대한 교육과 연수는 본 헌장에 의해 규정된 권리와 의무의 행사에 기여하여야 한다.

제9조

연구와 혁신은 환경의 보존과 이용에 협력하여야 한다.

제10조

본 헌장은 프랑스의 유럽연합활동과 국제활동을 고취한다.

et dans leurs domaines d'attributions, à la mise en oeuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage.

Article 6.

Les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. A cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social.

Article 7.

Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement.

Article 8.

L'éducation et la formation à l'environnement doivent contribuer à l'exercice des droits et devoirs définis par la présente Charte.

Article 9.

La recherche et l'innovation doivent apporter leur concours à la préservation et à la mise en valeur de l'environnement.

Article 10.

La présente Charte inspire l'action européenne et internationale de la France.

05

**헌법재판소에 대한 조직법률을
규정하는 1958년 11월 7일의
법률명령(n° 58-1067)**

제1편 헌법재판소의 조직

제2편 헌법재판소의 기능

제1장 공통규정

제2장 위헌법률심사

제2-1장 사후적 위헌법률심사

제1절 국사원과 파기원에 속하는 법원에 적용되는 규정

제2절 국사원과 파기원에 적용되는 규정

제3절 헌법재판소에 적용되는 규정

제3장 법률적 형태의 법률규정에 대한 심사

제3-2장 정부제출법률안의 제출조건의 심사

제4장 불수리목적의 심사

제5장 대통령의 선거분야에서의 헌법재판소의 권한행사

제6장 하원의원과 상원의원 선거소송

제6-2장 헌법 제11조 제3항의 적용에 따라 제출된 의원

발의법률안에 대한 검토

제7장 국민투표실시의 감독과 그 결과의 선포

제8장 비상사태에서의 헌법재판소의 자문

제3편 기타 및 임시조항

05

Ordonnance n° 58-1067 du 7
novembre 1958 portant loi organique
sur le Conseil constitutionnel

Titre Ier: Organisation du Conseil constitutionnel

Titre II: Fonctionnement du Conseil constitutionnel

Chapitre Ier: Dispositions communes

Chapitre II: Des déclarations de conformité à la Constitution.

Chapitre II bis: De la question prioritaire de constitutionnalité

Section 1: Dispositions applicables devant les juridictions
relevant du Conseil d'Etat ou de la Cour de
cassation

Section 2: Dispositions applicables devant le Conseil d'Etat
et la Cour de cassation 156

Section 3: Dispositions applicables devant le Conseil
constitutionnel

Chapitre III: De l'examen des textes de forme législative

Chapitre III bis: De l'examen des conditions de présentation
des projets de loi

Chapitre IV: De l'examen des fins de non-recevoir

Chapitre V: De l'exercice des attributions du Conseil constitutionnel
en matière d'élection à la Présidence de la République

Chapitre VI: Du contentieux de l'élection des députés et
des sénateurs

Chapitre VI bis: De l'examen d'une proposition de loi déposée
en application du troisième alinéa de l'article 11
de la Constitution

Chapitre VII: De la surveillance des opérations de référendum
et de la proclamation des résultats

Chapitre VIII: De la consultation du Conseil constitutionnel
dans des circonstances exceptionnelles.

Titre III: Dispositions diverses et dispositions transitoires



제1편 헌법재판소의 조직

제1조

- (1) 헌법재판소 재판관은 당연직 재판관을 제외하고는 대통령, 하원의장 및 상원의장의 결정에 따라 임명된다.
- (2) 헌법재판소장은 대통령의 결정에 따라 임명된다. 헌법재판소장은 임명직 재판관 또는 당연직 재판관 중에 선택된다.
- (3) 위의 결정은 공화국 관보에 공포된다.

제2조

최초의 헌법재판소는 3년 임기의 3인, 6년 임기의 3인, 9년 임기의 3인의 재판관으로 구성된다. 대통령, 하원의장, 상원의장은 위의 분류에서 각각 1인의 재판관을 지명한다.

제3조

- (1) 헌법재판소 재판관으로 임명된 재판관은 그 직무를 수행하기 전에 대통령 앞에 선서한다.
- (2) 헌법재판소 재판관은 올바르고, 충실하게 자신의 직무를 수행하며, 헌법을 준수하면서 공정하게 자신의 직무를 행사하며, 평의와 표결에 있어서의 비밀을 준수하며, 어떠한 공식적 입장도 취하지 않으며, 헌법재판소



Titre Ier: Organisation du Conseil constitutionnel

Article 1

- (1) Les membres du Conseil constitutionnel, autres que les membres de droit, sont nommés par des décisions du Président de la République, du président de l'Assemblée nationale et du président du Sénat.
- (2) Le président du Conseil constitutionnel est nommé par décision du Président de la République. Il est choisi parmi les membres du conseil, nommés ou de droit.
- (3) Les décisions ci-dessus sont publiées au Journal officiel.

Article 2

Le premier Conseil constitutionnel comprend trois membres désignés pour trois ans, trois membres désignés pour six ans et trois membres désignés pour neuf ans. Le Président de la République, le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat désignent chacun un membre de chaque série.

Article 3

- (1) Avant d'entrer en fonction, les membres nommés du Conseil constitutionnel prêtent serment devant le Président de la République.
- (2) Ils jurent de bien et fidèlement remplir leurs fonctions, de les exercer en toute impartialité dans le respect de la Constitution et de garder le secret des délibérations et des votes et de ne prendre aucune position publique,

의 권한에 속하는 문제에 대해서 어떠한 자문도 하지 않을 것을 맹세한다.¹⁾

(3) 선서는 문서화된다.

제4조

(1) 헌법재판소 재판관의 직무는 정부 또는 경제·사회·환경위원회의 구성원의 직무 그리고 권리 수호자의 직무와 겸직할 수 없다. 또한, 헌법재판소 재판관의 직무는 모든 선거직의 직무와도 겸직할 수 없다.

(2) 헌법재판소 재판관으로 임명된 정부 또는 경제·사회·환경위원회의 구성원, 권리 수호자 또는 선거직 임용자는 자신의 임명이 공포된 후 8일 내에 명시적인 반대의사를 표명하지 않은 경우 헌법재판소 재판관을 선택한 것으로 간주된다.

(3) 헌법재판소 재판관이 정부구성원 또는 권리 수호자의 직무에 임명되거나, 경제·사회·환경위원회의 위원으로 지명되거나, 또는 선거직을 획득하는 경우에는 그 직무에 있어서 경질된다.

(4) 헌법재판소 재판관의 직무행사는 모든 공적 기능과 직업적·유급의 활동과 겸직할 수 없다.

(5) 그렇지만, 헌법재판소 재판관은 연구, 문학, 예술활동에 종사할 수 있다.

1) 자문의 금지는 1959년 2월 4일의 조직법률(n°59-223)에 의해서 도입되었다.

de ne donner aucune consultation sur les questions relevant de la compétence du Conseil.

(3) Acte est dressé de la prestation de serment.

Article 4

- (1) Les fonctions de membre du Conseil constitutionnel sont incompatibles avec celles de membre du Gouvernement ou du Conseil économique, social et environnemental, ainsi qu'avec celles de Défenseur des droits. Elles sont également incompatibles avec l'exercice de tout mandat électoral.
- (2) Les membres du Gouvernement ou du Conseil économique, social et environnemental, le Défenseur des droits ou les titulaires d'un mandat électoral nommés au Conseil constitutionnel sont réputés avoir opté pour ces dernières fonctions s'ils n'ont pas exprimé une volonté contraire dans les huit jours suivant la publication de leur nomination.
- (3) Les membres du Conseil constitutionnel nommés à des fonctions gouvernementales ou aux fonctions de Défenseur des droits, désignés comme membres du Conseil économique, social et environnemental ou qui acquièrent un mandat électoral sont remplacés dans leurs fonctions.
- (4) L'exercice des fonctions de membre du Conseil constitutionnel est incompatible avec l'exercice de toute fonction publique et de toute autre activité professionnelle ou salariée.
- (5) Les membres du Conseil constitutionnel peuvent toutefois se livrer à des travaux scientifiques, littéraires ou artistiques.

- (6) 헌법재판소 재판관의 직무는 변호사로서의 직업활동과 겸직할 수 없다.

제5조

헌법재판소 재판관은 임기 중에 어떠한 공직에도 임명될 수 없으며, 공무원인 경우에 어떠한 발탁에 의한 승진도 할 수 없다.

제6조

헌법재판소 재판관과 헌법재판소장은 각각 등급 외로 분류된 두 부류의 국가고위직에 상응하는 급여와 수당을 받는다.

제7조

헌법재판소의 제안에 대해 국무회의에서 내려진 데크레는 헌법재판소의 독립성과 존엄을 보장하기 위하여 헌법재판소 재판관에 부과하는 의무를 규정한다. 특히 이와 같은 의무들은 헌법재판소 재판관들이 그 직무를 수행하는 기간 동안에 헌법재판소의 결정의 대상이 되거나, 될 수 있는 문제에 대해 어떠한 공적인 입장을 취하는 것 또는 이와 같은 문제에 대하여 상담하는 것에 대한 금지를 포함하여야 한다.

제8조

헌법재판소 재판관의 직무가 종료되기 최소 8일 전에 후임 헌법재판소 재판관으로 교체된다.

- (6) Les fonctions de membre du Conseil constitutionnel sont incompatibles avec l'exercice de la profession d'avocat.

Article 5

Pendant la durée de leurs fonctions, les membres du Conseil constitutionnel ne peuvent être nommés à aucun emploi public ni, s'ils sont fonctionnaires publics, recevoir une promotion au choix.

Article 6

Le président et les membres du Conseil constitutionnel reçoivent respectivement une indemnité égale aux traitements afférents aux deux catégories supérieures des emplois de l'Etat classés hors échelle.

Article 7

Un décret pris en conseil des ministres sur proposition du Conseil constitutionnel, définit les obligations imposées aux membres du Conseil, afin de garantir l'indépendance et la dignité de leurs fonctions. Ces obligations doivent notamment comprendre l'interdiction pour les membres du Conseil constitutionnel, pendant la durée de leurs fonctions, de prendre aucune position publique sur les questions ayant fait, ou susceptibles de faire l'objet de décisions de la part du Conseil, ou de consulter sur les mêmes questions.

Article 8

Il est pourvu au remplacement des membres du Conseil huit jours au moins avant l'expiration de leurs fonctions.

제9조

헌법재판소 재판관은 헌법재판소에 보내는 문서를 통하여 사임할 수 있다. 새로운 헌법재판소 재판관의 임명은 늦어도 헌법재판소 재판관이 사임한 달에 이루어진다. 헌법재판소 재판관의 사임은 후임 재판관의 임명으로부터 그 효력이 발생한다.

제10조

- (1) 헌법재판소는 필요한 경우 헌법재판소 재판관이 그 지위와 양립불가능한 활동을 수행하거나, 양립불가능한 직무나 선거직을 수락하는 경우 또는 시민적 권리나 정치적 권리를 향유하지 못할 경우에 직권으로 헌법재판소 재판관의 사임을 확인한다.
- (2) 위의 경우 8일 내에 새로운 헌법재판소 재판관이 선임된다.

제11조

제10조에서 규정된 사항은 영구적인 신체적 불능 때문에 최종적으로 자신의 직무를 행사할 수 없는 헌법재판소 재판관의 경우에 적용된다.

제12조

원래 임기가 종료되기 전에 퇴직하는 재판관의 후임재판관은 전임재판관의 잔여임기 동안 직무를 수행한다. 그리고 이와 같은 임기가 종료될 때 3년 미만의 기간 동안 전임재판관의 임기를 계승한 경우에는 후임재판관은 헌법재판소 재판관으로 임명될 수 있다.

Article 9

Un membre du Conseil constitutionnel peut démissionner par une lettre adressée au Conseil. La nomination du remplaçant intervient au plus tard dans le mois de la démission. Celle-ci prend effet de la nomination du remplaçant.

Article 10

- (1) Le Conseil constitutionnel constate, le cas échéant, la démission d'office de celui de ses membres qui aurait exercé une activité ou accepté une fonction ou un mandat électif incompatible avec sa qualité de membre du Conseil ou qui n'aurait pas la jouissance des droits civils et politiques.
- (2) Il est alors pourvu au remplacement dans la huitaine.

Article 11

Les règles posées à l'article 10 ci-dessus sont applicables aux membres du Conseil constitutionnel qu'une incapacité physique permanente empêche définitivement d'exercer leurs fonctions.

Article 12

Les membres du Conseil constitutionnel désignés en remplacement de ceux dont les fonctions ont pris fin avant leur terme normal achèvent le mandat de ceux qu'ils remplacent. A l'expiration de ce mandat, ils peuvent être nommés comme membre du Conseil constitutionnel s'ils ont occupé ces fonctions de remplacement pendant moins de trois ans.



제2편 헌법재판소의 기능

제1장 공통규정

제13조

헌법재판소는 헌법재판소장 또는 헌법재판소장이 장애가 있는 경우 최연장자의 소집에 의해 회의가 개최된다.

제14조

헌법재판소의 결정과 견해는 의사록에서 정식으로 확인된 불가항력의 경우를 제외하고 최소 7인의 재판관에 의해 내려진다.

제15조

헌법재판소의 제안에 따라 국무회의에서 내려진 데크레는 헌법재판소 사무처의 조직에 관한 사항을 정한다.

제16조

헌법재판소의 기능에 필요한 예산은 일반예산에 등록된다. 헌법재판소장은 지출을 명령한다.

제2장 위헌법률심사

제17조

(1) 의회에서 채택된 조직법률은 수상에 의해 헌법재판소로 이송된다. 이송문서는 필요한 경우 긴급사항임을 나



Titre II: Fonctionnement du Conseil constitutionnel

Chapitre Ier: Dispositions communes

Article 13

Le Conseil constitutionnel se réunit sur la convocation de son président ou en cas d'empêchement de celui-ci sur la convocation du plus âgé de ses membres.

Article 14

Les décisions et les avis du Conseil constitutionnel sont rendus par sept conseillers au moins, sauf cas de force majeure dûment constatée au procès-verbal.

Article 15

Un décret pris en conseil des ministres sur proposition du Conseil constitutionnel, détermine l'organisation du secrétariat général.

Article 16

Les crédits nécessaires au fonctionnement du Conseil constitutionnel sont inscrits au budget général. Le président est ordonnateur des dépenses.

Chapitre II: Des déclarations de conformité à la Constitution.

Article 17

(1) Les lois organiques adoptées par le Parlement sont transmises au Conseil constitutionnel par le premier

타낸다.

- (2) 상원과 하원의 규칙 또는 동규칙의 개정사항은 상원의장 또는 하원의장에 의해 헌법재판소로 이송된다.

제18조

- (1) 의회의 발의로 어떤 법률이 헌법재판소에 이송될 경우 헌법재판소는 최소 60명의 하원의원 또는 60명의 상원 의원의 전체 서명이 포함된 하나 또는 여러 개의 문서를 통해 제소받는다.
- (2) 헌법 제54조 또는 제61조(제2항)에 따라 제소받은 헌법재판소는 즉시 대통령, 수상, 하원의장, 상원의원에게 통고한다. 하원의장과 상원의장은 이에 대해 상원의원들과 하원의원들에게 알린다.

제19조

헌법에 합치한다는 판단은 헌법 제61조 제3항에 의해 정해진 기간 내에 헌법재판소 재판관의 보고서를 토대로 행해진다.

제20조

헌법재판소의 선고는 이유가 부기된다. 헌법재판소의 결정은 공화국 관보에 공포된다.

제21조

어떤 법률규정이 헌법에 반하지 않는다는 점을 확인하는 헌법재판소의 선고의 공포는 공포기간의 정지를 종료시킨다.

ministre. La lettre de transmission indique, le cas échéant, qu'il y a urgence.

- (2) Les règlements et les modifications aux règlements adoptés par l'une ou l'autre assemblée sont transmis au Conseil constitutionnel par le président de l'assemblée.

Article 18

- (1) Lorsqu'une loi est déférée au Conseil constitutionnel à l'initiative de parlementaires, le Conseil est saisi par une ou plusieurs lettres comportant au total les signatures d'au moins soixante députés ou soixante sénateurs.
- (2) Le Conseil constitutionnel, saisi conformément aux articles 54 ou 61 (alinéa 2) de la Constitution, avise immédiatement le Président de la République, le Premier ministre et les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat. Ces derniers en informent les membres des assemblées.

Article 19

L'appréciation de la conformité à la Constitution est faite sur le rapport d'un membre du Conseil dans les délais fixés par le troisième alinéa de l'article 61 de la Constitution.

Article 20

La déclaration du Conseil constitutionnel est motivée. Elle est publiée au Journal officiel.

Article 21

La publication d'une déclaration du Conseil constitutionnel constatant qu'une disposition n'est pas contraire à la Constitution met fin à la suspension du délai de promulgation.

제22조

헌법재판소가 제소받은 법률이 헌법에 반하는 규정을 포함하며, 해당 법률 전체와 분리될 수 없다고 선고하는 경우 해당 법률은 공포될 수 없다.

제23조

- (1) 헌법재판소가 제소받은 법률이 헌법에 반하는 법률규정이 포함되어 있지만, 동시에 해당 법률 전체와 분리될 수 없다는 점을 확인하지 않은 경우에는 대통령은 상원과 하원에 새로운 독회를 요청하지 않고 헌법에 반하는 법률규정을 제외하고 해당 법률을 공포할 수 있다.
- (2) 헌법재판소가 자신에게 이송된 의회규칙이 헌법에 반하는 규정이 포함되어 있다고 선언하는 경우 이를 가결한 상원 또는 하원은 헌법에 반하는 규정을 적용할 수 없다.

제2-1장 사후적 위헌법률심사

제1절 국사원과 파기원에 속하는 법원에 적용되는 규정

제23-1조

- (1) 법률적 규정이 헌법이 보장하는 권리와 자유에 대한 침해를 하였다는 신청이유는 국사원 또는 파기원에 속하는 법원 앞에 명확하고, 이유가 부기된 서면으로 제출되어야 하며, 그렇지 않을 경우 접수되지 않는다. 이와 같은 신청이유는 상소법원에 처음 제출될 수 있다. 이

Article 22

Dans le cas où le Conseil constitutionnel déclare que la loi dont il est saisi contient une disposition contraire à la Constitution et inséparable de l'ensemble de cette loi, celle-ci ne peut être promulguée.

Article 23

- (1) Dans le cas où le Conseil constitutionnel déclare que la loi dont il est saisi contient une disposition contraire à la Constitution sans constater en même temps qu'elle est inséparable de l'ensemble de cette loi, le Président de la République peut soit promulguer la loi à l'exception de cette disposition, soit demander aux chambres une nouvelle lecture.
- (2) Dans le cas où le Conseil constitutionnel déclare que le règlement parlementaire qui lui a été transmis contient une disposition contraire à la Constitution, cette disposition ne peut être mise en application par l'assemblée qui l'a votée.

Chapitre II bis: De la question prioritaire de constitutionnalité

Section 1: Dispositions applicables devant les juridictions relevant du Conseil d'Etat ou de la Cour de cassation

Article 23-1

- (1) Devant les juridictions relevant du Conseil d'Etat ou de la Cour de cassation, le moyen tiré de ce qu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés garantis par la Constitution est, à peine d'irrecevabilité, présenté dans un écrit distinct et motivé. Un tel moyen

와 같은 신청이유는 직권으로 제출될 수는 없다.

- (2) 파기원에 속하는 법원 앞에 검찰이 소송에서 당사자가 아닐 때, 검찰이 자신의 견해를 나타낼 수 있도록 사건은 검찰에게 신청이유가 제기되자마자 통보된다.
- (3) 신청이유가 형사소송 중에 제출되는 경우 제2심 소송법원이 신청이유를 제소받는다.
- (4) 신청이유는 중죄법원에는 제출될 수 없다. 제1심 중죄법원에 의해 내려진 결정에 대한 상소를 하는 경우 상소문에 부가하는 문서로 제기될 수 있다. 이 문서는 즉시 파기원으로 이송되어야 한다.

제23-2조

- (1) 법원은 국사원 또는 파기원으로 사후적 위헌법률심판 사건을 이송하는 것에 대해 지체없이 이유가 부가된 결정을 내린다. 법원은 다음과 같은 조건이 충족되는 경우 이송결정을 내린다:

1° 다투어지는 법률규정이 소송에 적용되거나, 소추의 기초를 구성하고;

2° 다투어지는 법률규정이 사정변경의 경우를 제외하고 이미 헌법재판소 결정의 판결이유와 주문에서 헌법에 합치된다고 선언되지 않았고;

3° 당해 사건이 진지한 성격이 결여되지 않아야 한다.

- (2) 어쨌든 법원은 법률적 규정이 한편으로는 헌법이 보장하는 권리와 자유에, 다른 한편으로는 프랑스의 국제협정에 부합하는지를 다투는 신청이유가 제소된 경우 우

peut être soulevé pour la première fois en cause d'appel.
Il ne peut être relevé d'office.

- (2) Devant une juridiction relevant de la Cour de cassation, lorsque le ministère public n'est pas partie à l'instance, l'affaire lui est communiquée dès que le moyen est soulevé afin qu'il puisse faire connaître son avis.
- (3) Si le moyen est soulevé au cours de l'instruction pénale, la juridiction d'instruction du second degré en est saisie.
- (4) Le moyen ne peut être soulevé devant la cour d'assises. En cas d'appel d'un arrêt rendu par la cour d'assises en premier ressort, il peut être soulevé dans un écrit accompagnant la déclaration d'appel. Cet écrit est immédiatement transmis à la Cour de cassation.

Article 23-2

- (1) La juridiction statue sans délai par une décision motivée sur la transmission de la question prioritaire de constitutionnalité au Conseil d'Etat ou à la Cour de cassation. Il est procédé à cette transmission si les conditions suivantes sont remplies:
 - 1° La disposition contestée est applicable au litige ou à la procédure, ou constitue le fondement des poursuites;
 - 2° Elle n'a pas déjà été déclarée conforme à la Constitution dans les motifs et le dispositif d'une décision du Conseil constitutionnel, sauf changement des circonstances;
 - 3° La question n'est pas dépourvue de caractère sérieux.
- (2) En tout état de cause, la juridiction doit, lorsqu'elle est saisie de moyens contestant la conformité d'une disposition législative, d'une part, aux droits et libertés garantis par

선적으로 국사원과 파기원으로 합헌성의 문제를 이송하는 결정을 하여야 한다.

- (3) 당해 사건의 이송결정은 8일 내에 판결문에 의견서 또는 당사자의 청구서가 부가되어 국사원과 파기원에 송부된다. 당해 사건의 이송결정에 대해서는 소송이 불가능하다. 당해사건의 이송의 거부결정은 소송의 전부 또는 부분에 관한 결정에 대한 소송의 경우에만 다투어질 수 있다.

제23-3조

- (1) 당해 사건이 이송된 경우 법원은 국사원과 파기원의 결정을 받을 때까지 또는 헌법재판소에 제소된 경우 헌법재판소의 결정을 받을 때까지 선고를 유예한다. 예심법원은 중단되지 않으며, 법원은 필요한 임시적 또는 보존적 조치를 취할 수 있다.
- (2) 그렇지만, 소송 때문에 개인의 자유가 박탈되는 경우나 소송이 자유를 박탈하는 조치를 종료하는 것을 목적으로 하는 경우에는 법원은 선고를 유예하지 않는다.
- (3) 뿐만 아니라, 법원은 법률 또는 규칙이 법원이 정해진 기간 내에 또는 긴급히 결정을 내릴 것을 규정하는 경우에는 사후적 위헌법률심판사건에 관한 결정을 기다리지 않고 선고를 할 수 있다. 제1심 법원이 기다리지 않고 결정을 내리고, 그 결정에 대한 상소가 제기된 경우 상소법원은 선고를 유예한다. 그렇지만, 상소법원 자신이 정해진 기간 내에 또는 긴급히 결정을 내려야

la Constitution et, d'autre part, aux engagements internationaux de la France, se prononcer par priorité sur la transmission de la question de constitutionnalité au Conseil d'Etat ou à la Cour de cassation.

- (3) La décision de transmettre la question est adressée au Conseil d'Etat ou à la Cour de cassation dans les huit jours de son prononcé avec les mémoires ou les conclusions des parties. Elle n'est susceptible d'aucun recours. Le refus de transmettre la question ne peut être contesté qu'à l'occasion d'un recours contre la décision réglant tout ou partie du litige.

Article 23-3

- (1) Lorsque la question est transmise, la juridiction sursoit à statuer jusqu'à réception de la décision du Conseil d'Etat ou de la Cour de cassation ou, s'il a été saisi, du Conseil constitutionnel. Le cours de l'instruction n'est pas suspendu et la juridiction peut prendre les mesures provisoires ou conservatoires nécessaires.
- (2) Toutefois, il n'est sursis à statuer ni lorsqu'une personne est privée de liberté à raison de l'instance ni lorsque l'instance a pour objet de mettre fin à une mesure privative de liberté.
- (3) La juridiction peut également statuer sans attendre la décision relative à la question prioritaire de constitutionnalité si la loi ou le règlement prévoit qu'elle statue dans un délai déterminé ou en urgence. Si la juridiction de première instance statue sans attendre et s'il est formé appel de sa décision, la juridiction d'appel sursoit à statuer. Elle peut toutefois ne pas surseoir si elle est

하는 경우에는 상소법원은 선고를 유예할 수 없다.

- (4) 게다가, 선거유예가 당사자의 권리에 대해 회복불가능하거나 명백히 과도한 결과를 초래할 위험이 있는 경우, 당해 사건을 이송하는 것을 결정하는 법원은 즉시 결정되어야 할 문제에 대해서는 선고를 할 수 있다.
- (5) 본안판사가 국사원 또는 파기원의 결정 또는 헌법재판소에 제소된 경우에 헌법재판소의 결정을 기다리지 않고 선고하였음에 반해 파기상고가 된 경우에 사후적 위헌법률심판사건에 대한 결정이 내려지지 않은 동안 상고에 대한 모든 결정은 유예된다. 그렇지만 이해관계인이 소송으로 인해 자유가 박탈되거나, 법률이 파기원이 정해진 기간 내에 결정을 내리도록 규정하는 경우에는 결정은 유예되지 않는다.

제2절 국사원과 파기원에 적용되는 규정

제23-4조

제23-2조와 제23-1조의 마지막 항에 규정된 이송접수부터 3달 내에 국사원 또는 파기원은 헌법재판소로 사후적 위헌법률심판사건을 이송할지에 대한 판결을 한다. 제23-2조 1°과 2°에서 규정된 조건이 충족되고, 당해 사건이 새로운 문제이거나, 진지성을 가지는 경우 헌법재판소로 당해 사건을 이송한다.

elle-même tenue de se prononcer dans un délai déterminé ou en urgence.

- (4) En outre, lorsque le sursis à statuer risquerait d'entraîner des conséquences irrémédiables ou manifestement excessives pour les droits d'une partie, la juridiction qui décide de transmettre la question peut statuer sur les points qui doivent être immédiatement tranchés.
- (5) Si un pourvoi en cassation a été introduit alors que les juges du fond se sont prononcés sans attendre la décision du Conseil d'Etat ou de la Cour de cassation ou, s'il a été saisi, celle du Conseil constitutionnel, il est sursis à toute décision sur le pourvoi tant qu'il n'a pas été statué sur la question prioritaire de constitutionnalité. Il en va autrement quand l'intéressé est privé de liberté à raison de l'instance et que la loi prévoit que la Cour de cassation statue dans un délai déterminé.

Section 2: Dispositions applicables devant le Conseil d'Etat et la Cour de cassation

Article 23-4

Dans un délai de trois mois à compter de la réception de la transmission prévue à l'article 23-2 ou au dernier alinéa de l'article 23-1, le Conseil d'Etat ou la Cour de cassation se prononce sur le renvoi de la question prioritaire de constitutionnalité au Conseil constitutionnel. Il est procédé à ce renvoi dès lors que les conditions prévues aux 1° et 2° de l'article 23-2 sont remplies et que la question est nouvelle ou présente un caractère sérieux.

제23-5조

- (1) 법률적 규정이 헌법이 보장하는 권리와 자유를 침해하였다는 신청이유는 처음으로 상고하는 경우를 포함하여 국사원 또는 파기원에서 재판이 있는 경우에 제기될 수 있다. 신청이유는 분명하고, 이유가 부기된 의견서로 제출되어야 하며, 그렇지 않은 경우 수리되지 않는다. 신청이유는 직권으로 제기될 수 없다.
- (2) 어쨌든 국사원 또는 파기원은 한편으로는 헌법이 보장하는 권리와 자유, 다른 한편으로는 프랑스의 국제협정에 대한 법률적 규정의 합치성을 다투는 신청이유가 제기되는 경우 우선적으로 헌법재판소로 합헌성문제의 이송에 대한 판결을 한다.
- (3) 국사원 또는 파기원은 신청이유의 제출 후 3개월 내에 이에 대한 결정을 내린다. 헌법재판소는 제23-2조 1°과 2°에서 규정된 조건이 충족되고, 당해 사건이 새로운 문제이거나, 진지성을 가지는 경우 사후적 위헌법률심판사건을 제소받는다.
- (4) 헌법재판소가 사후적 위헌법률심판사건을 제소받는 경우 국사원 또는 파기원은 헌법재판소에 이에 대한 결정을 할 때까지 선고를 유예한다. 이해관계인이 소송으로 인해 자유가 박탈되거나, 법률이 파기원이 정해진 기간 내에 결정을 내리도록 규정하는 경우에는 선고는 유예되지 않는다. 국사원 또는 파기원이 긴급히 선고를 해야 할 경우에는 선고는 유예되지 않는다.

Article 23-5

- (1) Le moyen tiré de ce qu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés garantis par la Constitution peut être soulevé, y compris pour la première fois en cassation, à l'occasion d'une instance devant le Conseil d'Etat ou la Cour de cassation. Le moyen est présenté, à peine d'irrecevabilité, dans un mémoire distinct et motivé. Il ne peut être relevé d'office.
- (2) En tout état de cause, le Conseil d'Etat ou la Cour de cassation doit, lorsqu'il est saisi de moyens contestant la conformité d'une disposition législative, d'une part, aux droits et libertés garantis par la Constitution et, d'autre part, aux engagements internationaux de la France, se prononcer par priorité sur le renvoi de la question de constitutionnalité au Conseil constitutionnel.
- (3) Le Conseil d'Etat ou la Cour de cassation dispose d'un délai de trois mois à compter de la présentation du moyen pour rendre sa décision. Le Conseil constitutionnel est saisi de la question prioritaire de constitutionnalité dès lors que les conditions prévues aux 1° et 2° de l'article 23-2 sont remplies et que la question est nouvelle ou présente un caractère sérieux.
- (4) Lorsque le Conseil constitutionnel a été saisi, le Conseil d'Etat ou la Cour de cassation sursoit à statuer jusqu'à ce qu'il se soit prononcé. Il en va autrement quand l'intéressé est privé de liberté à raison de l'instance et que la loi prévoit que la Cour de cassation statue dans un délai déterminé. Si le Conseil d'Etat ou la Cour de cassation est tenu de se prononcer en urgence, il peut n'être pas sursis à statuer.

제23-6조

폐지

제23-7조

- (1) 헌법재판소에 제소하는 국사원과 파기원의 이유가 부기된 결정은 헌법재판소에 의견서와 당사자의 청구서와 함께 이송된다. 헌법재판소는 국사원 또는 파기원이 사후적 위헌법률심판사건을 헌법재판소에 제소하지 않기로 결정한 이유가 부기된 한 부의 결정문 사본을 받는다. 국사원 또는 파기원이 제23-4조와 제23-5조에서 규정된 기간 내에 헌법재판소에 사후적 위헌법률심판사건을 이송하는 문제에 대한 결정을 내리지 않는 경우 당해 사건은 헌법재판소에 이송된다.
- (2) 국사원 또는 파기원의 결정은 사후적 위헌법률심판사건을 이송한 법원에 통보되며, 8일 내에 판결문을 통해 당사자에게 통고된다.

제3절 헌법재판소에 적용되는 규정

제23-8조

- (1) 본 장의 규정의 적용에 따라 제소를 받은 헌법재판소는 즉시 대통령, 수상, 하원의장, 상원의장에게 이를 통고한다. 대통령, 수상, 하원의장, 상원의장은 헌법재판소에 자신들에게 통고된 사후적 위헌법률심판사건에 대해 자신들의 견해를 제시할 수 있다.

Article 23-6

(abrogé)

Article 23-7

- (1) La décision motivée du Conseil d'Etat ou de la Cour de cassation de saisir le Conseil constitutionnel lui est transmise avec les mémoires ou les conclusions des parties. Le Conseil constitutionnel reçoit une copie de la décision motivée par laquelle le Conseil d'Etat ou la Cour de cassation décide de ne pas le saisir d'une question prioritaire de constitutionnalité. Si le Conseil d'Etat ou la Cour de cassation ne s'est pas prononcé dans les délais prévus aux articles 23-4 et 23-5, la question est transmise au Conseil constitutionnel.
- (2) La décision du Conseil d'Etat ou de la Cour de cassation est communiquée à la juridiction qui a transmis la question prioritaire de constitutionnalité et notifiée aux parties dans les huit jours de son prononcé.

Section 3: Dispositions applicables devant le Conseil constitutionnel

Article 23-8

- (1) Le Conseil constitutionnel, saisi en application des dispositions du présent chapitre, avise immédiatement le Président de la République, le Premier ministre et les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat. Ceux-ci peuvent adresser au Conseil constitutionnel leurs observations sur la question prioritaire de constitutionnalité qui lui est soumise.

- (2) 누벨칼레도니아의 법률규정이 사후적 위헌법률심판의 대상이 된 경우 헌법재판소는 누벨칼레도니아 정부의 수반, 국회의장, 지방의회의 장들에게 통보한다.

제23-9조

헌법재판소에 사후적 위헌법률심판사건이 제소된 경우 어떤 이유의 사건의 소멸도 당해 사건에 대한 심리에 대해 영향을 미치지 않는다.

제23-10조

헌법재판소는 제소받은 후부터 3달 내에 선고를 한다. 당사자들은 자신들의 의견을 대심(對審) 형식으로 제시할 수 있다. 변론은 헌법재판소의 내부규칙에 의해 정해지는 예외적인 경우를 제외하고는 공개된다.

제23-11조

- (1) 헌법재판소의 결정은 이유가 부기된다. 헌법재판소의 결정은 당사자에게 통보되며, 국사원, 파기원, 필요한 경우 사후적 위헌법률심판사건을 제기한 당해 법원에 통고된다.
- (2) 뿐만 아니라, 헌법재판소는 자신의 결정을 대통령, 수상, 하원의장, 상원의장, 제23-8조 마지막 항에서 규정된 경우 동 조항에서 언급한 관계기관에 통고한다.

- (2) Lorsqu'une disposition d'une loi du pays de la Nouvelle-Calédonie fait l'objet de la question prioritaire de constitutionnalité, le Conseil constitutionnel avise également le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, le président du congrès et les présidents des assemblées de province.

Article 23-9

Lorsque le Conseil constitutionnel a été saisi de la question prioritaire de constitutionnalité, l'extinction, pour quelque cause que ce soit, de l'instance à l'occasion de laquelle la question a été posée est sans conséquence sur l'examen de la question.

Article 23-10

Le Conseil constitutionnel statue dans un délai de trois mois à compter de sa saisine. Les parties sont mises à même de présenter contradictoirement leurs observations. L'audience est publique, sauf dans les cas exceptionnels définis par le règlement intérieur du Conseil constitutionnel.

Article 23-11

- (1) La décision du Conseil constitutionnel est motivée. Elle est notifiée aux parties et communiquée soit au Conseil d'Etat, soit à la Cour de cassation ainsi que, le cas échéant, à la juridiction devant laquelle la question prioritaire de constitutionnalité a été soulevée.
- (2) Le Conseil constitutionnel communique également sa décision au Président de la République, au Premier ministre et aux présidents de l'Assemblée nationale et du

- (3) 헌법재판소의 결정은 공화국관보에 공고되며, 필요한 경우 누벨칼레도니아 관보에 공고된다.

제23-12조

헌법재판소가 사후적 위헌법률심판사건을 제소받은 경우 법률구조를 위해 협조를 한 사법보조인의 보수에 대한 국가의 분담금은 규칙에서 정한 방법에 따라 가산된다.

제3장 법률적 형태의 법률규정에 대한 심사

제24조

헌법 제37조 제2항에서 규정된 경우 헌법재판소는 수상에 의해 제소받는다.

제25조

헌법재판소는 1개월 내에 선고를 한다. 1개월이라는 기간은 정부가 긴급성을 선언하는 경우 8일로 단축된다.

제26조

헌법재판소는 이유가 부기된 선언을 통해 헌법재판소에 제소된 규정이 법률적 성격인지 명령적 성격인지 확인한다.

Sénat ainsi que, dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article 23-8, aux autorités qui y sont mentionnées.

- (3) La décision du Conseil constitutionnel est publiée au Journal officiel et, le cas échéant, au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie.

Article 23-12

Lorsque le Conseil constitutionnel est saisi d'une question prioritaire de constitutionnalité, la contribution de l'Etat à la rétribution des auxiliaires de justice qui prêtent leur concours au titre de l'aide juridictionnelle est majorée selon des modalités fixées par voie réglementaire.

Chapitre III: De l'examen des textes de forme législative

Article 24

Dans les cas prévus à l'article 37 (alinéa 2) de la Constitution, le Conseil constitutionnel est saisi par le premier ministre.

Article 25

Le Conseil constitutionnel se prononce dans le délai d'un mois. Ce délai est réduit à huit jours quand le Gouvernement déclare l'urgence.

Article 26

Le Conseil constitutionnel constate, par une déclaration motivée, le caractère législatif ou réglementaire des dispositions qui lui ont été soumises.

제3-2장 정부제출법률안의 제출조건의 심사

제26-1조

- (1) 헌법 제39조 제4항에 따라 제소받는 헌법재판소는 수상, 하원의장, 상원의장에 즉시 이를 알린다.
- (2) 헌법재판소의 결정은 이유가 부기되며 하원의장, 상원의장, 수상에게 통고된다. 헌법재판소의 결정은 공화국 관보에 공고된다.

제4장 불수리목적의 심사

제27조

- (1) 헌법 제41조 제2항에 의해 규정된 경우 정부가 불수리성의 항변을 하는 의원발의법률안과 수정안에 대한 토의는 즉시 중단된다.
- (2) 헌법재판소에 제소를 하는 관계기관은 곧바로 헌법 제41조에 따라 그와 같은 목적으로 권한을 가지는 관계기관에게 이를 알린다.

제28조

헌법재판소는 이유가 부기된 선언을 통해 8일 내에 선고한다.

제29조

헌법재판소의 선언은 관계의회의 장과 수상에게 통보된다.

Chapitre III bis: De l'examen des conditions de présentation des projets de loi

Article 26-1

- (1) Le Conseil constitutionnel, saisi conformément au quatrième alinéa de l'article 39 de la Constitution, avise immédiatement le Premier ministre et les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat.
- (2) La décision du Conseil constitutionnel est motivée et notifiée aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et au Premier ministre. Elle est publiée au Journal officiel.

Chapitre IV: De l'examen des fins de non-recevoir

Article 27

- (1) Au cas prévu par le deuxième alinéa de l'article 41 de la Constitution, la discussion de la proposition de loi ou de l'amendement auquel le Gouvernement a apposé l'irrecevabilité est immédiatement suspendue.
- (2) L'autorité qui saisit le Conseil constitutionnel en avise aussitôt l'autorité qui a également compétence à cet effet selon l'article 41 de la Constitution.

Article 28

Le Conseil se prononce dans le délai de huit jours par une déclaration motivée.

Article 29

La déclaration est notifiée au président de l'assemblée intéressée et au premier ministre.

제5장 대통령의 선거분야에서의 헌법재판소의 권한행사

제30조

대통령의 선거 분야에서의 헌법재판소의 권한은 대통령의 선거에 관한 조직법률에 의해 정해진다.

제31조

헌법 제7조에서 규정된 경우에 따라 대통령의 장애사유를 확인하기 위해 정부에 의해 제소된 경우 헌법재판소는 헌법재판소를 구성하는 재판관의 절대다수로 이에 대한 선고를 한다.

제6장 하원의원과 상원의원 선거소송

제32조

- (1) 내무부장관과 해외의 도를 담당하는 장관은 지체없이 관계의회에 선출되었다고 선언된 자의 이름을 통고한다.
- (2) 집계를 담당하는 위원회의 보고서는 - 동 보고서에 정부대표는 선출된 사람과 그 대리인의 출생증명서의 사본과 범죄기록서류를 추가한다 - 10일 동안 선거인명부에 등재된 사람들과 후보신고를 한 사람들에게 공개되어야 한다.

Chapitre V: De l'exercice des attributions du Conseil constitutionnel en matière d'élection à la Présidence de la République

Article 30

Les attributions du Conseil constitutionnel en matière d'élection à la Présidence de la République sont déterminées par la loi organique relative à cette élection.

Article 31

Lorsqu'il est saisi par le Gouvernement, dans le cas prévu à l'article 7 de la Constitution, pour constater l'empêchement du Président de la République, le Conseil constitutionnel statue à la majorité absolue des membres le composant.

Chapitre VI: Du contentieux de l'élection des députés et des sénateurs

Article 32

- (1) Le ministre de l'intérieur communique sans délai à l'assemblée intéressée les noms des personnes proclamées élus.
- (2) Les procès-verbaux des commissions chargées du recensement, auxquels le représentant de l'Etat joint l'expédition de l'acte de naissance et le bulletin n° 2 du casier judiciaire des élus et de leurs remplaçants, sont tenus à la disposition des personnes inscrites sur les listes électorales ou les listes électorales consulaires et des personnes ayant fait une déclaration de candidature, pendant un délai de dix jours.

- (3) 위의 10일이라는 기간이 지난 다음 보고서와 보고서의 부록은 도나 지방자치단체의 문서고에 보관된다. 동 보고서는 헌법재판소의 요구에 따라 헌법재판소에만 통고될 수 있다.

제33조

- (1) 하원의원과 상원의원선거는 선거결과 공포 후 10일 동안 헌법재판소에서 다투어질 수 있다.
- (2) 선거에 대해 다툴 수 있는 권리는 선거가 치러진 지역의 선거인명부에 등재된 모든 사람과 입후보를 한 사람에게 속한다.

제34조

- (1) 헌법재판소는 헌법재판소 사무처와 정부대표에게 통고되는 서면신청을 통해서만 제소받는다.
- (2) 정부대표는 전자적 방법을 통하여 헌법재판소 사무처에게 이를 알리고, 자신이 받은 신청서의 이송을 보장한다.
- (3) 헌법재판소 사무처는 제소받거나 통고된 신청서에 대한 의견을 지체없이 관계의회에 제시한다.

제35조

- (1) 신청서는 성, 이름, 신청인의 지위, 고발된 선거에서의 당선자의 이름, 원용되는 무효이유가 포함되어야 한다.

- (3) Passé ce délai, les procès-verbaux et leurs annexes sont déposés aux archives départementales, à celles de la collectivité ou du service de l'Etat concerné. Ils ne peuvent être communiqués qu'au Conseil constitutionnel, sur demande de ce Conseil.

Article 33

- (1) L'élection d'un député ou d'un sénateur peut être contestée devant le Conseil constitutionnel jusqu'au dixième jour qui suit la proclamation des résultats de l'élection, au plus tard à dix-huit heures.
- (2) Le droit de contester une élection appartient à toutes les personnes inscrites sur les listes électorales ou les listes électorales consulaires de la circonscription dans laquelle il a été procédé à l'élection ainsi qu'aux personnes qui ont fait acte de candidature.

Article 34

- (1) Le Conseil constitutionnel ne peut être saisi que par une requête écrite adressée au secrétariat général du Conseil ou au représentant de l'Etat.
- (2) Le représentant de l'Etat avise, par voie électronique, le secrétaire général et assure la transmission de la requête dont il a été saisi.
- (3) Le secrétaire général du Conseil donne sans délai avis à l'assemblée intéressée des requêtes dont il a été saisi ou avisé.

Article 35

- (1) Les requêtes doivent contenir le nom, les prénoms et qualité du requérant, le nom des élus dont l'élection est

- (2) 신청자는 신청서에 자신의 신청이유를 뒷받침하는 물품을 부가하여야 한다.
- (3) 신청서는 중지적 효력을 가지지 않는다. 신청서는 모든 인지 및 등록비용이 면제된다.

제36조

- (1) 헌법재판소는 내부에 추첨을 통해 지명되며, 각각 3인으로 구성되는 3개의 부를 구성한다. 추첨은 대통령에 의해 임명된 재판관들, 상원의장에 의해 임명된 재판관들, 하원의장에 의해 임명된 재판관들 가운데 각각 분리되어 진행된다.
- (2) 매년 10월 초에서 15일의 기간 동안 헌법재판소는 국사원의 소원심사관들과 회계감사원의 주임감사관들 가운데 10인의 부보고책임자의 명단을 결정한다. 부보고책임자는 투표권이 없다.

제37조

신청이 접수되자마자 헌법재판소장은 하나의 부에 이에 대한 검토를 의뢰하며, 부보고책임자 가운데 선택될 수 있는 한명의 보고자를 지명한다.

제38조

- (1) 부는 자신에게 부여된 사건을 심리하며, 사건은 전체재판관회의에 회부된다.

attaquée, les moyens d'annulation invoqués.

- (2) Le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens. Le Conseil peut lui accorder exceptionnellement un délai pour la production d'une partie de ces pièces.
- (3) La requête n'a pas d'effet suspensif. Elle est dispensée de tous frais de timbre ou d'enregistrement.

Article 36

- (1) Le Conseil constitutionnel forme, en son sein, trois sections composées chacune de trois membres désignés par le sort. Il est procédé à des tirages au sort séparés entre les membres nommés par le Président de la République, entre les membres nommés par le président du Sénat et entre les membres nommés par le président de l'Assemblée nationale.
- (2) Chaque année, dans la première quinzaine d'octobre, le Conseil constitutionnel arrête une liste de dix rapporteurs adjoints choisis parmi les maîtres des requêtes du conseil d'Etat et les conseillers référendaires à la cour des comptes. Les rapporteurs adjoints n'ont pas voix délibérative.

Article 37

Dès réception d'une requête, le président en confie l'examen à l'une des sections et désigne un rapporteur qui peut être choisi parmi les rapporteurs adjoints.

Article 38

- (1) Les sections instruisent les affaires dont elles sont chargées et qui sont portées devant le Conseil assemblé.

(2) 그렇지만, 헌법재판소는 사전적 대심(對審) 없이 수리가 불가능한 청구 또는 명백히 선거의 결과에 영향을 미칠 수 없는 신청이유만 포함된 청구의 경우 이유가 부기된 결정을 통하여 기각할 수 있다.

(3) 기각결정은 곧바로 관계의회에 통고된다.

제39조

그 외의 경우 의견이 선거가 다투어지는 의회의 의원, 필요한 경우 대리인에게 전달된다. 부는 의원들과 대리인에게 헌법재판소에 제출된 신청서와 관련 서류를 검토하고, 의원들과 대리인의 문서로 된 의견을 제시하도록 기간을 부여한다.

제40조

의원들과 대리인의 의견을 접수하거나, 의견을 제시하는 부여된 기간이 종료되자마자, 사건은 헌법재판소에 보고되며, 헌법재판소는 이유가 부기된 결정을 내린다. 동 결정은 관계의회에 곧바로 통고된다.

제41조

청구를 인용하는 경우 헌법재판소는 경우에 따라 다투어지는 선거를 무효로 하거나 집계를 담당하는 위원회에 의해 행해진 선언을 변경하여 합법적으로 선출된 후보자를 선언할 수 있다.

제41-1조

심리를 통해 어떤 후보자가 선거법전 제136-1조에서 언급된 경우에 해당하는 것으로 밝혀질 때 헌법재판소는 선거

- (2) Toutefois, le Conseil, sans instruction contradictoire préalable, peut rejeter, par décision motivée, les requêtes irrecevables ou ne contenant que des griefs qui manifestement ne peuvent avoir une influence sur les résultats de l'élection.
- (3) La décision est aussitôt notifiée à l'assemblée intéressée.

Article 39

Dans les autres cas, avis est donné au membre du Parlement dont l'élection est contestée, ainsi que le cas échéant au remplaçant. La section leur impartit un délai pour prendre connaissance de la requête et des pièces au secrétariat du Conseil et produire leurs observations écrites.

Article 40

Dès réception de ces observations ou à l'expiration du délai imparti pour les produire, l'affaire est rapportée devant le Conseil qui statue par une décision motivée.

La décision est aussitôt notifiée à l'assemblée intéressée.

Article 41

Lorsqu'il fait droit à une requête, le Conseil peut, selon les cas, annuler l'élection contestée ou réformer la proclamation faite par la commission de recensement et proclamer le candidat qui a été régulièrement élu.

Article 41-1

Le Conseil, si l'instruction fait apparaître qu'un candidat se trouve dans l'un des cas mentionnés à l'article LO 136-1 du

법전 제128조 제2항에 따라 해당 후보자가 피선거자격이 없다는 점을 선고하며, 해당 후보자가 당선된 것으로 선언된 경우에는 그의 당선을 취소한다.

제42조

(1) 헌법재판소와 헌법재판소의 부는 필요한 경우 조사를 명하거나, 선거와 관련된 모든 문서 및 보고서, 관계되는 후보자의 선거계좌와 선거법전 제52-14조에 의해 만들어진 위원회의 문서, 보고서, 경우에 따라서는 결정들 전체를 열람할 수 있다.

(2) 증인의 진술을 맹세하에 듣기 위해 보고자가 임명된다. 보고서는 보고자에 의해 작성되며, 관련당사자들에게 통고된다. 관련당사자들은 3일이라는 기간 동안 문서로 자신의 의견을 제출한다.

제43조

헌법재판소와 부는 현장에서 다른 증거심리조치를 진행하기 위하여 재판관들 중 한 명 또는 부보고자를 임명할 수 있다.

제44조

자신에게 제기된 사건에 대한 결정을 하는 데 있어, 헌법재판소는 청구를 통해 제시된 모든 질문과 항변을 알기 위한 권한이 있다. 이 경우에 헌법재판소의 결정은 자신이 제시 받은 선거에 관해서만 법적인 효과가 있다.

code électoral, prononce son inéligibilité conformément à cet article et, s'il s'agit du candidat proclamé élu, annule son élection.

Article 42

- (1) Le Conseil et les sections peuvent, le cas échéant, ordonner une enquête et se faire communiquer tous documents et rapports ayant trait à l'élection notamment les comptes de campagne établis par les candidats intéressés, ainsi que l'ensemble des documents, rapports et décisions éventuellement réunis ou établis par la commission instituée par l'article L. 52-14 du code électoral.
- (2) Le rapporteur est commis pour recevoir sous serment les déclarations des témoins. Procès-verbal est dressé par le rapporteur et communiqué aux intéressés, qui ont un délai de trois jours pour déposer leurs observations écrites.

Article 43

Le Conseil et les sections peuvent commettre l'un de leurs membres ou un rapporteur adjoint pour procéder sur place à d'autres mesures d'instruction.

Article 44

Pour le jugement des affaires qui lui sont soumises, le Conseil constitutionnel a compétence pour connaître de toute question et exception posée à l'occasion de la requête. En ce cas, sa décision n'a d'effet juridique qu'en ce qui concerne l'élection dont il est saisi.

제45조

장래에 자격자 또는 그 대리인이 피선거자격이 없다는 것이 밝혀질 것이라는 것을 조건으로 헌법재판소는 자격자 또는 그 대리인의 선거의 합법성을 선고한다.

제6-2장 헌법 제11조 제3항의 적용에 따라 제출된 의원 발의법률안에 대한 검토

제45-1조

헌법 제11조 제4항에 규정된 통제를 위하여 의원발의법률안이 해당의회의 장에 의해 헌법재판소로 이송된 경우에, 헌법재판소는 즉시 이를 대통령, 수상, 다른 원의 의장에게 통고한다.

제45-2조

헌법재판소는 의원발의법률안이 이송된 후 1개월 내에,

1° 의원발의법률안이 적어도 1/5의 의원들에 의해 제출되었는지(이 1/5은 헌법재판소에 제소를 등록한 날에 실제로 참석한 의원의 수를 계산하며, 소숫점 이상의 수를 제외한다);

2° 의원발의법률안의 목적이 헌법 제11조 제3항 및 제6항에서 제시한 조건을 준수하였는지;

Article 45

Sous réserve d'un cas d'inéligibilité du titulaire ou du remplaçant qui se révélerait ultérieurement, le Conseil constitutionnel statue sur la régularité de l'élection tant du titulaire que du remplaçant.

Chapitre VI bis: De l'examen d'une proposition de loi déposée en application du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution

Article 45-1

Lorsqu'une proposition de loi lui est transmise par le président d'une assemblée en vue du contrôle prévu au quatrième alinéa de l'article 11 de la Constitution, le Conseil constitutionnel en avise immédiatement le Président de la République, le Premier ministre et le président de l'autre assemblée.

Article 45-2

Le Conseil constitutionnel vérifie, dans le délai d'un mois à compter de la transmission de la proposition de loi:

- 1° Que la proposition de loi est présentée par au moins un cinquième des membres du Parlement, ce cinquième étant calculé sur le nombre des sièges effectivement pourvus à la date d'enregistrement de la saisine par le Conseil constitutionnel, arrondi au chiffre immédiatement supérieur en cas de fraction;
- 2° Que son objet respecte les conditions posées aux troisième et sixième alinéas de l'article 11 de la Constitution, les délais qui y sont mentionnés étant calculés à la date d'enregistrement de la saisine par le

3° 의원발의법률안의 어떠한 규정도 헌법에 반하지 않는지에 대해 심사한다.

제45-3조

- ① 헌법재판소는 이유가 부기된 결정을 통해 판단하며, 이는 공화국 관보에 공포된다.
- ② 헌법재판소가 의원발의법률안이 제45-2조의 규정을 충족한다고 선언하는 경우, 헌법재판소 결정의 공포는 표를 얻어야 하는 유권자의 찬성표의 수의 공포를 수반한다.

제45-4조

- ① 헌법재판소는 의원발의법률안에 대한 찬성표의 수집활동의 적법성을 감시한다.
- ② 헌법재판소는 일체의 이의신청을 조사하고, 최종적으로 결정한다. 모든 유권자는 찬성표를 수집하는 기간 동안 또는 그 기간의 만료 후 10일의 기간 내에 헌법재판소에 제소할 수 있다.
- ③ 이의신청은 일반민형사법원의 법관 또는 명예직을 포함한 행정법원의 법관 가운데 헌법재판소장의 제안에 따라 헌법재판소에 의해 5년의 기간 동안 지명된 3명의 위원으로 구성된 부에 의해 심사된다.
- ④ 부의 결정의 통지 후 10일의 기간 내에, 이의신청자는 헌법재판소에 결정을 다룰 수 있다.
- ⑤ 위의 항에서 언급한 이의신청에 따른 제소 또는 부의

Conseil constitutionnel;

3° Et qu'aucune disposition de la proposition de loi n'est contraire à la Constitution.

Article 45-3

- ① Le Conseil constitutionnel statue par une décision motivée, qui est publiée au Journal officiel.
- ② S'il déclare que la proposition de loi satisfait aux dispositions de l'article 45-2, la publication de sa décision est accompagnée de la publication du nombre de soutiens d'électeurs à recueillir.

Article 45-4

- ① Le Conseil constitutionnel veille à la régularité des opérations de recueil des soutiens à une proposition de loi.
- ② Il examine et tranche définitivement toutes les réclamations. Il peut être saisi par tout électeur durant la période de recueil des soutiens ou dans un délai de dix jours suivant sa clôture.
- ③ Les réclamations sont examinées par une formation composée de trois membres désignés pour une durée de cinq ans par le Conseil constitutionnel, sur proposition de son président, parmi les magistrats de l'ordre judiciaire ou les membres des juridictions administratives, y compris honoraires.
- ④ Dans un délai de dix jours suivant la notification de la décision de la formation, l'auteur de la réclamation peut contester la décision devant le Conseil assemblé.
- ⑤ Dans le cas où, saisi d'une contestation mentionnée à

회부에 따른 제소가 있는 경우에, 헌법재판소는 찬성표의 수집활동의 진행 중에 부정행위의 존재를 확인하며, 이와 같은 부정행위의 성격 및 중대성을 고려하여 찬성표의 수집활동의 유지할 것인지 또는 그 전면적 또는 부분적 무효를 선언할 것인지에 대해서는 헌법재판소가 판단한다.

제45-5조

- ① 헌법재판소는 일체의 조사를 명할 수 있으며, 의원발의 법률안에 대한 찬성표의 수집활동과 관련이 있는 모든 문서를 제출받을 수 있다. 내무부장관은 헌법재판소가 요구하는 경우 헌법재판소에 수집된 찬성유권자의 목록을 제출한다.
- ② 헌법재판소는 위의 권한의 행사를 위하여 국가의 관계 부처의 협조를 요청할 수 있다.
- ③ 헌법재판소는 국사원의 소원심판관들과 회계감사원의 주임검사관들 가운데 선택된 부보고책임자를 지명할 수 있다. 부보고책임자는 투표권이 없다.
- ④ 헌법재판소는 이와 같은 직무를 돕기 위하여 일반민형사법원의 법관 또는 명예직을 포함한 행정법원의 법관 그리고 전문가 가운데 대표자를 지정할 수 있다.
- ⑤ 헌법재판소는 선서 하에 증인의 진술을 받거나 현장에서 서둘러서 다른 증거심리조치를 취하기 위하여 재판관 중의 하나 또는 대표자를 정할 수 있다.

제45-6조

헌법재판소는 의원발의법률안이 선거인명부에 등록된 최소 1/10의 유권자의 지지를 확보하였는지에 대해 선언한다.

l'avant-dernier alinéa ou saisi sur renvoi d'une formation, le Conseil constate l'existence d'irrégularités dans le déroulement des opérations, il lui appartient d'apprécier si, eu égard à la nature et à la gravité de ces irrégularités, il y a lieu soit de maintenir lesdites opérations, soit de prononcer leur annulation totale ou partielle.

Article 45-5

- ① Le Conseil constitutionnel peut ordonner toute enquête et se faire communiquer tout document ayant trait aux opérations de recueil des soutiens à une proposition de loi. Le ministre de l'intérieur communique au Conseil constitutionnel, à sa demande, la liste des soutiens d'électeurs recueillis.
- ② Le Conseil constitutionnel fait appel, pour l'exercice de ses fonctions, aux services compétents de l'Etat.
- ③ Il peut désigner des rapporteurs adjoints choisis parmi les maîtres des requêtes du Conseil d'Etat et les conseillers référendaires à la Cour des comptes. Les rapporteurs adjoints n'ont pas voix délibérative.
- ④ Il peut désigner des délégués parmi les magistrats de l'ordre judiciaire ou les membres des juridictions administratives, y compris honoraires, ainsi que des experts, afin de l'assister dans ses fonctions.
- ⑤ Il peut commettre un de ses membres ou un délégué pour recevoir sous serment les déclarations des témoins ou pour diligenter sur place d'autres mesures d'instruction.

Article 45-6

Le Conseil constitutionnel déclare si la proposition de loi a obtenu le soutien d'au moins un dixième des électeurs

헌법재판소의 결정은 공화국 관보에 공포된다.

제7장 국민투표실시의 감독과 그 결과의 선포

제46조

헌법재판소는 정부의 요구에 따라 국민투표실시의 조직에 관하여 자문을 한다.

제47조

헌법재판소는 공식적 선전수단을 사용하는 권한을 가진 조직체의 명부에 대해 의견을 제시할 수 있다.

제48조

헌법재판소는 관계장관의 동의하에 일반법원과 행정법원의 법관 가운데 선출되어 현장에서 활동을 할 하나 또는 여러 명의 대표자를 지명할 수 있다.

제49조

헌법재판소는 투표의 전체적인 개표의 감독을 직접적으로 보장한다.

제50조

- (1) 헌법재판소는 모든 청구를 검토하며, 최종적으로 해결한다.
- (2) 헌법재판소가 국민투표의 진행에 있어서 불법성이 존재한다는 점을 확인하는 경우 이와 같은 불법성의 성

inscrits sur les listes électorales. Sa décision est publiée au Journal officiel.

Chapitre VII: De la surveillance des opérations de référendum et de la proclamation des résultats

Article 46

Le Conseil constitutionnel est consulté par le Gouvernement sur l'organisation des opérations de référendum. Il est avisé sans délai de toute mesure prise à ce sujet.

Article 47

Le Conseil constitutionnel peut présenter des observations concernant la liste des organisations habilitées à user des moyens officiels de propagande.

Article 48

Le Conseil constitutionnel peut désigner un ou plusieurs délégués choisis, avec l'accord des ministres compétents, parmi les magistrats de l'ordre judiciaire ou administratif et chargés de suivre sur place les opérations.

Article 49

Le Conseil constitutionnel assure directement la surveillance du recensement général.

Article 50

- (1) Le Conseil examine et tranche définitivement toutes les réclamations.
- (2) Dans le cas où le Conseil constitutionnel constate l'existence d'irrégularités dans le déroulement des

질과 중대함을 고려하여 국민투표를 계속 진행할 것인지, 전면적 또는 부분적인 국민투표의 무효를 선언할 것인지에 대한 판단권한은 헌법재판소에 속한다.

제51조

헌법재판소는 국민투표의 결과를 선언한다. 국민투표의 결과선언은 국민에 의해 가결된 법률을 공포하는 데크레를 통해 이루어진다.

제8장 비상사태에서의 헌법재판소의 자문

제52조

헌법 제16조 제1항에 규정된 경우에 따라 대통령에 의해 자문을 요청받는 경우 헌법재판소는 즉시 소집된다.

제53조

헌법재판소는 헌법 제16조 제1항이 요청하는 조건이 충족되었는지에 대한 의견을 제시한다. 헌법재판소의 의견은 이유가 부기되며, 공개된다.

제54조

- (1) 대통령은 헌법재판소에 자신이 취하고자 하는 조치를 헌법재판소에 알린다.
- (2) 헌법재판소는 지체없이 대통령에 자신의 의견을 알린다.

opérations, il lui appartient d'apprécier si, eu égard à la nature et à la gravité de ces irrégularités, il y a lieu soit de maintenir lesdites opérations, soit de prononcer leur annulation totale ou partielle.

Article 51

Le Conseil constitutionnel proclame les résultats du référendum. Mention de la proclamation est faite dans le décret portant promulgation de la loi adoptée par le peuple.

Chapitre VIII: De la consultation du Conseil constitutionnel dans des circonstances exceptionnelles.

Article 52

Lorsqu'il est consulté par le Président de la République dans les cas prévus au premier alinéa de l'article 16 de la Constitution, Le Conseil constitutionnel se réunit immédiatement.

Article 53

Il émet un avis sur la réunion des conditions exigées par le texte visé à l'article précédent. Cet avis est motivé et publié.

Article 54

- (1) Le Président de la République avise le Conseil constitutionnel des mesures qu'il se propose de prendre.
- (2) Le Conseil constitutionnel lui donne sans délai son avis.



제3편 기타 및 임시조항

제55조

본 법률명령의 적용방식은 헌법재판소의 자문과 국사원의 의견을 구한 다음 국무회의의 테크레를 통해 규정된다.

제56조

헌법재판소는 헌법재판소의 내부규칙을 통하여 본 법률명령 제2편에서 규정한 “헌법재판소에서 적용하는” 규칙과 절차를 보충한다. 특히 헌법재판소는 보고자의 감독하에 제42조, 제43조 및 제45-5조에서 규정한 조사와 증거심리 조치의 조건을 구체적으로 정한다.

제57조(폐지됨)

헌법 제91조 제7항에서 규정한 위원회는 대통령의 선거에 관한 조직법률을 규정하는 1958년 11월 7일의 법률명령규정에 따라 헌법 제58조에 의해 헌법재판소에 부여된 권한과 본 법률명령 제2편의 규정에 따라 헌법재판소의 설립시까지 헌법재판소에 부를 창설하는 규정을 제외하고 헌법 제59조에 의해 헌법재판소에 부여된 권한을 행사한다.



Titre III: Dispositions diverses et dispositions transitoires

Article 55

Les modalités d'application de la présente ordonnance pourront être déterminées par décret en conseil des ministres, après consultation du Conseil constitutionnel et avis du conseil d'Etat.

Article 56

Le Conseil constitutionnel complétera par son règlement intérieur les règles de procédure applicables devant lui édictées par le titre II de la présente ordonnance. Il précisera notamment les conditions dans lesquelles auront lieu les enquêtes et mesures d'instruction prévues aux articles 42, 43 et 45-5 sous la direction d'un rapporteur.

Article 57

La commission prévue à l'alinéa 7 de l'article 91 de la Constitution exercera les attributions conférées au Conseil constitutionnel par l'article 58 de la Constitution, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à l'élection du Président de la République, et les attributions conférées à ce même Conseil par l'article 59 de la Constitution, conformément aux dispositions du titre II de la présente ordonnance, à l'exception des dispositions prévoyant la création de sections au sein du Conseil, jusqu'à l'installation du Conseil constitutionnel.

제58조

유산법전 제211-3조, 제212-1조, 제212-2조, 제212-3조, 제212-4조, 제213-3조, 제214-1조, 제214-3조, 제214-4조, 제214-5조, 제214-9조, 제214-10조는 헌법재판소의 활동에 따라 생기는 기록보관소에 적용된다. 헌법재판소의 기록보관소는 유산법전 제213-2조 I의 1°에서 정한 기간이 만료된 다음 자유롭게 열람될 수 있다.

제59조(폐지됨)

헌법재판소 재판관이 취임하자마자, 위원회는 자신들이 제소받아 아직 선고를 내리지 않는 사건기록을 이송한다.

제60조(폐지됨)

헌법 제41조와 제61조에 의해 헌법재판소에 부여된 기간은 헌법재판소의 전체 재판관이 취임한 후 2주일부터 발효한다.

제61조

본 법률명령은 공화국 관보에 공포되며, 조직법률로 집행된다.

Article 58

Les articles L. 211-3, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-4, L. 213-3, L. 214-1, L. 214-3, L. 214-4, L. 214-5, L. 214-9 et L. 214-10 du code du patrimoine s'appliquent aux archives qui procèdent de l'activité du Conseil constitutionnel. Ces archives peuvent être librement consultées à l'expiration du délai fixé au 1° du I de l'article L. 213-2 du même code.

Article 59

Dès l'installation des membres du Conseil constitutionnel, la commission transmet au Conseil les dossiers des affaires dont elle a été saisie et sur lesquelles elle n'a pas encore statué.

Article 60

Les délais impartis au Conseil constitutionnel par les articles 41 et 61 de la Constitution ne commenceront à courir que quinze jours après l'installation de l'ensemble de ses membres.

Article 61

La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République française et exécutée comme loi organique.

2018 국가별 법령집 · 프랑스편

2018년 8월 21일 인쇄

2018년 8월 28일 발행

발행 : 헌법재판소
헌법재판연구원

인쇄 : 성문인쇄사
02.2272.7553

<비매품>

